

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA RÉHABILITATION DU DÉBITEUR

En ÉTAT de FAILLITE ou de LIQUIDATION JUDICIAIRE

Étude de Droit positif et de Législation

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

Le MARDI 8 JUILLET 1902, à 3 h. 1/2 de l'après-midi

PAR

HENRI TOUBLET

AVOCAT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE CAEN

ALENÇON

TYPOGRAPHIE & LITHOGRAPHIE A. HERPIN

9, RUE DU CYGNE, 9

1902

THÈSE

POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA RÉHABILITATION DU DÉBITEUR

En ÉTAT de FAILLITE ou de LIQUIDATION JUDICIAIRE

Étude de Droit positif et de Législation

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

Le MARDI 8 JUILLET 1902, à 3 h. 1/2 de l'après-midi

PAR

HENRI TOUBLET

AVOCAT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE CAEN

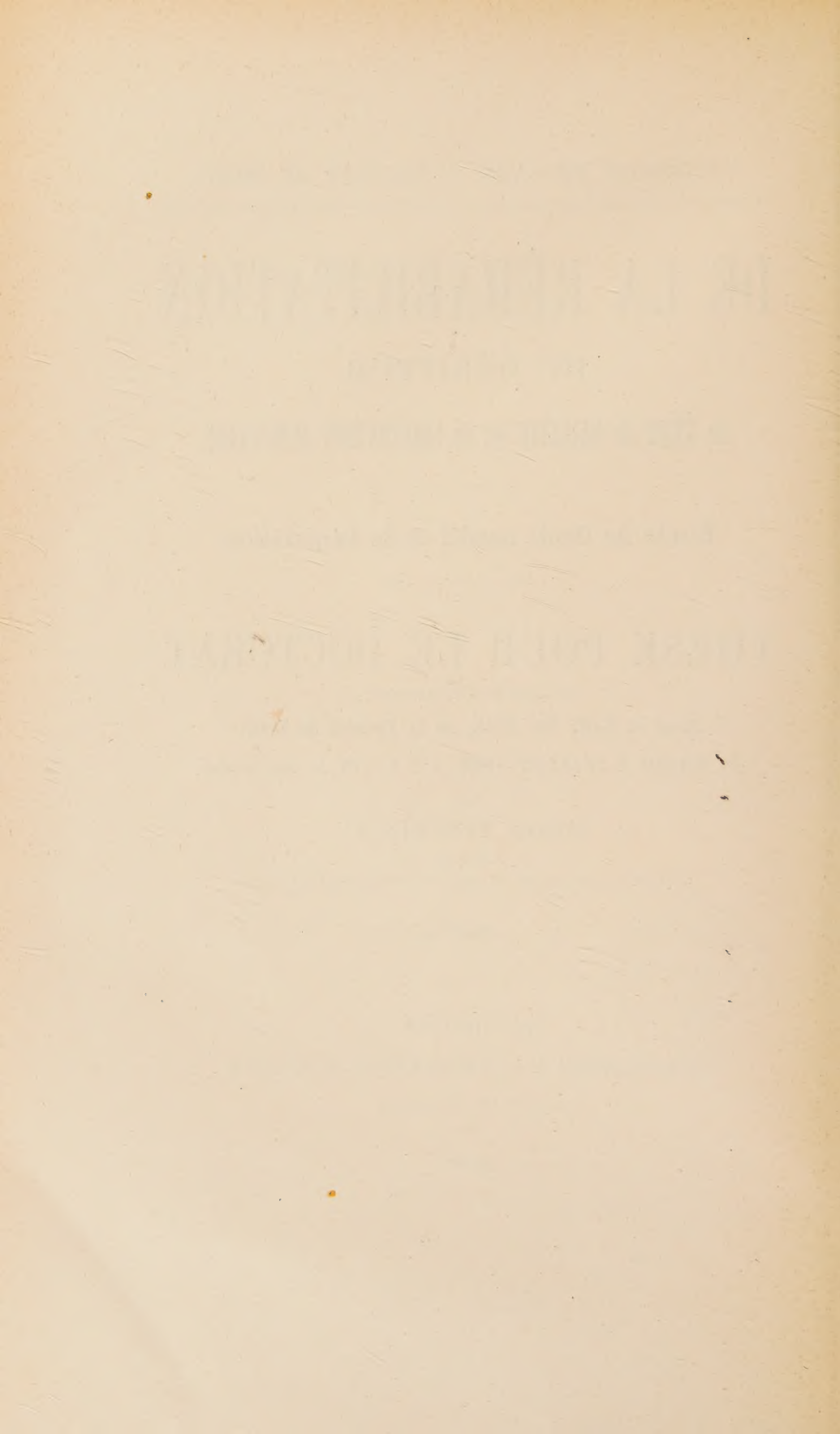


ALENÇON

TYPOGRAPHIE & LITHOGRAPHIE A. HERPIN

9, RUE DU CYGNE, 9

1902



UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1901-1902

DOYEN :

M EDMOND VILLEY, (*, I. ☉), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

- MM. DANJON (I. ☉), assesseur du doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.
EDMOND VILLEY (*, I. ☉), professeur d'*Economie politique*, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé* et de *Législation financière*.
LAISNÉ DES HAYES (☿, A. ☉), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Droit civil*.
GUILLOUARD (*, I. ☉, C. ✕, G. O. ✕, C. I. C. ✕, O. ✕, L. ✕), professeur de *Droit civil*.
LEBRET, (I. ☉), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice.
CABOUAT, (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé* et de *Législation industrielle*.
BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.
DEBRAY, professeur de *Droit romain*, chargé des cours de *Pandectes* et d'*Histoire du Droit français*.
LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments du Droit constitutionnel*.

AGRÉGÉS :

- MM. RENÉ WORMS (I. ☉, ☿, C. ✕), chargé des cours d'*Economie politique* et d'*Histoire des Doctrines économiques*.
ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit romain* et du cours sur *la Coutume de Normandie*.
DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel* et du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.
PILON, chargé d'un cours de *Droit civil*.
GÉNESTAL DU CHAUMEIL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français* et d'*Histoire du Droit public français*.

* SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ☉), secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

MM. DANJON, *Professeur, Président de la Thèse.*

ASTOUL, *Agrégé.*

DEGOIS, *Id.*

BIBLIOGRAPHIE

I. — Historique

ACCARIAS. — *Précis de droit romain*, Paris 1886.

BORNIER. — *Conférence des Ordonnances de Louis XIV*, Paris 1755.

DAREMBERG et SAGLIO. — *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines* (V^o Infamia et V^o Indulgentia), Paris, en cours depuis 1877.

DENIZART. — *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence* (V^o Réhabilitation), Paris 1783-1806.

DE FERRIÈRE. — *Dictionnaire de droit et de pratique* (V^o Lettres de réhabilitation).

KOHLER (J). — *Lehrbuch des Konkursrechts* (traduit dans les *Annales de droit commercial*, 1891-1892), Stuttgart 1891.

LOCRÉ. — *La Législation civile, commerciale et criminelle de la France*, Paris 1827-1832.

MERLIN. — *Répertoire de Jurisprudence* (V^o Réhabilitation), Paris 1812-1815.

ORTOLAN. — *Explication historique des Institutes de l'empereur Justinien*, Paris 1883.

- SAVARY. — *Le Parfait Négociant* (7^e édition), Paris 1713.
STRACCHA. — *Traité De decoctoribus; Traité De Mercatura*, Amsterdam 1669.
TOUBEAU. — *Institutes du droit consulaire* (2^e édition), Paris 1700.
VAINBERG. — *La faillite d'après le droit romain*, Paris 1874.
-

II. — Législation actuelle

- ALAUZET. — *Commentaire du Code de Commerce et de la Législation commerciale*, Paris 1857.
BÉDARRIDE. — *Traité des faillites et banqueroutes*, Paris, 1862.
BOISTEL. — *Précis de droit commercial*, Paris 1884.
BRUSTLEIN ET RAMBERT. — *Commentaire de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite*.
DALLOZ. — *Jurisprudence générale. — Répertoire et Supplément* (V^o Faillites et Banqueroutes).
DUTRUC. — *Dictionnaire du contentieux commercial et industriel*, Paris 1875.
ESNAULT. — *Traité des faillites et banqueroutes*, Paris 1846.
EYQUEM. — *De la condition du failli aux différentes époques de la faillite en droit français* (thèse), Bordeaux 1880.
LAROQUE-SAYSSINEL. — *Formulaire général des faillites et banqueroutes*, Paris 1892.
LYON-CAEN. — *La Loi anglaise sur la faillite du 25 août 1883*, Paris 1888.
LYON-CAEN ET RENAULT. — *Traité des faillites, banqueroutes et liquidations judiciaires*, Paris 1897.

MALAPERT. — *Du régime de la liquidation judiciaire*, Paris 1892.

PANDECTES FRANÇAISES. — *Répertoire* (V^o Faillite).

RENOUARD. — *Traité des faillites et banqueroutes*, Paris 1857.

RIVIÈRE. — *Commentaire théorique et pratique des lois du 4 mars 1889 et du 4 avril 1890 sur la liquidation judiciaire*, Paris 1891.

ROUSSEAU ET DEFERT. — *Code annoté des faillites et banqueroutes*, Paris 1879.

RUBEN DE COUDER. — *Dictionnaire de droit commercial, industriel et maritime* (V^o Réhabilitation), Paris 1881.

THALLER. — *Des faillites en droit comparé*, Paris 1887.

THALLER. — *Traité élémentaire de droit commercial*, Paris 1898.

RECUEILS PÉRIODIQUES : Recueils de jurisprudence de SIREY, DALLOZ, *Pandectes françaises*. — *Annales de droit commercial*, *Journal des faillites*, *Journal officiel*, etc.

INTRODUCTION

La faillite et la liquidation judiciaire entraînent, à compter du jugement déclaratif, un certain nombre de déchéances, tant politiques que commerciales, qui modifient profondément la condition juridique du débiteur. Cette conception n'est pas nouvelle : à toutes les époques, les législateurs ont jugé bon d'édicter à l'encontre de ceux qui ne pouvaient plus faire face à leurs engagements, des incapacités de ce genre. Mais ils ont été amenés en même temps à se préoccuper des moyens de faire cesser ces incapacités lorsque certaines circonstances venaient à se produire. De là l'institution de la réhabilitation des faillis qui existe non seulement en France, mais encore dans la plupart des pays étrangers (1).

Réglémentée d'une manière complète par notre Code de commerce au début du dix-neuvième siècle, la réhabilitation était restée, pour ainsi dire, dans

(1) V. *infra*, III^e partie, chapitre 1^{er}.

l'ombre jusqu'à ces dernières années. Les principes adoptés en 1807 avaient bien été à maintes reprises trouvés trop rigoureux pour le débiteur. Dans les travaux préparatoires du Code, un des orateurs, Bégouen, s'en était déjà plaint : « L'intérêt public et la justice, disait-il (1), semblent exiger qu'on ne rende pas la réhabilitation trop difficile. Quand on voit dans un failli une intention véritable de satisfaire ses créanciers et qu'il a fait de bonne foi tous les efforts que lui permet l'état présent de sa fortune, on doit le traiter avec indulgence. » Dans la suite, et spécialement à l'occasion de la discussion des lois du 28 mai 1838 et du 4 mars 1889, on avait plusieurs fois signalé également la sévérité de notre système français. Mais ces critiques n'avaient pas jusqu'ici rencontré d'écho au dehors. Depuis quelque temps, au contraire, l'opinion publique paraît s'intéresser à la question : des propositions de loi ont été récemment déposées au Sénat et à la Chambre des députés (2); des pétitions ont été présentées au Parlement (3); un véritable mouvement s'est créé en faveur des adoucissements à apporter à cette partie de notre législation des faillites (4).

Jusqu'à quel point ces tentatives de réformes sont-elles fondées? Les dispositions de notre Code de

(1) Séance du Conseil d'État du 12 mai 1807. Locat, t. XIX, p. 373.

(2) Au Sénat, proposition de M. Bérenger; à la Chambre des députés, proposition de M. Georges Berry.

(3) V. notamment la pétition de M. Magnaud, président du tribunal de Château-Thierry, dans *le Temps*, n° du 27 décembre 1900.

(4) *Annales de droit commercial*, août 1900, p. 310.

commerce sur la matière offrent-elles vraiment les inconvénients qu'on leur attribue ? Et, s'il en était ainsi, quelles modifications pourrait-on introduire sans porter atteinte à l'existence même de l'institution ? Toutes ces questions se posent aujourd'hui en présence de ce mouvement d'opinion qui paraît destiné à aboutir. Nous aurons à les examiner ; mais seulement dans la dernière partie de cette étude : avant de rechercher, en effet, les améliorations à apporter à notre législation actuelle, il est indispensable de connaître cette législation elle-même. C'est pourquoi nous devons, après avoir rappelé l'origine et le développement historique de la réhabilitation des faillis, exposer les règles qui sont encore aujourd'hui en vigueur.

Nous étudierons ainsi successivement à propos de cette institution :

- 1^o L'historique ;
- 2^o La législation actuelle ;
- 3^o Les réformes dont elle est susceptible.

Si l'on songe qu'en France plus de huit mille débiteurs viennent chaque année grossir le chiffre de ceux précédemment déclarés en faillite ou en liquidation judiciaire, on peut concevoir facilement combien sont importantes en pratique les questions que nous aurons à examiner. Elles offrent d'autant plus d'intérêt qu'elles ne concernent pas seulement des individus isolés, mais encore la société tout entière. Il faut éviter, en effet, comme l'a dit avec raison le rapporteur de la loi du 4 mars 1889 à la Chambre

des députés (1) « que la société soit encombrée de
« non-valeurs, d'hommes qui ne peuvent plus se
« livrer à de nouvelles affaires. L'État bénéficie de
« l'activité de chacun ; il profite surtout de celle des
« négociants ; il importe donc qu'il leur laisse la
« faculté d'en user. » Ce n'est que par des améliorations à notre système de réhabilitation commerciale qu'il sera possible d'atteindre ce but.

(1) M. Laroze, séance du 16 octobre 1888.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

La réhabilitation n'est pas une institution d'origine récente. Pour en trouver les premières traces, il faut remonter jusqu'au droit romain. Mais ce n'est qu'au dix-septième siècle, sous l'influence des commentateurs de la grande Ordonnance de 1673, que les principes sur lesquels elle repose encore aujourd'hui, ont réussi à se préciser. A partir de cette époque, la réhabilitation fut véritablement organisée aussi bien au point de vue théorique qu'au point de vue pratique. Les rédacteurs du Code de commerce n'ont eu qu'à compléter une œuvre commencée.

Pour exposer le développement historique de l'institution qui fait l'objet de cette étude, nous distinguerons trois périodes :

- 1° Le droit romain ;
- 2° L'ancien droit français ;
- 3° Le droit intermédiaire et la rédaction du Code de commerce.

CHAPITRE PREMIER

Droit romain

La procédure romaine de la *venditio bonorum* plaçait le débiteur dans une situation à peu près analogue à celle dans laquelle il se trouve aujourd'hui après la faillite (1). Il était en effet privé, à titre de peine, d'un certain nombre de droits civils et politiques comme le failli dans notre législation moderne. Par là même, le problème de la réhabilitation était d'ores et déjà posé.

Ce problème n'était pas, d'ailleurs, sans intérêt. La condition des débiteurs après la *venditio bonorum* était des plus rigoureuses « *Quæ tanta calamitas inveniri potest?* » s'écrie Cicéron (2) à ce propos. Et, dans le même passage, il ajoute, faisant encore

(1) Cette similitude se comprend puisque notre régime de la faillite a précisément pour origine la procédure de la *venditio bonorum*. — RENOUARD, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. I, p. 19. — LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites, banqueroutes et liquidations judiciaires*, t. I, n° 4. — ORTOLAN, *Explication historique des Institutes de Justinien*, t. I, n° 75 et t. III, n° 2028. — V. AUSSI VAINBERG, *La faillite d'après le droit romain*.

(2) CICÉRON, *Pro Quintio*, ch. xv.

allusion au sort réservé aux faillis : « *Cujus bona venierunt, ii non modo ex numero vivorum exturbantur, sed si fieri potest, infra etiam mortuos amandatur!* »

Il y a là évidemment une certaine exagération oratoire. Elle indique bien cependant la défaveur que l'opinion attachait à la condition des débiteurs insolvables. Les jurisconsultes la qualifiaient d'un mot : ils déclaraient que la *venditio bonorum* entraînait l'« infamie » (1). Cette expression est assez difficile à définir. Il semble qu'elle visait à la fois l'incapacité de fait qui atteignait le débiteur, incapacité qui n'était fondée que sur les mœurs, et les incapacités de droit qui provenaient au contraire des lois elles-mêmes (2).

Sous ce dernier aspect la notion d'infamie (3) s'analysait en un certain nombre de déchéances semblables à celles qui résultent actuellement de la faillite. Beaucoup d'entre elles étaient, comme aujourd'hui, d'ordre politique. Après la *venditio*, le débi-

(1) GAIUS, *Commentaire* II, § 154... *ignominia quae accedit ex venditione bonorum*... ; Loi 11, Code, *Ex quibus causis infamia irrogatur*.

(2) CALLISTRATE place en effet l'infamie parmi les atteintes portées à l'*existimatio* du citoyen romain. Or il définit l'*existimatio* : « *dignitatis illaesæ status, legibus ac moribus comprobatus* ». — Ce que M. ORTO-LAN (*op. cit.* t. I, n° 74) paraphrase ainsi : « L'*existimatio* est l'honneur du citoyen romain qui se fonde à la fois sur les lois et sur les mœurs, et qui doit être intact pour la pleine aptitude aux droits civils tant dans l'ordre public que dans l'ordre privé ».

(3) Sur cette notion V. de SAVIGNY, *Traité de droit romain*, traduit de l'allemand par Ch. GUÉNOUX, t. II, n° 78 et suiv. — MOMMSEN, *Manuel des antiquités romaines*, t. II ; *Le droit public romain*, trad. GIRARD, p. p. 143-146 ; DAREMBERG et SAGLIO, *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*, V° infamia.

teur était privé, en effet, du *jus honorum*, c'est-à-dire de l'aptitude aux magistratures romaines (1). Il perdait aussi très probablement le droit de voter dans les comices (*jus suffragii*) (2). Dans les provinces il lui était interdit d'arriver aux dignités municipales (3). Ces différentes incapacités se manifestaient même par des humiliations extérieures : en vertu d'une loi Roscia, par exemple, des places spéciales, considérées comme peu honorables, étaient réservées aux faillis dans les cérémonies publiques (4). L'individu noté d'infamie subissait, en outre, des déchéances de droit privé (impossibilité d'être témoin dans un procès, prohibition de postuler pour autrui, etc.), qui avaient les conséquences les plus graves au point de vue juridique (5).

Telle était, résumée en quelques lignes, la situation du débiteur romain à la suite de la *venditio bonorum*. Après la disparition de cette voie d'exécution et son remplacement par la procédure de la *bonorum distractio*, ces incapacités s'effacèrent. Néanmoins il en subsista quelque chose : « La *distractio* produisait certainement, dit Vainberg (6), sinon l'infamie, du moins une atteinte à la réputation. »

(1) CICÉRON, *Pro Cluentio*, § 42.

(2) ACCARIAS, Précis de droit romain, n° 976 ; ORTOLAN, *op. cit.* t. III, n° 4169 ; SAVIGNY, *op. cit.* t. II, p. 200.

(3) Cette incapacité résultait de la loi *Julia municipalis*.

(4) CICÉRON, *Phil. II*, chap. XVII-XVIII. — V. RENOUEAU, *op. cit.* p. 15.

(5) PAUL, *Sentences* I, 2, § 1 ; Fragments du Vatican § 324. Cf. Dig. *De postulando*, III, 1, et *De his qui notantur infamia*, III, 2.

(6) La faillite d'après le droit romain, p. 295. — Dans le même sens, TAMBOUR, *Des voies d'exécution sur les biens des débiteurs dans le droit romain et dans l'ancien droit français*, t. I, p. 244.

Le débiteur pouvait-il à Rome recouvrer sa pleine capacité par un moyen analogue à notre réhabilitation ?

Sous la République, la négative n'était pas douteuse. Cicéron nous déclare, en effet, que les déchéances étaient perpétuelles : « *Turpi, judicio damnati*, dit-il (1), *in perpetuum omni honore ac dignitate privantur* ». La seule ressource dont les faillis pouvaient alors user était de chercher à éviter l'infamie, avant d'en être atteints, par l'emploi de la *bonorum cessio*, abandon volontaire de l'universalité de ses biens fait par un débiteur insolvable à ses créanciers (2).

Mais à partir des empereurs, la situation n'est plus la même. Ceux-ci peuvent effacer les effets de l'infamie en accordant une « *restitutio in integrum* » (3). Le débiteur est ainsi par la volonté impériale replacé dans l'état où il se trouvait auparavant (*redditio status*, d'où *restitutio*), et il est alors possible de dire qu'il est réhabilité. Cette *restitutio* — et c'est là ce qui la différencie de la réhabilitation moderne — émane du pouvoir central, c'est-à-dire pendant presque toute la période impériale de l'Empereur. Toutefois au début de cette période, pendant cette époque qui sert de transition entre la République et

(1) *Pro Cluentio*, § 42.

(2) « *Debitores qui bonis cesserint, licet ex ea causa bona eorum venerint, infames non fiunt.* » Loi 11, Code, *Ex quibus causis infamia irrogatur*. II, 12.

(3) ULPEN, Loi I, § 9 et 10. Dig. De postulando III, 1. — ACCARIAS, *op. cit.* n° 976. — VAN WETTER, *Cours élémentaire de Droit romain*, t. I, § 38. — ORTOLAN, *Explication historique des Institutes de Justinien*, t. I, n° 76.

l'Empire absolu, il semble bien qu'une autre autorité ait eu le pouvoir d'intervenir dans l'octroi de la *restitutio in integrum* : Nous voulons parler du Sénat (1). Cette assemblée a eu très probablement à l'origine la faculté exclusive de la conférer; mais bientôt, sous les premiers empereurs, elle n'use plus de ce pouvoir que parallèlement à eux (2). C'est la solution qui triomphe au deuxième siècle après une lutte entre les deux autorités, lutte dont on retrouve la trace dans ce passage du Digeste : *De qua autem restitutione praetor loquitur? Utrum de ea quae a principe vel a senatu? Pomponius quaerit et putat, de ea restitutione sensum quam princeps, vel senatus indulsit.* » (3).

L'opinion de Pomponius ne subsista pas jusqu'à la fin du droit romain. Par suite du rôle de plus en plus effacé du Sénat et du pouvoir grandissant des empereurs, la question fut bientôt résolue au profit de ces derniers, qui bénéficièrent alors sans partage du pouvoir de conférer la *restitutio in integrum*.

Celle-ci n'était pas soumise à des conditions fixées d'avance. C'était avant tout une faveur librement accordée par le prince qui ne paraît même pas avoir été tenu d'observer certaines formes (4).

Par ses principaux caractères, la *restitutio in inte-*

(1) ACCARIAS, *Précis de droit romain*, t. II, n° 976.

(2) DAREMBERG et SAGLIO, *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*. (V° *Indulgentia*, article de M. Cuv).

(3) Loi 1, § 10, Dig. *De postulando*.

(4) La *restitutio* était le plus souvent conférée par un rescrit impérial.

grum se distingue donc de la réhabilitation moderne. Mais elle s'en rapproche par ses effets qui sont d'effacer, de la manière la plus complète, toutes les déchéances attachées à l'infamie en droit romain.

Au Bas-Empire, la restitution présente un intérêt moindre puisqu'avec la *distractio bonorum*, le débiteur n'est plus frappé d'incapacités de droit, mais subit seulement une certaine atteinte à sa réputation (1). A cette époque la question va, du reste, se transformer par suite de l'apparition d'une institution nouvelle : le concordat, qui se trouve en germe dans la loi 8 au Code *Qui bonis cedere possunt*. Mais cette transformation ne s'est pas opérée immédiatement ; elle n'a été réalisée que plus tard par suite du développement du droit romain en Italie.

Le droit romain en Italie. — Les jurisconsultes italiens du moyen âge, suivant en cela leur méthode habituelle, empruntèrent aux textes du droit romain les principes relatifs à la condition des faillis (*decoctores*). Aussi ces derniers étaient-ils, comme à Rome, déclarés « *infames* » (2) et frappés de déchéances politiques analogues à celles qui résultaient de la *venditio bonorum*. C'est ainsi que Straccha nous apprend qu'ils étaient écartés des fonctions publiques : «scire valde expedit, au decoctoribus in-

(1) VAINBERG : *La faillite d'après le droit romain*, p. 295.

(2) BALDE écrivait en parlant des faillis : « Sunt infames, et infamis simi, qui more antiquissimæ legis deberent tradi creditoribus laniandi. » Cons. 379, vol. V.— V. RENOARD, *Traité des faillites*, t. I, p. 23, note 1.

famia saltem facti irrogetur, *qui a dignitatibus repelluntur.* » (1). A ces anciennes incapacités le droit statutaire italien en ajouta de nouvelles : la principale consistait dans l'interdiction de faire le commerce, déchéance qui pouvait être prononcée par les juges en déclarant la faillite (2).

Les faillis, pouvaient-ils être réhabilités ou subissaient-ils au contraire à perpétuité toutes ces déchéances ? L'examen des ouvrages des glossateurs ne révèle aucune institution identique à notre réhabilitation commerciale moderne. *La restitutio in integrum* du droit romain était, avant tout, une attribution impériale. Elle ne pouvait guère se concevoir en l'absence d'une autorité analogue à celle des empereurs et n'aurait pu que difficilement trouver place dans l'organisation politique des républiques italiennes.

Mais une autre institution vint remplir un rôle semblable à celui de la *restitutio* : ce fut le concordat qui, tiré par les glossateurs du droit de Justinien avait eu un grand succès dans la pratique commerciale et s'était étendu rapidement dans toute la péninsule (3). Nous n'avons à l'envisager ici qu'au point de vue de ses effets sur la personne du *decoctor*.

(1) *De decoctoribus* III, 2, *in fine*.

(2) STRACCHA, *De mercatura*. III, 33. — Bartole paraît avoir été l'un des premiers à conseiller cette pénalité accessoire (STRACCHA, *op. et loc. cit.* n. 35).

(3) La plupart des cités (Florence, Gênes, Naples, Pérouse, etc.), contenaient dans leurs statuts des règles sur le concordat. — V. RENOARD, *op. cit.* t. I, p. 21 et suiv.

A cet égard, le principe se trouvait déjà posé dans une des constitutions de Justinien (1), celle qui organisait la première forme de concordat, le concordat avec concession de délais ou concordat d'atermoiement. Ce texte décidait que le débiteur pouvait obtenir un délai de cinq ans pour payer toutes ses dettes, si la majorité des créanciers était disposée à lui accorder ce laps de temps. Dans cette hypothèse, Justinien déclarait formellement que l'honorabilité du débiteur restait intacte : le concordat était voté « *salva existimatione* ». — Les jurisconsultes italiens ont habilement développé cette idée. Ils l'ont appliquée à la nouvelle forme de concordat créé par eux : le concordat de remise. A leur suite, la plupart des statuts des villes italiennes attribuèrent à ce traité, sous certaines conditions, des effets analogues à ceux de la réhabilitation actuelle. L'un des plus connus, parmi ces statuts, celui de Gênes, était à cet égard formel : il décidait, en effet, que « toutes les incapacités cessaient lorsque le failli avait rempli les conditions à lui imposées par le concordat » (2). Il ne suffisait donc pas que ce traité eût été voté, il fallait encore que le paiement des dividendes promis eût eu lieu. Les autres législations italiennes attachaient à l'exécution du concordat les mêmes

(1) Loi 8 Code *Qui bonis cedere possunt*. VII, 71. — LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. I, p. 462, note 2.

(2) VINCENS, *Exposé raisonné de la législation commerciale*. t. I, p. 387, cité dans RENOARD, *op. cit.* t. I, p. 25 et 26. — DALLOZ, *Jurisprudence générale* (V^o Faillites et banqueroutes, n. 4); EYQUEM, *De la condition du failli*, thèse, p. 69.

conséquences (1). Mais cette disposition n'était pas limitée à la péninsule. On la retrouve, à la même époque, dans des cités qui, par leur organisation politique et leur développement commercial, présentaient avec les républiques italiennes des ressemblances frappantes : *les villes de la Hanse* (2).

Dans les villes hanséatiques, l'institution du concordat fonctionnait depuis le treizième siècle, et, là aussi, elle avait des effets sur la personne du débiteur. Les lois de Lübeck, suivies en cela par celles des cités voisines, déclaraient, en effet, que si le débiteur payait la somme au terme stipulé « il était libre, quitte et affranchi de toute réclamation que les créanciers avaient jusque-là contre lui, *se comportant dans la ville de Lübeck comme tout autre citoyen* » (3). C'était donc absolument le système italien, en vertu duquel l'exécution du concordat remplaçait le failli dans son ancienne situation politique et commerciale, comme si une *restitutio in integrum* était intervenue.

Cette influence prépondérante donnée au concordat dans les républiques italiennes et dans les villes de la Hanse, est d'autant plus curieuse qu'après une longue éclipse, elle est réapparue dans ces dernières années. Elle a été introduite dans plusieurs codès

(1) Particulièrement à Padoue. V. KOHLER, *Lehrbuch des Konkursrechts*, trad. dans les *Annales de droit commercial*, 1891, II, p. 155.

(2) Lübeck, Hambourg, Brème et un certain nombre d'autres villes de moindre importance.

(3) KOHLER, *op. cit.* — V. les *Annales de droit commercial*, 1892, II, p. 17 et 18.

étrangers de rédaction récente (1), et elle est encore aujourd'hui présentée en France comme une des réformes qui s'imposent (2). Aussi ne peut-on pas s'empêcher, si l'on tient compte de l'époque très reculée à laquelle elle a fait son apparition, de la considérer comme une des dispositions les plus originales de la législation des faillites au moyen âge.

(1) Code de Commerce italien de 1882 ; Code de Commerce espagnol de 1886.

(2) V. *infra*, III^e partie, chapitre II, la proposition de loi de M. Béranger, art. 604 al. 2.

CHAPITRE II

Ancien droit français

Jusqu'au dix-septième siècle, le régime de la faillite était resté ignoré du droit français. Le système des saisies individuelles avait remplacé chez nous la liquidation collective des biens, telle que le droit romain la pratiquait. Quant aux débiteurs, leur condition juridique n'était pas non plus calquée sur la législation romaine. On montrait vis-à-vis d'eux beaucoup plus d'indulgence, sauf toutefois vis-à-vis des banqueroutiers, contre lesquels plusieurs Ordonnances, de François I^{er} à Louis XIII, édictèrent des peines sévères(1).

Mais au milieu du dix-septième siècle, la procédure de la faillite s'introduisit en France par l'intermédiaire de la ville de Lyon (2). Quelques années plus

(1) Une ordonnance de Charles IX, de 1560, un Edit de Henri IV, de 1609, et le Code Michaud, de 1629, prononçaient contre les banqueroutiers frauduleux la peine de mort.

(2) Le premier texte français sur la faillite est le règlement de la place des changes de Lyon, du 2 juin 1667. Il comprend 21 articles. — V. RENOARD, *Traité des faillites et banqueroutes*. Introduction historique, t. I, p. 62.

tard, l'Ordonnance du mois de mars 1673 sur le commerce, la faisait définitivement pénétrer dans la législation du royaume.

C'est à cette époque qu'apparut également l'institution de la réhabilitation pour les débiteurs en état de faillite. Les principales règles sur lesquelles elle repose aujourd'hui furent alors posées. Notre Code de commerce de 1807 ne fit guère que s'assimiler la plupart d'entre elles. Il est donc intéressant d'examiner comment ces règles se sont peu à peu constituées.

§ 1^{er} — *Origine de la réhabilitation dans l'ancien droit français, son développement et ses applications.*

Lorsqu'on jette un coup d'œil sur l'Ordonnance du Commerce, on est immédiatement frappé par ce fait que, nulle part on ne paraît s'y préoccuper de la réhabilitation en matière de faillite. Aucun titre spécial n'y est consacré; aucun article même n'y fait allusion. Les commentateurs de l'Ordonnance, au contraire, en font tous mention et en parlent comme d'une institution nettement établie (1). L'un des plus connus, Savary, a même réservé à ce sujet d'assez longs développements. Or, d'après lui, la possibilité pour le failli de se faire réhabiliter ne

(1) TOUBEAU, *Institutes du droit consulaire*, t. II, p. 326; SAVARY, *Le Parfait Négociant*, II^e partie, livre IV, ch. I, p. 621 et suiv.; ch. V, p. 693 et suiv.; DE FERRIÈRE, *Dictionnaire de droit et de pratique*. (V^e Lettres de réhabilitation).

peut être mise en doute : « Cela ne reçoit; dit-il (1), aucune difficulté. »

Pourquoi, dès lors, l'Ordonnance n'en parle-t-elle pas? Ce même jurisconsulte nous donne de cette omission un motif empreint de quelque naïveté. « Il ne se fait point, écrit-il (2), de semblables dispositions dans les Ordonnances. La raison en est qu'elles affaibliraient celles qui sont faites pour la punition des crimes, et elles ne serviraient que pour éluder et éviter la rigueur de la loi qui doit demeurer toujours en sa force et vertu. » C'était s'attacher à la forme plutôt qu'au fond, puisqu'en réalité, en remplissant certaines conditions, les débiteurs pouvaient être réhabilités.

Cette lacune s'expliquait, d'ailleurs, autrement. La plupart des règles qui devaient être appliquées à la réhabilitation des débiteurs, étaient déjà écrites dans l'Ordonnance sur la procédure criminelle de 1670 (3). Il semble bien qu'on ait étendu, par analogie, à la matière de la faillite la réhabilitation qui existait déjà en matière pénale. Celle-ci, qui avait pour effet de faire disparaître, avec toutes leurs conséquences, les peines encourues par les condamnés et de restituer ces derniers, suivant l'expression alors consacrée, « en leur bonne fame et renommée », existait déjà depuis longtemps (4). On a été tout

(1) SAVARY, *op. cit.*, p. 621.

(2) *Op. et loc. cit.*

(3) Titre XVI.

(4) BRASSEUR, *De la réhabilitation en droit romain et en droit français*, thèse, Paris 1887, p. 57 et suiv.

naturellement porté à l'utiliser pour écarter les incapacités édictées, à titre de peine, par l'Ordonnance du Commerce, et rendre aux débiteurs leur ancienne situation politique et commerciale. Il est facile de s'en convaincre lorsqu'on compare ces deux institutions aujourd'hui nettement séparées. La forme est la même : dans les deux cas, la réhabilitation est accordée par des « lettres royaux ». La procédure est identique : les règles indiquées dans le *Parfait Négociant* (1) ne sont que l'application des articles 5, 6 et 7 du Titre XVI de l'Ordonnance criminelle. Enfin, Savary fait lui-même ce rapprochement : il rappelle que les criminels peuvent être réhabilités et raisonnant *a fortiori*, il en conclut que de simples débiteurs insolvables, dont la culpabilité est infiniment moindre, doivent pouvoir l'être également (2). Lorsque ces derniers avaient acquitté intégralement leurs dettes, le pouvoir royal ne pouvait pas les laisser atteints à perpétuité de déchéances désormais imméritées. Il semble bien qu'il a pris alors l'habitude de leur appliquer la procédure des lettres de réhabilitation existant en matière pénale.

Telle est évidemment, en droit français, l'origine de l'institution qui fait l'objet de cette étude. Elle n'a donc pas été empruntée à la législation italienne. Nécessitant, comme à Rome, l'intervention du pouvoir central, elle se rapproche plutôt de la *restitutio in integrum* dont pouvait bénéficier à l'époque

(1) 2^e partie, Livre IV, ch. 1, pages 624 et suiv.

(2) *Le Parfait Négociant*, 2^e partie, livre IV, chap. 1, p. 620 et 621.

impériale, l'individu frappé d'infamie à la suite de la *venditio bonorum*.

Les commentateurs de l'Ordonnance du commerce consacrèrent cette pratique. Grâce à eux, les conditions et les effets de la réhabilitation, adaptée à notre matière, furent déterminés; la procédure que les débiteurs devaient suivre fut réglementée soigneusement. Complètement organisée désormais, la réhabilitation subsista jusqu'au Code de commerce et, de là, jusqu'à nos jours. Aucune modification notable ne paraît y avoir été apportée pendant le dix-huitième siècle. Les parlements voulurent, il est vrai, à un certain moment, interposer ici leur autorité (1). A plusieurs reprises, ils accordèrent *proprio motu* des lettres de réhabilitation. Mais ces tentatives furent vite réprimées. Le pouvoir royal triompha dans cette lutte : un arrêt du Conseil du 24 avril 1725 cassa deux arrêts du parlement de Toulouse qui avait réhabilité un commerçant de Montpellier. Cette décision mit complètement fin à ces empiétements du pouvoir judiciaire (2).

Les applications de la réhabilitation dans notre ancien droit étaient, à certains égards, plus nombreuses et plus variées qu'aujourd'hui. Les débiteurs devaient y recourir non seulement dans le cas de faillite ou banqueroute, mais encore dans deux situations analogues : 1° s'ils avaient obtenu des lettres

(1) MERLIN, *Répertoire de jurisprudence* (V° Réhabilitation, § 2).

(2) DENIZART, *Collections de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence* (V° Réhabilitation n° 3); MERLIN, *op. et loc. cit.*

de répit ou des arrêts de défenses générales; 2° s'ils avaient été admis au bénéfice de la cession de biens.

a) *Faillites et banqueroutes* (titre XI de l'Ordonnance du commerce de 1673). Les faillites et banqueroutes faisaient, disait Savary (1) « une tache à l'honneur » tache qui constituait « une cause suffisante pour empêcher qu'ils (les débiteurs) ne puissent être élus dans les charges publiques (2) ». Mais il ajoutait que ces déchéances — que nous préciserons plus loin (3) — pouvaient disparaître si ceux qui en étaient atteints se faisaient réhabiliter.

Aucun doute ne peut donc exister sur l'emploi de la réhabilitation en cette matière, au dix-septième siècle.

b) *Lettres de répit et arrêts de défenses générales* (titre IX de l'Ordonnance). — Les lettres de répit ou de surséance étaient des lettres par lesquelles le roi accordait un certain délai (au maximum cinq ans) aux débiteurs qui se trouvaient dans l'impossibilité de payer leurs dettes. Les arrêts de défenses générales avaient le même but et produisaient des conséquences analogues, mais ils émanaient des parlements et non du pouvoir royal (4).

Le principal effet de ces deux institutions était d'arrêter et de suspendre, pendant le délai accordé,

(1) *Le Parfait Négociant*, 2^e partie, livre IV, ch. III, p. 640.

(2) Les banqueroutes avaient, en outre, des conséquences pénales.

(3) V. *Infra*, § 4.

(4) RENOARD, *Traité des faillites et banqueroutes* t. I, p. 54; LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. I, p. 8. — Les lettres de répit ont, dans le droit français, une origine très ancienne : on en trouve des exemples sous Philippe-Auguste et sous Saint-Louis. Elles ont joui d'une grande faveur du treizième au dix-septième siècle.

les poursuites des créanciers sur les biens du débiteur. Elles en avaient encore un autre, relatif celui-là à la personne : elles entraînaient pour lui un certain nombre d'incapacités énumérées dans l'article 5 du titre IX de l'Ordonnance. Pour effacer ces incapacités, il était indispensable d'avoir recours à la réhabilitation qui pouvait être obtenue, d'ailleurs, aussi bien au cas d'arrêts de défenses générales que de lettres de répit (1).

c) *Cession de biens* (titre X de l'Ordonnance). — C'est « l'abandon qu'un débiteur fait de tous ses biens à ses créanciers lorsqu'il se trouve hors d'état de payer ses dettes (2).

D'origine romaine, la cession de biens était fréquemment employée dans notre ancien droit ; mais on l'y considérait comme présentant pour le débiteur un caractère déshonorant qui était même marqué, au point de vue extérieur, par un changement apparent dans son costume (3). Jusqu'à l'Ordonnance de 1673,

(1) TOUBEAU, *Institutes du droit consulaire*, t. II, p. 314 et 326. — BORNIER, *Conférences des Ordonnances de Louis XIV*, sous l'art. 1^{er} du titre IX de l'Ordonnance de 1673. — SAVARY, *op. cit.* p. 620 et suiv.

(2) Art. 1265 du Code civil.

(3) Le principal signe extérieur consista dans l'obligation de porter un *bonnet vert*. On trouve encore la trace de cet usage sous Louis XIV, dans les œuvres de Boileau (satire I) et de La Fontaine ;

« Les voilà sans crédit, sans argent, sans ressource,
« Prêts à porter le bonnet vert. »

dit ce dernier dans la fable : *la Chauve-Souris, le Buisson et le Canard*, (XII, 7). (V. pour les détails, RENOARD, *op. cit.* p. 49 et suiv.). — THALLER, *Des faillites en droit comparé*, t. I, p. 245 et suiv. — TOUBEAU, *op. cit.* t. II, p. 342. — DE FERRIÈRE, *Dictionnaire de droit et de pratique*. (V^o Bonnet vert).

ce caractère ne se manifesta que par une sorte d'indignité de fait résultant de l'opinion publique plutôt que de la législation. Mais, à cette époque, il prit un autre aspect : il se traduisit sous la forme d'incapacités de droit pour la personne du cessionnaire. Les déchéances qu'entraînaient les lettres de répit furent, en effet, étendues à la matière des cessions de biens. En même temps, et comme conséquence, on dut y étendre aussi la possibilité pour le débiteur d'obtenir sa réhabilitation. « Les négociants, dit Savary (1), qui font des cessions et abandonnements de leurs biens à leurs créanciers, quoiqu'ils les consentent volontairement doivent prendre des lettres du Roi pour se faire réhabiliter... aussi bien que ceux qui obtiennent des lettres de répit ou des arrêts de défenses générales ».

Sous un autre aspect, la réhabilitation était plus large dans notre ancien droit que dans notre législation actuelle. Aujourd'hui, elle ne profite qu'aux commerçants ou anciens commerçants puisqu'il faut avoir la qualité de commerçant pour être déclaré en faillite ou en liquidation judiciaire. Aux dix-septième et dix-huitième siècles, au contraire, tous les débiteurs y avaient recours. La chose est certaine pour ceux qui étaient réhabilités après avoir été admis à faire cession de biens ou après avoir obtenu des lettres de répit. Ces deux bénéfices étaient, en effet, accordés aussi bien aux non-commerçants qu'aux autres débi-

(1) *Le Parfait Négociant*, 2^e partie, livre IV, ch. iv, p. 683. V. aussi DE FERRIÈRE, *op. cit.* (V^e Cession de biens).

teurs (1). Pour les faillites et banqueroutes, la question est plus discutée : on n'est pas encore complètement d'accord sur le point de savoir si, dans notre ancien droit, la faillite s'appliquait à tous les débiteurs sans distinction. L'affirmative est cependant généralement admise (2). Elle paraît bien résulter des explications données par les juriconsultes de l'époque. « La faillite se fait, dit notamment Jousse (3), lorsqu'un banquier, marchand ou *autre personne* se trouve hors d'état de payer ses créanciers ».

Il faut, dès lors, décider que, sous l'ancienne monarchie, la réhabilitation n'était pas réservée à une certaine catégorie de débiteurs, mais s'appliquait à tous sans aucune exception

§ 2. — *Conditions de la réhabilitation*

Notre Code de commerce soumet la réhabilitation à deux conditions. Il faut : 1° Que le failli ait payé toutes ses dettes ; 2° Qu'il ne se trouve pas au nombre des personnes que la loi déclare incapables d'être réhabilitées (4).

Dans notre ancien droit, la première de ces condi-

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. I, n. 8.

(2) BOISTEL, *Précis de droit commercial*, n° 890. — THALLER, *des faillites en droit comparé*, t. I, n° 32. — LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. I, n° 9.

(3) *Traité de la justice criminelle*, 4^e partie, livre III, titre V : *Des banqueroutes*.

(4) Ce sont « les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour vol escroquerie ou abus de confiance, les stellionataires et les tuteurs, administrateurs ou autres comptables qui n'auront pas rendu ou soldé leurs comptes » (Art. 612, C. de Com.).

tions existait seule. Les banqueroutiers frauduleux, en particulier, qui ne peuvent dans le droit actuel se faire réhabiliter au point de vue commercial, même s'ils le sont au point de vue pénal (Art. 634, al. 2 C. instr. crim.), n'étaient pas aussi sévèrement traités au dix-septième siècle. « Les banqueroutiers, soit *qu'ils soient frauduleux ou non*, dit Savary (1), peuvent aussi obtenir des lettres de réhabilitation, quand ils auront payé et satisfait entièrement leurs créanciers ; car il faut remarquer que quelque infâme que soit un banqueroutier frauduleux, il peut se faire réhabiliter par la grâce du Roi....., et il est même très avantageux au commerce et à tout le public que Sa Majesté leur en accorde ses lettres. » Cette indulgence était, il est vrai, atténuée par la nécessité du consentement du pouvoir royal. Le roi pouvait refuser les lettres de réhabilitation s'il le jugeait bon, et il usait de cette faculté si les impétrants étaient vraiment indignes de les obtenir.

Sous l'empire des anciennes Ordonnances, la réhabilitation était ainsi, en définitive, soumise à deux conditions : 1^o le payement intégral des dettes ; 2^o le consentement du pouvoir royal.

A. *Payement intégral des dettes.* — Cette condition, considérée aujourd'hui encore comme fondamentale, a toujours existé en droit français. Elle paraît même y avoir pris naissance. Dès le milieu du dix-septième siècle, à l'époque où la faillite péné-

(1) *Le Parfait Négociant*. 2^e partie. Livre IV, ch. 1, *in fine*, p. 625.

trait en France, le principe du paiement intégral s'affirmait déjà. Il en est fait mention dans le premier document français sur la matière : le règlement de la place des changes de Lyon du 2 juin 1667. L'article 18 fait de la manière la plus formelle défense aux faillis et banqueroutiers d'entrer en la loge du change *avant d'avoir entièrement payé leurs créanciers* (1), « première ébauche française, ajoute M. Thaller (2), de la théorie d'une réhabilitation nécessaire. »

Cette règle persista jusqu'à la fin de notre ancien droit. Les commentateurs de l'Ordonnance du commerce y attachaient la plus haute importance. Ils la rappellent tous dans un grand nombre de passages et la regardent comme tout à fait indispensable. « Il faut absolument, dit Savary (3), qu'ils (les débiteurs) aient entièrement payé et satisfait leurs créanciers ;... car le Roi n'accorde *jamais* de lettres de réhabilitation qu'à cette condition. » Aussi le dispositif des lettres contenait-il toujours cette clause expressément formulée (4).

De la nécessité du paiement intégral des dettes

(1) L'article 18 de ce règlement était ainsi conçu : « Les faillis et banqueroutiers ne pourront entrer en la loge du change, ni écrire et virer parties, si ce n'est qu'ils auront entièrement payé leurs créanciers et qu'ils en auront fait apparoir... »

(2) *Des faillites en droit comparé*, t. I, n° 9, p. 62, note 3.

(3) *Le Parfait Négociant*, 2^e partie, Livre IV, ch. v, p. 697.

(4) Les lettres de réhabilitation renfermaient, en effet, la phrase suivante : « Pourvu toutefois qu'il ait entièrement satisfait et payé ses créanciers, ainsi qu'il nous a été exposé avoir fait. ». — SAVARY, *op. et loc. cit.* ; — de FERRIÈRE, *Dictionnaire de droit et de pratique* (V^o Lettres de réhabilitation).

résultaient plusieurs conséquences admises sans contestation :

1^o La réhabilitation n'était pas possible si le débiteur s'était contenté d'obtenir d'un ou de plusieurs de ses créanciers une remise de sa dette et n'avait pas, dans la suite, effectué, malgré cette remise, un paiement total (1).

La solution était la même *a fortiori* s'il s'agissait de la remise forcée résultant du concordat ;

2^o Dans le cas d'une cession de biens volontaire, c'est-à-dire consentie par les créanciers, ceux-ci étaient regardés comme payés et n'avaient plus d'action sur les biens que le débiteur pouvait acquérir dans l'avenir. Malgré cette disposition, le cessionnaire qui voulait être réhabilité devait payer à chacun de ses créanciers le montant intégral de sa dette (2) ;

3^o Le débiteur ne devait pas seulement acquitter le capital ; il devait aussi rembourser les intérêts. Sans cela, les créanciers n'auraient pas été complètement désintéressés (3).

B. *Consentement du pouvoir royal*. — Le paiement intégral des dettes en principal et intérêts était la condition préalable et indispensable de la réhabilitation ; mais elle ne suffisait pas. Après l'avoir remplie, le débiteur devait encore obtenir le consentement du souverain, consentement qui se manifestait par l'octroi de « lettres royaux » d'une catégorie

(1) SAVARY, *op. cit.* 2^e partie. Livre IV, ch. III, p. 670 ; V. aussi Livre IV, ch. I, p. 622, et ch. V, p. 641.

(2) SAVARY, *op. cit.* 2^e partie. Livre IV, ch. V, p. 693.

(3) *Op. et loc. supra cit.*, p. 693 et suiv.

spéciale. Et ces lettres, il faut bien le remarquer, ne constituaient pas une simple formalité, vestige d'un ancien recours au roi : elles pouvaient toujours être refusées sans que le monarque eut à rendre compte des motifs de sa décision, et nécessairement sans qu'aucun appel fût possible. C'est ce qui explique pourquoi les commentateurs de l'Ordonnance de 1673 présentaient toujours la réhabilitation comme dépendant de la *miséricorde* du roi (1) ; et pourquoi aussi les lettres contenaient toujours la célèbre formule : « Car tel est notre bon plaisir (2).

On retrouve l'écho de cette condition jusque dans les travaux préparatoires du Code de commerce. « Le failli demande une grâce, disait en effet Treilhard au Conseil d'État. Or, il est de la nature du gouvernement monarchique que toute grâce parte du souverain... » (3) Cette idée n'était plus exacte, depuis 1789, mais cette citation montre assez combien elle était encore enracinée dans l'esprit des contemporains.

§ 3. — *Forme et procédure de la réhabilitation.*

Pour être réhabilité, le débiteur devait obtenir du roi des « lettres » spéciales, dites « *lettres de réhabilitation* » (4). Ces lettres faisaient partie de l'immense

(1) SAVARY, *op. cit.*, 2^e partie. Livre IV, ch. I, p. 621-622. — Cf. DENIZART, *Collection de décisions nouvelles* (V^e Réhabilitation).

(2) V. les formulaires de lettres de réhabilitation dans *Le Parfait Négociant*, 2^e partie. Livre IV, ch. v.

(3) Séance du Conseil d'État du 12 mai 1807, LOCRÉ, t. XIX, p. 370.

(4) Sur les *lettres de réhabilitation*, V. DE FERRIÈRE, *Dictionnaire de*

catégorie des « lettres royaux » et étaient au nombre de celles que les anciens auteurs appelaient « *lettres de grande chancellerie* » (1). A ce titre, elles étaient scellées à une audience spéciale, dite « audience du sceau »; elles portaient la signature d'un secrétaire du roi accompagnée du « grand sceau royal de majesté »; elles étaient soumises enfin au contrôle du chancelier qui devait se livrer à une sorte d'instruction préalable (2).

Quant à leur structure interne, il est facile de s'en rendre compte grâce aux nombreuses formules données par Savary qui leur consacre un chapitre tout entier.

En dehors de la suscription royale et de l'adresse par lesquelles elles débutaient (3), les lettres de réhabilitation comprenaient trois parties :

1^o L'exposé. — Il contenait l'énoncé des faits et des motifs de la demande. Il indiquait à la suite de quelles circonstances le débiteur avait obtenu des lettres de répit, avait été mis en faillite ou avait

droit et de pratique (V^o Lettres de réhabilitation). — DENIZART, *op. cit.* (V^o Réhabilitation), MERLIN, *Répertoire de jurisprudence*, cod. V^o § 2, p. 188. — V. surtout les formules données par SAVARY dans le *Parfait Négociant*, 2^e partie, livre IV, chap. v, p. 692 et suiv.

(1) L'article 5 du titre XVI de l'Ordonnance criminelle de 1670, disait : « Les lettres d'abolition, de réhabilitation, etc... ne pourront être scellées qu'en notre grande chancellerie. »

(2) V. l'article de M. A. Giry, dans la *Grande encyclopédie du dix-neuvième siècle*. — V^o Lettre; ESMEIN, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 424.

(3) La *suscription*, toujours la même : « Louis, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre... » — *L'adresse*, qui variait suivant les cas : « A notre prévôt de Paris ou son lieutenant civil ; à notre sénéchal de Lyon ou son lieutenant, etc... »

fait cession de biens. L'exposé rappelait les causes qui militaient en faveur de la bonne foi du demandeur, les « pertes et disgrâces » qui lui étaient arrivées. Il ajoutait que toutes les formalités prescrites avaient été régulièrement observées, et spécialement que le paiement intégral des dettes avait eu lieu en principal et intérêts.

2° Le dispositif. — C'était la partie de la lettre qui commençait par les mots « à ces causes » et dans laquelle le roi prononçait la réhabilitation. Il déclarait, pour cela, « rétablir le débiteur en sa bonne réputation et renommée, commerce et trafic. »

3° Les clauses finales. — Elles comprenaient la formule exécutoire adressée aux magistrats, huis-siers, etc... qui pouvaient avoir à intervenir dans l'exécution et la clause dite « de bon plaisir » dont la forme invariable était : car tel est notre plaisir.

Au-dessous se trouvaient la date et la signature d'un secrétaire du roi.

Telle était la forme des lettres de réhabilitation. Il nous reste à indiquer quelle était la procédure à suivre pour les obtenir.

Procédure (1). — La concession des lettres de réhabilitation était nécessairement précédée d'une demande présentée par le débiteur. Celui-ci exposait les motifs de sa faillite et déclarait avoir payé toutes

(1) Tous les détails de la procédure sont exposés dans SAVARY, *op. cit.* 2^e partie, livre IV, ch. 1, p. 625. — Les autres commentateurs comme Toubeau (*Institutes du droit consulaire*, II, titre X, ch. v, p. 326), renvoient purement et simplement, à cet égard, au livre de Savary. La procédure indiquée par ce dernier était donc admise d'une manière générale.

ses dettes. Il devait y joindre un certain nombre de pièces justificatives qui étaient attachées sous le contre-scel des lettres : la copie certifiée du bilan déposé au greffe, les quittances de ses créanciers et les autres pièces relatives à sa situation juridique (lettres de répit, arrêts de défenses générales, etc...)

Les lettres de réhabilitation étaient ensuite octroyées par le roi et scellées dans la grande chancellerie de France. Mais elles ne pouvaient être utilisées qu'après l'exécution de deux formalités différentes : l'enregistrement par les Parlements et l'accomplissement de certaines mesures de publicité.

1^o *Enregistrement*. — Les lettres devaient être *enregistrées* par les Parlements.

N'y avait-il là qu'une simple formalité ; ou, au contraire, ces juridictions pouvaient-elles, après avoir examiné les lettres au fond, refuser leur entérinement s'ils ne jugeaient pas la réhabilitation bien fondée ?

La solution de cette question n'est pas nettement indiquée par les commentateurs de l'Ordonnance du commerce. Il ne peut pas cependant y avoir de doute à cet égard. Les Parlements ne devaient pas avoir, en principe du moins, de pouvoir d'appréciation. C'était, en effet, la règle pour la réhabilitation des condamnés, qui était soumise à une procédure absolument identique. « Enjoignons, disait l'Ordonnance criminelle de 1670 (1), à nos juges, même à nos cours, d'entériner les lettres... de réhabilitation qui

(1) Titre XVI, art. 7.

leur seront adressées sans examiner si elles sont conformes aux charges et informations, sauf à nous représenter par nos cours ce qu'elles jugeront à propos. » Et Bornier écrivait sous cet article (1), « c'est-à-dire qu'elles ne peuvent pas être débattues ».

Mais si les Parlements n'étaient pas juges des motifs qui avaient fait accorder les lettres ni des mérites du débiteur qui en bénéficiait, ils devaient cependant contrôler l'accomplissement des conditions exigées : en particulier, ils devaient vérifier si les dettes avaient été intégralement acquittées en principal et intérêts; et dans ce but, les quittances leur étaient soumises. A cet égard, l'intervention des Parlements n'était pas de pure forme : ils jouissaient d'une certaine autorité qu'ils exerçaient en refusant au besoin l'enregistrement des lettres. Savary le laisse clairement entendre : les débiteurs « doivent, dit-il (2), justifier par quittances bonnes et valables, autrement elles (les lettres) ne seraient pas entérinées par le juge à qui elles seraient adressées. »

Pour obtenir l'enregistrement des lettres, le débiteur présentait au Parlement une requête sur laquelle un conseiller mettait un « soit communiqué », au procureur général. Celle-ci était transmise, avec les pièces, à un substitut chargé, après examen du dossier, de faire un rapport au procureur. Ce dernier prenait alors des conclusions pour demander

(1) *Conférence des Ordonnances de Louis XIV*; — V. aussi Jousse, *Nouveau commentaire sur l'Ordonnance criminelle*. III, livre II, titre XX.

(2) *Le Parfait Négociant*, 2^e partie, livre IV, ch. v, p. 697.

l'enregistrement des lettres ou, au contraire, pour s'y opposer. Un nouveau rapport était ensuite dressé par un conseiller qui présentait ainsi l'affaire au Parlement. Enfin, intervenait l'arrêt, qui ordonnait — sauf s'il n'y avait pas justification suffisante du paiement des dettes — que les lettres seraient entérinées dans la forme ordinaire.

2° *Mesures de publicité.* — L'arrêt contenait ordinairement la mention : « sera lu, publié et affiché partout où besoin sera ». La situation du débiteur, en effet, et les déchéances par lui encourues, n'avaient pas été sans être connues du public, particulièrement au cas de cession de biens où une insertion spéciale était faite dans un tableau public (1) et au cas de lettres de répit où l'Ordonnance prescrivait une signification aux créanciers (2). Il était donc logique qu'en sens inverse des mesures de publicité intervenissent pour faire connaître aux tiers que le débiteur avait recouvré tous les droits qu'il avait perdus. Aussi avait-on l'habitude de « publier et afficher l'arrêt à la place publique où s'assemblaient ordinairement les marchands et négociants. » (3).

Après avoir été ainsi enregistrées et publiées, les lettres de réhabilitation étaient désormais complètes : elles produisaient alors leur plein et entier effet.

(1) Pour les commerçants du moins. Art. 1^{er} du titre X de l'Ordonnance de mars 1673.

(2) Art. 3 du titre IX de l'Ordonnance de mars 1673.

(3) SAVARY, *Le Parfait Négociant*, 2^e partie, livre IV, ch. 1, p. 625.

§ 4. — *Effets de la réhabilitation.*

Dans notre ancien droit, la réhabilitation avait pour effet, d'après les termes mêmes des lettres, de « relever et dispenser le débiteur de la rigueur portée par l'Ordonnance du mois de mars 1673. », — puis « de le remettre, restituer et rétablir en sa bonne réputation, renommée commerce et trafic. » (1).

Ces deux phrases visaient chacune un effet distinct de la réhabilitation. La première concernait les incapacités d'ordre juridique dont le débiteur était atteint. La deuxième avait plutôt trait au caractère déshonorant que l'opinion publique attachait aux faillites, cessions de biens, etc... L'obtention des lettres faisait très certainement disparaître cette dernière conséquence. La réhabilitation avait même reçu, à cet égard, une sanction positive qui consistait dans une amende prononcée contre ceux qui diffamaient le débiteur à raison de son ancienne qualité de « failli ». « Avons fait défenses, disaient expressément les lettres (2), à toutes personnes de lui meffaire ni médire en sa personne et biens, pour raison de ce, à peine de trois mille livres d'amende, dépens, dommages et intérêts. »

Quant aux incapacités de droit, elles étaient écrites en grande partie dans l'Ordonnance du commerce; mais, à celles qui s'y trouvaient contenues,

(1) V. les formules de lettres de réhabilitation dans Savary *op. cit.* 2^e partie, livre IV, ch. v.

(2) *Op. et loc. supra cit.*

d'autres sont venues s'ajouter pendant le dix-huitième siècle. La réhabilitation effaçait aussi bien les unes que les autres.

A. — Les incapacités qui résultaient de l'Ordonnance étaient énumérées dans l'article 5 du titre consacré aux lettres de répit (1). Toutefois, dans la pratique, elles avaient été étendues aux cas de faillites, banqueroutes et cessions de biens (2). Il n'y avait donc pas de distinctions à faire entre ces différentes situations. — D'après cet article 5, le débiteur ne pouvait pas être nommé aux charges suivantes :

1^o Maire ou échevin des villes.

2^o Juge ou consul des marchands. Les membres des juridictions commerciales étaient élus par les négociants (3). Savary indique très bien les motifs qui avaient fait décider que les faillis seraient inéligibles. « Quelle justice, dit-il (4), recevrait un créancier d'un juge consul qui serait son débiteur... et qui lui serait encore redevable de sommes considérables. »

3^o Maître et juré dans les corporations.

4^o Administrateur des hôpitaux.

Cette énumération n'était pas, d'ailleurs limitative ; le texte ajoutait, en effet, qu'il était également impossible aux débiteurs visés par lui de « *parvenir aux autres fonctions publiques.* » Les auteurs dédui-

(1) Titre VI de l'Ordonnance du mois de mars 1673.

(2) SAVARY, *op. cit.* 2^e partie, livre IV, ch. III, pp. 640-641, et ch. IV, p. 685.

(3) TOUBEAU, *Institutes du droit consulaire*, I, titre III, ch. III.

(4) *Le Parfait Négociant*, 2^e partie, livre IV, ch. I, p. 619.

saient de là un certain nombre d'incompatibilités du même ordre : commissaire des pauvres, marguillier des paroisses, etc., etc. (1), qui, bien que n'étant pas expressément stipulées dans l'Ordonnance, ne faisaient aucun doute dans la pratique.

B. — Postérieurement à l'Ordonnance de 1673, quelques autres incapacités, presque exclusivement commerciales, furent édictées à l'encontre des faillis. Elles se rattachaient à l'organisation des Bourses de commerce qui prirent un grand développement au dix-huitième siècle (2).

1^o L'arrêt du Conseil du 24 septembre 1724, défendit à tous « ceux qui avaient obtenu des lettres de répit, fait faillite ou contrat d'atermoiement » d'exercer les fonctions d'agent de change, tant qu'ils n'auraient pas été réhabilités (3).

2^o Une autre prohibition plus générale fut introduite quelques années plus tard : l'interdiction pour les faillis d'entrer à la Bourse. (Arrêt du Conseil du 21 avril 1766). Cette disposition avait pour origine le plus ancien texte français sur la faillite : le règlement de la place des changes de Lyon du 2 juin 1667 dont l'article 18 était ainsi conçu « Les faillis et banqueroutiers ne pourront *entrer en la loge du change*... si ce n'est après qu'ils auront entièrement

(1) SAVARY, *op. cit.*, 2^e partie, livre IV, ch. 1, p. 617.

(2) La Bourse de commerce de Paris a été créée en 1724.

(3) Cette prohibition existait déjà sous l'empire de l'Ordonnance de 1673 (art. 3 du titre II). Mais elle n'avait qu'une médiocre importance avant le développement des bourses de commerce et surtout avant la création de la Bourse de Paris.

payé leurs créanciers. » Cette interdiction était complètement tombée en désuétude lorsqu'elle fut reproduite par l'arrêt de 1766 qui décida même de la fortifier par une sanction sévère : dans le cas où, malgré la dépense faite, les faillis entraient à la Bourse, le roi ordonnait « qu'ils seraient arrêtés comme perturbateurs de l'ordre public et punis suivant l'exigence des cas. » (1).

Les lettres de réhabilitation effaçaient toutes ces déchéances dans l'ancien droit français, comme de nos jours. Elles présentaient donc pour les débiteurs un intérêt incontestable, — intérêt qui, du reste, n'a fait que s'accroître vers la fin de l'ancien régime. Sous les règnes de Louis XV et de Louis XVI, marqués par de multiples spéculations financières et commerciales, les faillites et banqueroutes devinrent très fréquentes. Or, le nombre des réhabilitations suivit très probablement la même marche ascendante s'il faut en croire les contemporains ; l'un de ces derniers va, en effet, jusqu'à dire qu'à cette époque « la plupart des grands négociants du royaume sont des banqueroutiers réhabilités. » (2).

(1) RENOARD, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. I, p. 105.

(2) Camille BLOCH : « Les cahiers du bailliage d'Orléans au point de vue économique » dans la revue « *La Révolution française*, décembre 1900, p. 486.

CHAPITRE III

Droit intermédiaire et rédaction du Code de commerce.

La réhabilitation des débiteurs en état de faillite, complètement organisée dans l'ancien droit, ne disparut pas en 1789. Ses formes, qui ne pouvaient se concevoir qu'avec un gouvernement monarchique, devaient seules être modifiées. Quant à l'institution elle-même, elle se retrouve, avec ses principaux caractères, dans la législation de l'époque intermédiaire et dans le Code de commerce de 1807.

A. Droit intermédiaire. — Pendant cette période, l'utilité de la réhabilitation, loin de diminuer ne fit que s'accroître par suite des changements introduits dans la législation :

1° Avec l'apparition d'une foule de droits politiques nouveaux, conséquence de la mise en œuvre du principe de la souveraineté nationale, la réhabilitation devait prendre plus d'importance. Il ne s'agissait plus, comme sous l'ancien régime, de recouvrer

simplement l'aptitude à être nommé à certaines charges ou emplois. Ce genre d'incapacité existait bien encore, puisque la Convention avait décrété, le 21 vendémiaire an III, que les faillis ne pourraient exercer aucune fonction publique (1). Mais à côté de cette prohibition il y avait désormais des déchéances plus graves, dont la réhabilitation pouvait seule relever. Les faillis étaient privés, depuis la loi du 22 décembre 1789-Janvier 1790, de l'électorat et de l'éligibilité dans les assemblées (2); et comme le dit la Constitution du 22 frimaire de l'an VIII (3), c'était dès lors l'exercice même « des droits de citoyen français » qui leur était enlevé.

2° A partir de cette époque, la réhabilitation présente, en outre, un nouvel intérêt par suite de l'extension des déchéances résultant de la faillite aux enfants du débiteur « qui auront reçu et qui retiendront à quelque titre que ce soit une portion des biens de leur père mort insolvable, sans payer leur part virile de ses dettes; excepté seulement les enfants mariés et qui auront reçu des dots avant la faillite de leur père ou avant son insolvabilité entièrement connue » (4). Cette disposition qui ne fut définitivement abrogée que par la loi électorale du 4 mars 1849,

(1) EYQUEM, *De la condition du failli aux différentes époques de la faillite en droit français*, thèse. — Bordeaux 1880, p. 91.

(2) L'article 5 de la loi décidait que le débiteur en état de faillite ne pouvait « être admis dans les assemblées primaires ni devenir ou rester membre soit de l'Assemblée nationale, soit des assemblées administratives, soit des municipalités ».

(3) Art. 5.

(4) Loi du 22 d.c. 1789-janvier 1790, art. 6.

fut reproduite par les lois et constitutions postérieures de l'époque intermédiaire (1). Nous n'avons pas à examiner ici les motifs de cette innovation exceptionnellement rigoureuse puisque le droit et l'équité exigent à la fois que les peines soient personnelles. Nous constaterons seulement qu'elle eut pour conséquence de rendre la réhabilitation personnellement utile à une nouvelle catégorie d'individus : aux héritiers d'un débiteur mort en état de faillite.

La réhabilitation fut, dans le droit intermédiaire, soumise à la condition fondamentale imposée dans l'ancien droit : le payement intégral des dettes en principal et intérêts. Les cahiers des Etats généraux de 1789, qui dans l'ensemble s'étaient montrés sévères vis-à-vis des débiteurs déclarés en faillite, avaient du reste demandé le maintien de cette règle dans la législation : « Il (le failli) ne pourra *être rétabli dans ses droits qu'après avoir acquitté ses dettes en totalité* », disait notamment l'article 78 du cahier du bailliage de Versailles (2). Les différentes lois de l'époque révolutionnaire se conformèrent à ce désir. Le premier texte, relatif à la matière, la loi des 22 décembre 1789-janvier 1790, pose nettement le principe de la nécessité du remboursement com-

(1) Constitution du 14 septembre 1791 ; Constitution du 22 frimaire de l'an VIII. L'article 5 de cette dernière constitution était même plus général. Il enlevait l'exercice des droits de citoyen français « aux héritiers détenteurs immédiats à titre gratuit de la succession totale ou partielle d'un failli. »

(2) Plaintes et doléances du bailliage de Versailles, art. 78. (*Recueil des archives parlementaires* de MM. J. MATHIEU et E. LAURENT, t. V, p. 184).

plet du passif : cette loi déclare, en effet, dans son article 7, que les faillis et leurs héritiers à titre gratuit exclus des assemblées « qui feront cesser la cause de cette exclusion *en payant leurs créanciers* ou en acquittant leur portion virile des dettes de leur père,... rentreront dans les droits de citoyen actif, pourront être électeurs et seront éligibles s'ils réunissent les conditions prescrites ». Les lois postérieures rappelèrent également que le paiement intégral était indispensable (1). A cet égard, rien n'était donc changé à l'ancien état de choses.

Par contre, la réhabilitation ne fut plus soumise aux formalités d'autrefois. Il ne pouvait plus être question de lettres de réhabilitation ni de leur entérinement par les Parlements puisqu'il n'y avait plus ni « lettres royaux », ni Parlements. La restitution des droits perdus à la suite de la faillite eut lieu désormais *de plein droit*, sans qu'une autorité souveraine intervint pour l'octroyer ou la refuser. La réhabilitation ne fut plus dès lors — et ce fut la conséquence de ce changement, — un privilège laissé à l'arbitraire du pouvoir royal, mais un droit auquel tout débiteur pouvait prétendre après l'accomplissement de conditions déterminées. Ce caractère nouveau de l'institution a été plus tard, au moment des travaux préparatoires du Code de commerce rappelé par Merlin et très bien résumé par lui dans les lignes suivantes : « L'acte des constitutions du 22 frimaire,

(1) Constitution du 14 septembre 1791, titre III, chap. 1, section 2, art. 5 ; Loi du 21 vendémiaire an III.

dit-il (1), attache la suspension des droits politiques à l'état de failli. Aussi lorsque cet état cesse à raison du paiement des créanciers *la réhabilitation s'opère de plein droit par la seule force de la loi*, et sans qu'il soit besoin qu'aucune autorité l'accorde; il ne s'agit donc que de faire vérifier les faits, d'examiner si l'état de failli subsiste encore ou s'il a cessé. Ce n'est donc pas une grâce à accorder, mais un acte de justice à exercer, un jugement à rendre ».

B. Code de Commerce (1807). — A la fin de la période intermédiaire, les principes sur lesquels devait reposer la réhabilitation dans le droit moderne se trouvaient fixés. Mais il restait encore à l'organiser au point de vue pratique. Il y avait à cet égard deux questions à résoudre : il fallait 1^o déterminer quel serait le tribunal compétent pour prononcer la réhabilitation, et 2^o indiquer la procédure à suivre pour instruire la demande.

Cette dernière question ne paraît pas avoir soulevé de difficultés bien sérieuses (2) : le texte primitif a été, il est vrai, plusieurs fois remanié; mais ce fut

(1) Séance du Conseil d'Etat du 12 mai 1807. — Locat, t. XIX, p. 371. Dans la même séance l'archichancelier s'exprimait aussi de la même façon : « L'acte des constitutions de l'an VIII, disait-il, réhabilite de plein droit celui qui, par le paiement de ses créanciers, cesse d'être en état de faillite; il ne dépend donc plus d'aucune autorité de lui accorder ou de lui refuser sa réhabilitation et il ne reste qu'à s'en rapporter aux pièces qui attestent la libération ».

(2) Seul le point de savoir si la demande en réhabilitation devait être discutée contradictoirement avec les créanciers, fit l'objet de quelques observations dans la séance du Conseil d'Etat du 5 mai 1807. — L'article 608 du Code de commerce résolut la question dans le sens de la négative.

simplement dans le but de l'adapter à la nouvelle rédaction des articles modifiés à la suite des observations échangées.

La question de compétence, au contraire, fut vivement discutée :

Le projet déclarait que la demande devait être portée *devant le tribunal de commerce* (Art. 151). Cette solution semblait logique, puisque les questions concernant les faillites devaient, d'une manière générale, être soumises à la juridiction consulaire. Aussi avait-elle été adoptée par la section de l'intérieur du Conseil d'Etat.

Mais dès la séance du 5 mai 1807, la compétence des tribunaux de commerce fut battue en brèche. Treilhard demanda à ce qu'elle fut écartée par ce motif que la réhabilitation tenait à l'état civil des citoyens et que ces sortes de questions avaient toujours été du domaine des tribunaux ordinaires (1). Ce fut en vain que Regnaud de Saint-Jean d'Angély proposa de conserver la compétence des tribunaux de commerce lorsque la Cour d'appel siégerait à une trop grande distance (2). Cette solution transactionnelle ne prévalut pas, et l'idée de soumettre la réhabilitation des faillis aux juridictions consulaires fut définitivement repoussée. Elle ne reparut plus dans la suite de la discussion.

Ce jour-là, il n'y avait eu qu'une escarmouche. Le 12 mai, le débat s'élargit et la séance tout entière

(1) LOCRÉ, t. XIX, p. 351.

(2) LOCRÉ, t. XIX, p. 352.

fut consacrée à l'examen de cette question de compétence.

Le système préconisé dans la deuxième rédaction du projet (1) était le suivant : la demande était adressée à l'Empereur, et c'était lui qui statuait définitivement en Conseil d'Etat sur le rapport du ministre de la justice, et après une instruction faite par l'intermédiaire des procureurs généraux près des Cours d'appel, des procureurs impériaux près les tribunaux d'arrondissement et des présidents des tribunaux de commerce (2).

La discussion s'engagea. Deux séries d'opinions se trouvèrent en présence : d'un côté, les partisans de l'intervention du pouvoir central ; de l'autre, ceux qui voulaient faire triompher le système plus récent de la réhabilitation de droit.

Les premiers parmi lesquels Treilhard et Regnaud de Saint-Jean d'Angély se réclamaient surtout de l'ancien état de chose, et allaient même jusqu'à parler encore de « lettres de réhabilitation. » Ils appuyaient donc la nouvelle rédaction du projet. Le principe sur lequel se basait cette théorie était énoncé ainsi par Treilhard : « Le failli demande une grâce. Or il est de la nature du gouvernement monarchique que toute grâce parte du souverain » (3).

(1) Locré, t. XIX, p. 367.

(2) Art. 158. — « Le procureur général de la Cour d'appel transmettra le tout (les renseignements obtenus) avec son avis au grand juge ministre de la justice. Il en sera fait rapport à Sa Majesté, qui statuera définitivement en Conseil d'Etat. »

(3) V. le discours de Treilhard. Locré, t. XIX, p. 370, et celui de Regnaud de Saint-Jean d'Angély, p. 269.

Ce principe était faux. De nombreux orateurs le combattirent. « La réhabilitation n'est pas une grâce, répondit Bigot-Préameneu, mais un acte de justice. C'est donc aux tribunaux de l'accorder. » Sous l'empire des idées et des usages de l'ancienne monarchie, le premier système confondait deux choses que, depuis la Révolution, on avait pris l'habitude de séparer : la réhabilitation et la grâce ; il fallait maintenir cette distinction. Cambacérès, Defermon, Merlin, de Ségur se prononcèrent dans ce sens. Le Conseil d'Etat se rangea à leur avis et décida que les demandes en réhabilitation devaient être adressées aux Cours d'appel qui les jugeraient définitivement (1).

Après la séance du 12 mai, les articles furent de nouveau renvoyés à la section de l'intérieur ; celle-ci les remania conformément aux solutions qui avaient triomphé pendant la discussion.

Cette troisième rédaction devint le titre VI du livre III du Code de commerce de 1807. Elle ne devait pas être la dernière : toute la matière de la faillite fut l'objet d'une transformation complète une trentaine d'années plus tard ; ce fut l'œuvre de la loi du 28 mai 1838.

Cette loi apporta quelques changements au titre de la réhabilitation, mais seulement sur quelques points de détail. Trois dispositions nouvelles furent introduites : 1^o La première est relative à la condition de l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite dans le cas où un concordat particulier lui a été

(1) V. pour toute cette discussion, Locné, t. XIX, p. 369 et suiv.

accordé; on décida qu'il pourrait se faire réhabiliter, mais après avoir payé toutes les dettes de la société; 2° la deuxième a trait à la reproduction de la demande qui put avoir lieu désormais après une année d'intervalle; 3° la dernière, enfin, concerne la réhabilitation posthume qui fut déclarée possible. — Mais dans ses grandes lignes le titre VI resta tel qu'il avait été adopté en 1807.

Depuis cette époque, aucun changement n'a été apporté à son texte. Si plusieurs projets de réformes ont été présentés, ils n'ont pas, jusqu'à ce jour, abouti. Ce sont donc encore les principes traditionnels dont nous avons vu, dans cette étude historique, la naissance et le développement qui sont en vigueur dans notre législation actuelle.

DEUXIÈME PARTIE

LÉGISLATION ACTUELLE

DEUXIÈME PARTIE

LÉGISLATION ACTUELLE

C'est dans le troisième livre du Code de commerce consacré aux « faillites et banqueroutes », que se trouvent les règles sur la réhabilitation. Ces règles sont réparties dans onze articles, dont la réunion forme le titre III. — Il suffit de jeter un coup d'œil sur ces textes pour s'apercevoir que la plupart sont relatifs à la procédure à suivre (Art. 605 à 611 inclus.)

Le législateur est entré, à cet égard, dans des détails assez complets pour laisser peu de place à la discussion. Sur les autres points, au contraire, il s'est contenté de poser des principes, en laissant aux juges le soin d'en faire l'application. Nous exposerons les solutions que la jurisprudence a été ainsi amenée à donner sur un grand nombre de questions, en signalant, d'ailleurs, les objections que ces décisions ont soulevées. Les avantages et les inconvé-

nients de la législation actuelle apparaîtront ainsi d'eux-mêmes au fur et à mesure de cette étude.

Voici comment nous diviserons cette deuxième partie :

CHAPITRE I. — *Définition et caractères généraux de la réhabilitation.*

CHAPITRE II. — *Conditions de la réhabilitation.*

CHAPITRE III. — *Procédure de la réhabilitation.*

CHAPITRE IV. — *Effets de la réhabilitation.*

CHAPITRE PREMIER

Définition et Caractères généraux de la réhabilitation.

En modifiant un peu la définition de Renouard (1) qui, depuis la création de la liquidation judiciaire en 1889, n'est plus assez large, on peut dire que la réhabilitation est : « le rétablissement du débiteur commerçant dans tous les droits, sans exception, dont il a été privé par un jugement déclaratif de faillite ou de liquidation judiciaire ».

Reprenons successivement tous les termes de cette définition sur lesquels il importe de donner quelques développements. Nous ferons connaître par cela même les caractères généraux de l'institution que nous avons à étudier.

A. — La réhabilitation est le rétablissement du débiteur dans tous les droits, sans exception, dont il a été privé.

(1) « La réhabilitation est le rétablissement du failli dans tous les droits sans exception dont sa faillite l'avait privé. » (*Traité des faillites et banqueroutes*, t. II, p. 499-500.)

L'état du débiteur est profondément modifié par la faillite qui le frappe à la fois dans sa qualité de citoyen et dans celle de commerçant. Il l'est encore, mais dans une plus faible mesure, par la liquidation judiciaire (1). La réhabilitation — et c'est là son but — en restituant au débiteur tous les droits qu'il a ainsi perdus, le replace exactement dans la situation où il se trouvait auparavant. L'étymologie du mot (re-habilis) indique bien qu'il y a réintégration dans une capacité perdue. Cette réintégration n'a lieu, toutefois, que pour l'avenir, car, à la différence de l'amnistie en matière pénale, la réhabilitation commerciale n'a pas d'effets dans le passé. Mais dans cette mesure, elle ne comporte pas de restriction. Aucune des anciennes déchéances ne subsiste; toutes sont effacées. La Cour d'appel, en prononçant son arrêt, n'a pas le droit d'en étendre ou d'en diminuer les effets; autrement dit, il n'existe pas de réhabilitation partielle.

B. — La réhabilitation ne s'applique qu'au *débiteur commerçant*. Il n'existe pas, dans notre droit, d'institution analogue pour les autres débiteurs. Celle-ci ne se comprendrait pas, d'ailleurs, puisque l'état d'insolvabilité n'entraîne aucune incapacité pour les individus autres que les commerçants. La réhabilitation ne présentait pas, nous l'avons vu, ce caractère dans notre ancien droit (2). Les bénéficiaires de la cession de biens ou des lettres de répit qui étaient

(1) V. *infra*. — Ch. iv. « Des effets de la réhabilitation. »

(2) V. *supra*, p. 25.

obligés de se faire réhabiliter n'étaient pas nécessairement commerçants. Il en était de même des faillis, du moins dans l'opinion générale.

Aujourd'hui la réhabilitation, comme la faillite et la liquidation judiciaire après lesquelles elle intervient, est très certainement spéciale aux commerçants ou anciens commerçants. Aussi est-elle très souvent qualifiée de « réhabilitation commerciale ».

Cette expression offre l'avantage de la distinguer d'une institution analogue avec laquelle elle ne doit pas être confondue : la « réhabilitation pénale » (1).

Des lois récentes ont, il est vrai, supprimé certaines divergences existant entre l'une et l'autre : 1^o La loi du 14 août 1885 qui a décidé que la réhabilitation pénale ne serait plus accordée par le Chef de l'Etat, mais par la Cour d'appel comme la réhabilitation commerciale; 2^o la loi du 5 août 1899. Avant elle la réhabilitation des condamnés était une faveur et supposait une appréciation arbitraire de la part des juges, tandis que la réhabilitation des faillis constituait pour ceux-ci un droit auquel ils pouvaient prétendre dès qu'ils avaient rempli les conditions exigées par la loi. Aujourd'hui, dans un grand nombre de cas, la réhabilitation pénale est également accordée de plein droit (2).

(1) Sur cette distinction voir RENOUARD, *op. cit.*, t. II, p. 500 et suivantes. — LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. II, n^o 998. — THALLER, *Traité élémentaire de droit commercial*, n^o 1945.

(2) La loi du 5 août 1899 est intitulée : *Loi sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit*; V. art. 10.

Malgré ces rapprochements, les deux institutions n'en sont pas moins nettement distinctes : la réhabilitation commerciale relève celui qui en bénéficie de déchéances moins graves que la réhabilitation des condamnés. Mais en sens inverse, elle est beaucoup moins facile à obtenir, car la réhabilitation pénale n'intéresse que la société, tandis que la réhabilitation commerciale touche indirectement à des intérêts privés : ceux des créanciers.

Cette distinction a été marquée d'une manière matérielle par le législateur ; les règles gouvernant ces deux sortes de réhabilitation ont été placées dans deux codes différents : les unes sont écrites dans le Code d'instruction criminelle (art. 619 et suivants), les autres dans le Code de commerce (art. 604 et suivants).

C. — La réhabilitation s'applique aussi bien à la *liquidation judiciaire* qu'à la *faillite* (1). C'est ce qui résulte, sans aucune équivoque, des travaux préparatoires de la loi du 4 mars 1889. Cette loi n'a, d'ailleurs, apporté aucune innovation aux règles de la réhabilitation : qu'il s'agisse de liquidation judiciaire ou de faillite, les conditions exigées et la procédure à suivre sont les mêmes. Le rapporteur de la loi de 1889 à la Chambre des députés l'a déclaré formellement : « Nous n'avons parlé de la réhabilitation, a-t-il dit, qu'au point de vue de la liquidation judiciaire..., mais nous n'avons rien pu ni voulu

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.*, t. II, n° 1127. — THALLER, *Traité élémentaire de droit commercial*, n° 1943.

changer à la procédure et aux règles de la réhabilitation » (1). En outre l'article 24 renvoie purement et simplement au Code de commerce pour toutes les questions relatives à la faillite ou à la liquidation judiciaire qui n'ont pas fait l'objet de dispositions expresses dans la nouvelle loi.

Mais les effets de la réhabilitation sont moins importants vis-à-vis du liquidé que vis-à-vis du failli, puisque les incapacités qu'il s'agit de faire cesser sont moins grandes dans le premier cas que dans le second. C'est ce qui explique que les débiteurs demandent beaucoup plus rarement la réhabilitation après la liquidation judiciaire qu'après la faillite (1).

D. — La réhabilitation suppose un jugement déclaratif de faillite ou de liquidation judiciaire.

Tant qu'une semblable décision n'est pas intervenue, la réhabilitation n'est pas nécessaire pour le débiteur — alors même que son passif serait effectivement supérieur à son actif. — C'est, en effet, le jugement déclaratif seul qui fait encourir les déchéances édictées par la loi (3).

Mais que faudrait-il décider si ce jugement était encore susceptible d'opposition ou d'appel, autrement dit, s'il n'avait pas encore acquis l'autorité de la

(1) Séance de la Chambre du 20 octobre 1888. Tous les débats parlementaires de la loi du 4 mars 1889 sont rapportés dans RIVIÈRE : *Commentaire théorique et pratique des lois sur la liquidation judiciaire* (appendice; V. p. 416 et suiv.).

(2) LYON-CAEN et RENALT, *op. et loc. cit.*

(3) Bordeaux, 9 juillet 1832, SIREY, 1832, II, 652; DALLOZ, 1833, II, 52. — ESNAULT, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. I, n° 134; ROUSSEAU et DEFERT *Code annoté des faillites et banqueroutes*, p. 564, n° 7.

chose jugée ? La réhabilitation, dans ce cas, serait-elle obligatoire ? Nous ne le croyons pas. Le débiteur revenu à meilleure fortune n'a pas besoin d'utiliser cette procédure longue et compliquée. Il dispose d'un moyen beaucoup plus simple, moyen qui offre, en outre, l'avantage de lui enlever la qualité de failli, non seulement pour l'avenir mais encore pour le passé. En désintéressant tous ses créanciers (1), il peut, en effet, faire rapporter le jugement déclaratif par le tribunal ou la Cour saisis de l'opposition ou de l'appel.

Cette solution qui est celle de la grande majorité des auteurs et de la presque unanimité de la jurisprudence, est cependant aujourd'hui encore contestée par des autorités considérables (2). D'après celles-ci le seul fait de la libération du débiteur survenue après le jugement déclaratif ne permettrait pas de rapporter ce jugement. Pour faire cesser les incapacités inhérentes à l'état de failli, il lui faudrait donc recourir à la réhabilitation.

Dans la rigueur des principes, ce système repose certainement sur de sérieux arguments.

Le jugement déclaratif, en effet, a été bien rendu. Il a constaté que le débiteur se trouvait en état de cessation de paiements. Celui-ci reconnaît que le tribunal ne s'est pas trompé à cet égard ; que cette

(1) La jurisprudence n'exige même pas toujours le paiement intégral des dettes. Elle se contente d'un concordat de remise ou d'un atermoiement. (Cass. 11 mai 1891. *Pandectes françaises*, 1891, I, 429).

(2) MM. LYON-CAEN et RENAULT notamment, V. *infra*.

situation a bien existé ; mais il soutient que depuis ce jugement — alors que les voies de recours sont encore ouvertes — cet état a disparu. Le débiteur reconnaît donc qu'il a été à bon droit mis en faillite et, par suite, que le jugement déclaratif était bien fondé. Ne serait-il pas absolument contraire à toutes les règles du droit et de la raison de rétracter ou réformer une décision exacte ? Comme le dit M. Beudant (1) : « De ce que le commerçant n'est plus en état de cessation de paiements, il ne s'en suit pas qu'il n'y ait pas été et qu'il n'ait été légitimement mis en faillite. La situation est acquise contre lui, elle ne peut cesser que par la réhabilitation ».

Deux autres considérations viennent fortifier ce système : Les règles de la faillite sont d'ordre public. On ne peut y déroger par des conventions ou traités particuliers (art. 507 et 604 du Code de commerce ; art. 16 de la loi du 4 mars 1889, sur la liquidation judiciaire). Il ne suffit donc pas que les créanciers s'arrangent avec le débiteur ou consentent à se considérer comme désintéressés pour arrêter les effets du jugement déclaratif et l'application de la loi sur la faillite (2).

En outre — et c'est là le deuxième argument —

(1) Note dans DALLOZ, année 1869, II, 73, sous deux arrêts en sens contraire de la Cour de Paris.

(2) Agen, 31 août 1858, DALLOZ, 1859, II, 94. « Attendu, dit cet arrêt, qu'il ne faut pas oublier que les dispositions du Code de commerce relatives aux faillites ne concernent pas seulement la masse des créanciers, mais qu'elles intéressent l'ordre public, puisqu'elles sont toutes établies pour favoriser le crédit et le commerce ».

supposons même que ces conventions soient possibles, le débiteur s'arrangera avec les créanciers poursuivants et les créanciers présents; il rapportera les quittances que ceux-ci lui auront données. Mais qui peut assurer qu'il n'y ait pas d'autres créanciers? Il peut y en avoir qui n'aient pas encore été avertis ou qui soient inconnus. Pour eux, le jugement rendu est un titre dont ils ne peuvent être privés s'ils produisent à la faillite dans les délais légaux. « N'y en eut-il qu'un seul qui restât inconnu, il aurait droit au bénéfice du jugement qui ne doit pas, dès lors, être rapporté (1) ».

Si, en fait, cette solution paraît excessive à l'encontre du débiteur, il ne faut pas oublier qu'elle est conforme à la rigueur des principes. Modifier, pour des motifs d'équité, des dispositions légales, c'est faire œuvre de législateur et non de juge. « Cette tendance *prétorienne*, disent MM. Lyon-Caen et Renault (2) est des plus dangereuses et des plus regrettables (3) ».

Malgré ces arguments, cette théorie n'a pas triom-

(1) M. BEUDANT. — DALLOZ, 1869, *loc. cit.*

(2) *Traité des faillites, banqueroutes et liquidations judiciaires*, t. I, n° 156, p. 123.

(3) Dans ce sens, outre l'arrêt d'Agen, déjà cité : Bordeaux, 10 mai 1859, SIREY, 1859, II, 688 et DALLOZ, 1859, II, 200; Paris (2^e ch.), 18 mai 1874, SIREY, 1875, II, 236. *Pandectes chr.*, t. V, II, 195; Paris (2^e chambre), 2 mai 1888, SIREY, 1890, II, 40; DALLOZ, 1889, II, 216; Paris (2^e chambre), 3 août 1891, *Pandectes françaises*, 1892, II, 289. Un certain nombre de jugements de tribunaux de commerce ont admis ce système. V. la liste dans le répertoire des *Pandectes françaises*. V° Faillite, n° 1585. Parmi les auteurs, V. la note de M. BEUDANT, citée *supra*; LYON-CAEN et RENAULT, *op. et loc. cit.*; RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de droit commercial*. V° Faillite, n° 1098.

phé. La doctrine l'abandonne de plus en plus (1). La jurisprudence — la Cour de cassation notamment — a, depuis longtemps, adopté le système opposé.

Les objections que nous venons d'indiquer ne sont pas, en effet, irréfutables.

Le premier jugement a été bien rendu, dit-on, d'abord : le juge du recours ne peut donc pas tenir compte des faits survenus depuis. Cette proposition qui est présentée comme une vérité indiscutée n'est cependant pas aussi incontestable que semblent le dire ceux qui l'énoncent. Dans un très grand nombre de cas, ces faits sont pris en considération et amènent la réformation de la première décision. Un jugement a prononcé, par exemple, la résolution d'une vente pour défaut de paiement du prix ; l'acheteur porte appel et, avant que la Cour ait eu à se prononcer, il paie le prix convenu. L'arrêt qui interviendra ensuite tiendra compte de ce fait et réformera le jugement de première instance (2). Pourquoi n'en serait-il pas de même lorsqu'un débiteur se libère après le jugement déclaratif ?

On ne peut pas dire davantage qu'une entente entre le failli et ses créanciers est impossible parce

(1) C'est ainsi que M. Ruben de Couder qui avait soutenu le premier système dans son *Dictionnaire de droit commercial*, l'abandonne dans le *Supplément* à ce dictionnaire (V^e Faillite, n^o 550).

(2) DEMOLOMBE : *Des contrats et obligations*, t. II, n^o 517. Un autre argument du même ordre est présenté dans la note de M. Valéry (DALLOZ, 1895, I, 17). En cas d'appel d'un jugement sur une demande en interdiction, la Cour peut interroger de nouveau la personne dont l'interdiction est demandée. Et, si elle estime que, depuis le premier jugement, cette personne a recouvré la raison, elle peut rapporter le jugement prononçant l'interdiction (art. 500 du C. civil).

qu'elle est prohibée par l'article 507 du Code de commerce et l'article 16 de la loi du 4 mars 1889. Il y a dans ce raisonnement une véritable pétition de principe. Si l'on admet que le jugement déclaratif peut être rapporté, il en résulte que la faillite est considérée comme n'ayant jamais existé. Par suite, les textes ci-dessus qui auraient pu être invoqués si la faillite avait été maintenue, ne peuvent plus l'être lorsqu'elle a disparu (1).

Le fait que des créanciers demeurés inconnus puissent exister n'est pas suffisant pour faire échec à la réformation du jugement : la preuve de leur existence incomberait au syndic. Ils ne seraient, d'ailleurs, pas sacrifiés ; car ils pourraient, à leur tour, provoquer une déclaration de faillite.

Aucune objection sérieuse ne peut donc être faite au système que nous soutenons et qui, de son côté, s'appuie sur des motifs des plus convaincants.

Au point de vue juridique, il est certain que l'opposition replace l'affaire où elle était avant le prononcé du premier jugement. « L'opposition, dit la Cour de cassation (2), a pour effet de faire tomber le jugement par défaut et de remettre en question le point litigieux ; dès lors, pour la déclaration de faillite, c'est au moment où il est statué contradictoirement que l'état de cessation de paiements doit être

(1) Note de M. Chauveau sous l'arrêt de Paris du 3 août 1891, dans le recueil des *Pandectes françaises*, 1892, II, 289.

(2) 23 novembre 1881, SIREY 1882, I, 113 ; DALLOZ 1882, I, 263.

constaté. » — La jurisprudence applique le même raisonnement à l'appel (1).

Mais c'est surtout par des motifs d'équité et d'utilité pratique que cette théorie est bien préférable à la précédente. Lorsque le débiteur a désintéressé tous ses créanciers, la demande en faillite ne se justifie plus : l'instance n'a plus désormais d'objet. Pourquoi la faillite continuerait-elle ? « Ce serait un spectacle choquant, dit très bien M. Valéry (2), de voir une Cour d'appel reconnaître qu'une personne ne doit rien et la maintenir pourtant en état de faillite. » Et ce maintien se comprendrait d'autant moins que personne n'est plus en droit de se plaindre de cette suppression de la faillite. Il serait désormais bien rigoureux d'imposer au débiteur la qualité de failli avec toutes ses conséquences — ou de le contraindre à la procédure longue et compliquée de la réhabilitation. — Cette solution conforme aussi à l'intérêt général qui est de limiter le nombre des faillites satisfait tout le monde. Elle paraît être aujourd'hui fixée d'une manière définitive (3).

(1) V. notamment : Bordeaux, 25 juillet 1882, SIREY, 1883, II, 69 et Cass. 25 avril 1883, SIREY 1883, I, 247.

(2) Note dans DALLOZ 1895, I, 17. — Voir aussi BÉDARRIDE, *Traité des faillites*, t. III, n° 1182.

(3) Voir pour l'opposition : Cass. 23 novembre 1881, SIREY 1882, I, 113. DALLOZ 1882, I, 265, *Pandectes chr.*, t. V, II, 195. Voir le rapport de M. le conseiller Blondel, *Journal des faillites* 1882, p. 40 ; Cass. 14 mai 1891, *Pandectes françaises*, 1891, I, 429 ; Paris, 27 août 1868, DALLOZ 1869, II, 73 ; Bordeaux, 25 juillet 1882, DALLOZ, *Jurisprudence générale*, V^e Faillites, n° 1356, note 2 ; Orléans, 7 novembre 1884 et 14 février 1885, DALLOZ 1886, II, 70. — Pour l'appel : Cass. 23 avril 1883, SIREY, 1883, I, 247 ; Paris, 22 août 1868, DALLOZ, 1869, II, 73 ; Rouen,

La réhabilitation — et c'est la conséquence de cette discussion — ne devient donc nécessaire que lorsqu'il n'existe plus de voies de recours possibles contre le jugement déclaratif de faillite. Par contre, à partir de ce moment-là, la réhabilitation est indispensable. Aucune autre procédure ne pourrait la suppléer et faire disparaître les déchéances dont le débiteur est atteint (1).

7 juin 1875, SIREY, 1875, II, 234, DALLOZ, 1878, V. 268, Douai, 19 mai 1886, DALLOZ 1887, II, 158; Nancy, 15 décembre 1885, DALLOZ, 1887, II, 16; Paris (5^e chambre), 1^{er} mai 1888, DALLOZ, 1889, II, 216; Paris (3^e chambre), 9 juin 1893, DALLOZ, 1894, II, 144; Amiens, 22 mai 1896, DALLOZ 1897, II, 191. Voir, en outre, un grand nombre de jugements de tribunaux de commerce cités dans le Répertoire des *Pandectes françaises*. V^o Faillite n^{os} 1.603 et 1.733. — En matière de liquidation judiciaire : Caen, 24 avril 1895, DALLOZ 1897, II, 465. — ADDE : ESNAULT, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. III, n^o 728; ALAUZET, *Commentaires du Code de commerce*; BOISTEL, *Cours de droit commercial*, n^o 904; BÉDARRIDE, *op. et loc. cit.*; RUBEN DE COUDER, *Supplément au dictionnaire de droit commercial*, V^o Faillite, n^o 550; Note de M. Chauveau : *Pandectes françaises*, 1892, II, 289; Note de M. Valéry, DALLOZ, 1895, I, 17.

(1) C'est ainsi que le tribunal de commerce ne pourrait pas, sur une simple requête à lui présentée par un failli qui aurait désintéressé ses créanciers, rapporter le jugement déclaratif avec toutes ses conséquences. Il y aurait là une réhabilitation déguisée sans observation des formes légales. — Cass. 6 février 1889, DALLOZ, 1890, I, 464; RUBEN DE COUDER, *op. cit.*, n^o 554.

CHAPITRE II

Conditions de la réhabilitation.

Si l'on met à part les conditions de forme, qui feront l'objet d'un chapitre spécial (1), il résulte des dispositions du Code de commerce que le débiteur en état de faillite ou de liquidation judiciaire doit, pour obtenir sa réhabilitation, remplir deux conditions, l'une positive, l'autre négative.

1^o Condition positive :

Il faut qu'il ait acquitté intégralement l'ancien passif de la faillite en principal, intérêts et frais (art. 604).

2^o Condition négative :

Il faut qu'il ne se trouve pas au nombre des personnes déclarées par la loi indignes d'être réhabilitées.

Nous examinerons successivement ces deux conditions. Nous aurons à rechercher ensuite si le législateur n'en a pas prévu d'autres.

(1) V. le chapitre suivant sur *la Procédure de la réhabilitation*.

SECTION I

Payement intégral du passif de la faillite

« Le failli, dit l'article 604 du Code de commerce, *qui aura intégralement acquitté* en principal, intérêts et frais, toutes les sommes par lui dues, pourra obtenir sa réhabilitation. » Aucun doute ne peut donc exister dans notre droit actuel sur la nécessité du payement intégral des dettes. Cette condition est très discutée aujourd'hui (1). Parmi les anciennes législations, toutes ne l'ont pas exigée (2) et de nos jours encore elle n'existe pas dans un grand nombre de lois étrangères. Elle a toujours, cependant, été en honneur dans notre ancien droit français et elle a été inscrite sans discussion dans le Code de commerce de 1807.

L'équité le demande : puisque le failli (3) veut être réhabilité, c'est-à-dire replacé dans la situation où il se trouvait auparavant, il est juste que ses créanciers soient, eux aussi, par une analogie qui s'impose à l'esprit « remis exactement au même état « où ils seraient si le débiteur n'avait point cessé ses « payements ». Cette formule qui a été donnée par

(1) V. *infra* les projets de réformes, III^e partie, ch. II.

(2) V. *supra* la législation des villes italiennes et hanséatiques au moyen âge, p. 16 et suiv.

(3) Nous employons l'expression « failli » *brevitatis causa*, mais ce que nous disons du débiteur en état de *faillite* s'applique également au débiteur en état de *liquidation judiciaire*. Il en sera de même dans la suite lorsque nous n'indiquerons pas expressément qu'il existe une différence entre ces deux cas.

un arrêt de la Cour de Douai (1), indique très nettement quelle est la raison d'être de la condition écrite dans l'article 604.

Il est nécessaire maintenant d'en montrer l'étendue et de faire connaître la manière dont elle peut être réalisée. Nous aurons donc à examiner :

1^o L'objet du payement ;

2^o Les modes de payement.

§ 1^{er}. — *Objet du payement.*

Il faut, semble dire l'article 604, que le débiteur ait acquitté intégralement « toutes les sommes par lui dues ». Cette expression est trop large. Il n'est pas douteux, en effet, qu'il doit payer uniquement les dettes qui ont figuré au passif de la faillite. Peu importe que postérieurement au jugement déclaratif il en ait contracté de nouvelles qui ne soient pas encore payées (2); on ne doit pas en tenir compte, la réhabilitation n'étant instituée, nous l'avons vu, que pour faire disparaître toutes les traces de la faillite (3).

Dans ce passif lui-même se trouvent certaines dettes que le débiteur n'est pas obligé d'acquitter,

(1) Douai, 12 mars 1875, SIREY, 1875, II, 165, DALLOZ, 1875, II, 89.

(2) Mais ces nouveaux créanciers pourraient évidemment faire mettre pour la deuxième fois le débiteur en faillite, s'il y avait véritablement cessation de paiements.

(3) BOISTEL, *Précis de droit commercial*, n. 1104; LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites, banqueroutes et liquidations judiciaires*, t. II, n° 981; THALLER, *Traité élémentaire de droit commercial*, n° 1948, p. 1058, note 1.

celles qu'il n'a pas personnellement contractées. Si, par exemple, les créanciers ont autorisé le syndic à continuer l'exploitation du commerce, il est certain que le failli n'est pas tenu de rembourser les pertes occasionnées par cette nouvelle gestion quand elle a eu lieu sans son consentement. Sa dette ne peut être augmentée par des actes qui proviennent uniquement de la volonté de ses créanciers. Si ces derniers se sont trompés, il ne peut pas en être responsable et sa situation ne peut pas être, de ce chef, rendue plus défavorable en ce qui concerne sa réhabilitation. Cette question a été examinée lors des travaux préparatoires de la loi du 28 mai 1838. Elle y a été résolue dans ce sens par la première commission de la Chambre des pairs, qui a même décidé que cette solution n'avait pas besoin d'être inscrite dans la loi, « car il est manifeste que le failli ne doit payer que ses dettes et non celles d'autrui,il s'agit d'une dette qui est celle de l'union de ses créanciers et non la sienne (1).

Pour savoir quelles sont, parmi les sommes dues par le débiteur, celles qui doivent être remboursées, il faut donc se placer au jour du jugement déclaratif. Toutes les dettes contractées auparavant doivent être intégralement payées; celles qui sont nées postérieurement, au contraire, ne doivent pas nécessairement être acquittées pour rendre recevable la de-

(1) RENOUD, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. II, sous l'art. 604, n° 5, p. 516; Cf. RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de droit commercial* (V° Réhabilitation, n° 27).

mande en réhabilitation. Il faudrait, d'ailleurs, mettre au nombre des dettes antérieures au jugement déclaratif, celles qui existaient alors éventuellement (1); par exemple une dette soumise à une condition qui ne se serait réalisée qu'après la mise en faillite, puisque la condition accomplie a un effet rétroactif au jour auquel l'engagement a eu lieu (Art. 1179 du Code civil) (2).

Telles sont les dettes qui doivent être acquittées.

En ce qui les concerne, le failli peut se prévaloir de tous les moyens que pourrait invoquer un débiteur non déclaré en faillite. A cet égard, sa situation n'est pas modifiée par la cessation des paiements. Il n'est donc pas obligé, pour se faire réhabiliter, de rembourser des dettes de jeu; il lui est possible, dans ce cas, d'opposer l'exception de l'article 1965 du Code civil (3), comme, d'ailleurs, toutes les autres exceptions ou nullités, pourvu qu'elles ne résultent pas exclusivement de l'état de faillite (4).

Le paiement des dettes comprend trois chefs : le

(1) BOISTEL, *op. cit.*, n° 1104.

(2) Dans ce même ordre d'idées, il faut décider que le failli sera tenu de rembourser — avant de demander sa réhabilitation — *la dot de sa femme*, si celle-ci a obtenu sa séparation de biens; et inversement. Bordeaux, 31 déc. 1866, *Rec. de cette Cour*, 1867, 174; — LAROQUE-SAYSSINEL, *Formulaire général des faillites et banqueroutes*, t. II, n° 2016; — RUBEN DE COUDER, *op. et loc. cit.*, n° 19.

(3) LYON-CAEN et RENAULT, *op. et loc. cit.*

(4) Le failli ne pourrait pas invoquer les moyens de nullité résultant des art. 446 et suivants du C. de com., qui ne sont établis que dans l'intérêt de la masse des créanciers. — BOISTEL, *op. et loc. cit.*; LYON-CAEN et RENAULT, *op. et loc. cit.*

principal, les intérêts et les frais (Art. 604 du C. de com.).

A. — *Principal des dettes.*

Le failli doit acquitter entièrement chacune de ses dettes à concurrence de son *montant nominal* (1). Ce montant est déterminé lors de la procédure de vérification et affirmation des créances. Il peut être établi de deux façons : en l'absence de contestation, le chiffre est fixé par la déclaration d'admission faite par le syndic, visée par le juge-commissaire et mentionnée au procès-verbal (Art 495 et 497 C. com.). Dans le cas contraire, la fixation a lieu par un jugement du tribunal de commerce (Art. 498 et suivants).

Le paiement du principal des dettes ne peut donc, en général, donner naissance à des difficultés au moment de la demande en réhabilitation.

Il y a cependant une hypothèse dans laquelle la détermination du montant nominal est assez compliquée : celle où l'on se trouve en présence de *co-débiteurs solidaires*.

Dans le cas où *un seul* d'entre-eux serait en état de faillite, la solution serait facile. Si le créancier n'avait pas été payé par les autres co-obligés ou ne l'avait été qu'en partie, le failli co-débiteur solidaire devrait le désintéresser complètement ; il ne lui suffirait pas d'avoir versé sa part proportionnelle

(1) Le paiement des dividendes résultant d'un concordat ne serait pas suffisant. Cass., 20 mai 1846, SIREY, 1846, I, 339, DALLOZ, 1846, I, 185.

dans la dette. C'est l'application des principes généraux en matière de solidarité, d'après lesquels chacun des débiteurs peut être contraint pour la totalité, déduction faite, d'ailleurs, des sommes payées par les autres (art. 1200, C. civ.). Si le créancier avait été intégralement désintéressé par les co-obligés solidaires du failli, celui-ci devrait rembourser à ces derniers ce qu'ils auraient payé au-delà de leur part, puisqu'ils ne sont tenus entre-eux que pour leur part et portion (art. 1213 et 1214, C. civ.) (1).

Mais dans le cas où *plusieurs* des co-débiteurs solidaires, et non plus un seul, se trouvent en état de faillite, la question est plus délicate. Dans cette hypothèse, en effet, un créancier peut se présenter aux distributions de toutes les masses jusqu'à parfait payement (art. 542, C. com.). Il est rare que les dividendes versés dans chaque faillite soient égaux. Quelques-uns des co-obligés payent souvent une somme supérieure à celle versée par les autres. Il semble que les premiers devraient pouvoir exercer un recours contre les seconds. La loi supprime cependant cette action : « aucun recours pour raison des dividendes payés n'est ouvert aux faillites des co-obligés les uns contre les autres » (2). Légalement, ceux qui ont payé un dividende inférieur à leur part et portion ne sont donc pas débiteurs des autres. Et dès lors, il semblerait qu'ils ne devraient

(1) ROUSSEAU et DEFERT, *Code annoté des faillites et banqueroutes*, n° 16 et suiv., p. 565 ; RUBEN DE COUDER, *op. cit.* (V° Réhabilitation, n° 26).

(2) Art. 543 du Code de commerce.

pas avoir à rembourser ces derniers pour obtenir leur réhabilitation.

Il n'en est pas ainsi cependant. Le débiteur doit, en effet, pour réaliser la condition que nous étudions, acquitter chacune de ses dettes comme s'il n'avait pas été déclaré en faillite (1). En vertu de cette règle, le failli, co-obligé solidaire qui veut être réhabilité, doit donc justifier du paiement fait à ceux de ses co-débiteurs qui auraient eu un recours contre lui s'il n'y avait pas eu cessation de paiements (2).

Ces co-débiteurs sont d'abord, comme nous venons de le voir, ceux qui ont payé au-delà de leur part et portion. Le failli doit leur rembourser ce qu'ils ont ainsi payé en trop.

Ce sont ensuite — alors même que les paiements de tous les coobligés auraient été égaux — ceux envers lesquels le co-débiteur solidaire qui sollicite la réhabilitation est tenu à garantie. Ce cas se présente fréquemment en matière d'effets de commerce. Tous ceux qui sont obligés, en vertu d'une lettre de change ou d'un billet à ordre, sont garants solidaires vis-à-vis du porteur ou des endosseurs subséquents. Quelle somme chacun de ces co-obligés doit-il verser à ceux qui ont payé s'il désire se faire réhabiliter ?

Le mécanisme du remboursement ne peut se comprendre dans cette hypothèse qu'au moyen d'un exemple : Pierre est porteur d'un billet à ordre sous-

(1) V. *Supra*, p. 66.

(2) DALLOZ, *Jurisprudence générale*. (V^o Faillites et banqueroutes, n^o 1548).

crit par *Primus* et endossé d'abord par *Secundus* puis par *Tertius*. Ces trois derniers ont été mis en faillite, mais Pierre en se présentant aux distributions des trois masses a été intégralement désintéressé. Si *Primus* veut plus tard obtenir sa réhabilitation, il lui faudra justifier du paiement des sommes versées à Pierre par ses deux co-obligés, *Secundus* et *Tertius*, car, il doit, en définitive, supporter la dette puisqu'il est leur garant. Pour le même motif, si *Secundus* veut à son tour, être réhabilité, il devra rembourser à *Tertius* le dividende par lui payé; il est, en effet, tenu à garantie vis-à-vis de l'endosseur subséquent. Quant à ce dernier, *Tertius*, qui n'est garant de personne, il n'aura à justifier, en vue de sa réhabilitation, d'aucun paiement fait aux autres co-obligés (1). C'est ainsi que doit être comprise, dans le cas de solidarité, l'obligation d'acquitter le principal de la dette.

B — Intérêts des Dettes

Le failli, en sus du capital, doit payer les intérêts (art. 604 C. com.); sinon les créanciers ne seraient pas complètement indemnes.

A la différence du remboursement du principal, celui des intérêts a donné lieu à des discussions assez vives. Le Code de commerce n'ayant pas réglementé la matière, les principes spéciaux à la réhabilitation

(1) ALAUZET, *Commentaire du Code de commerce et de la législation commerciale*, t. IV, n° 1947; LAROQUE-SAYSSINEL, *Formulaire général des faillites et banqueroutes*, t. II, n° 2018.

se sont trouvés en conflit avec les règles du droit commun. De là sont nées un certain nombre de difficultés sur lesquelles il nous faudra insister.

Trois questions sont à résoudre :

1° Quels sont les intérêts dus par le failli qui sollicite sa réhabilitation commerciale ?

2° Comment le montant de ces intérêts doit-il être fixé ?

Le chiffre étant ainsi déterminé, une troisième question se pose, également très discutée.

3° Le débiteur doit-il payer, en outre, les intérêts des intérêts ?

a. — *Quels intérêts sont dus ?*

Pour répondre à cette question, il est nécessaire de distinguer deux catégories de créances :

1° Créances qui produisaient des intérêts avant le jugement déclaratif. — C'est le cas où, avant cette date, le créancier a fait au débiteur une sommation de payer (1), ou encore lorsque la loi ou la convention des parties ont fait courir les intérêts de plein droit avant ce même jugement (2).

En ce qui concerne ces créances, tout le monde est d'accord. Le failli doit incontestablement payer : 1° les intérêts déjà échus au moment du jugement déclaratif ; 2° ceux qui ont couru depuis ce jugement. A l'égard de ces derniers, le débiteur ne saurait

(1) Intérêts moratoires (art. 1153 C. civ. modifié par la loi du 7 avril 1900).

(2) Intérêts légaux et conventionnels (art. 1153, C. civ.).

objecter que sa mise en faillite a arrêté le cours des intérêts. Car, si l'art. 445 C. com. édicte cette règle, c'est uniquement en faveur de la masse des créanciers. Mais vis-à-vis du failli, les intérêts continuent à courir comme auparavant. Leur remboursement s'impose donc si le failli veut obtenir sa réhabilitation (1).

2° Créances non productives d'intérêts avant le jugement déclaratif.

Les intérêts de ces créances sont-ils dus comme dans l'hypothèse précédente?

La négative a été soutenue avec beaucoup de force par plusieurs auteurs.

Le Code de commerce ne tranchant pas cette question, disent-ils, il faut, pour la résoudre, se conformer aux principes du droit commun. Ces principes sont écrits dans le Code civil et tout le monde admet qu'à défaut de règles spéciales, ils doivent être appliqués en matière commerciale. Or, les dispositions du Code civil sont formelles. Lorsqu'il s'agit d'obligations ayant pour objet le paiement de sommes d'argent, les intérêts ne peuvent courir, sauf convention contraire, que s'il a été fait une sommation de payer (art. 1153 nouveau, C. civ.). Les créanciers qui voudraient plus tard, au moment où le débiteur cherchera à se faire réhabiliter être payés des intérêts, devraient, dès maintenant — même pendant les

(1) ALAUZET, *op. cit.*, t. IV, n° 1945; BOISTEL, *op. cit.*, n° 1103; LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.*, t. II, n° 983. — Voir surtout la note de M. de Folleville sous un arrêt de la Cour de Douai du 12 mars 1875, dans DALLOZ 1875, II, 89.

opérations de la faillite — employer cette sommation. Il ne suffirait pas d'objecter que le jugement déclaratif équivaut à une semblable mise en demeure, car il ne peut pas remplir le but que la loi civile se propose. Le législateur désire appeler l'attention du débiteur sur le danger qu'il y a pour lui à laisser grossir le chiffre de sa créance par suite de l'adjonction des intérêts au capital. « La loi a voulu, dit Demolombe (1), dans l'intérêt du débiteur, que le créancier manifestât, catégoriquement et énergiquement, sa volonté de faire courir les intérêts : catégoriquement, c'est-à-dire en termes clairs et non équivoques ; énergiquement, c'est-à-dire par un acte assez menaçant pour ne laisser au débiteur aucune illusion ». Or, il est impossible de prétendre sérieusement que le jugement déclaratif présente ce caractère. Du reste, pour autoriser une dérogation au droit commun aussi grave que celle proposée par le système adverse, il faudrait un texte formel et précis ; et nous l'avons vu, la loi n'a rien décidé à cet égard. On ne saurait donc, sans violer les règles fondamentales de l'interprétation juridique, soustraire cette matière à l'application des principes généraux du droit.

Dans la théorie opposée, ajoutent les partisans de ce système, on aboutit à une conséquence singulière. Le jugement déclaratif a, en thèse générale, pour effet, d'arrêter le cours des intérêts. L'article 445 du Code de commerce le déclare formellement. Dans le

(1) DEMOLOMBE, t. XXIV, *Traité des contrats ou des obligations conventionnelles en général*, I, n° 625.

cas tout spécial de la réhabilitation, ce même jugement ferait courir les intérêts de créances qui, jusque-là, n'en produisaient pas. « Le jugement déclaratif de faillite, dit l'auteur précédemment cité (1), produirait ainsi deux effets diamétralement opposés et absolument contradictoires entre eux... Cette simple observation suffit à montrer que la jurisprudence donne à l'article 604 al. 1^{er} du Code de commerce, une portée exagérée et aussi contraire à son esprit qu'à son texte ».

Enfin, en décidant que toutes les dettes de la faillite ne commencent pas à produire des intérêts *de plano* par le seul effet du jugement déclaratif, le système que nous exposons arrive à un résultat pratique très satisfaisant. Il facilite incontestablement la réhabilitation, solution conforme à l'esprit de la loi et à l'intérêt général sainement entendu. En diminuant le chiffre des sommes à rembourser il encourage les faillis à tenter d'accomplir la condition déjà très difficile du paiement intégral de leur passif. On a signalé bien des fois, les inconvénients qu'entraînait la tendance des Cours d'appel à étendre le *quantum* des intérêts à payer. Les auteurs des différents projets de réformes sont d'accord pour condamner cette tendance et ils ne sont pas seuls à la déplorer. La plupart des Chambres de commerce considèrent « le grossissement indéfini des intérêts comme l'obstacle le plus sérieux et le plus fréquent à la réhabilitation » (2).

(1) M. DE FOLLEVILLE, note dans DALLOZ, *op. et loc. cit.*

(2) Exposé des motifs de la proposition de M. Bérenger, *Journal Officiel*

A tous ces points de vue, la solution préconisée par ce premier système serait donc la meilleure. Elle aurait pour conséquence d'obliger les créanciers qui voudraient sauvegarder leur droit aux intérêts, en vue d'une réhabilitation possible, à faire à leur débiteur une sommation de payer. En l'absence d'une semblable sommation, celui-ci ne serait pas tenu de payer les intérêts des sommes dues par lui et comprises dans le passif de sa faillite (1).

La jurisprudence et la majorité des auteurs ne se sont pas ralliés à ce système. Ils ont admis, avec raison, que le débiteur devait, pour obtenir sa réhabilitation, rembourser les intérêts de toutes ses dettes sans distinguer entre celles qui étaient ou non productives d'intérêts avant le jugement déclaratif.

Il ne faut pas oublier, en effet, le grand principe qui domine toute cette matière et que nous avons rappelé au début de la présente section (2).

Pour que la réhabilitation soit possible il est nécessaire que les créanciers soient entièrement désintéressés; qu'ils soient comme l'a dit un arrêt (3)

1900. Documents parlementaires (Sénat), annexe n° 17, p. 12. V. aussi la proposition de MM. Millaud et Bardoux, *Journal Officiel* 1889 (Sénat), annexe p. 191 et, lors des travaux préparatoires de la loi du 4 mars 1889, Séance de la Chambre du 20 octobre 1888 : Discussion de l'amendement de MM. Vergoin, Barré et Saint-Martin (V. ces débats dans l'appendice du *Commentaire théorique et pratique des lois du 4 mars 1889 et du 4 avril 1890 sur la liquidation judiciaire*, de M. RIVIÈRE, p. 416 et suiv.)

(1) DE FOLLEVILLE, note citée *supra*, dans DALLOZ, 1875, II, 89; LAROCHE-SAYSSINEL, *Formulaire général des faillites et banqueroutes*, t. II, n° 2020; DALLOZ, *Jurisprudence générale*, (V° Faillites et banqueroutes n° 1545); Supplément, eod. V° n° 1491.

(2) Voir *Supra*, p. 66.

(3) Douai, 12 mars 1875, DALLOZ, 1875, II, 89.

« remis exactement au même état où ils seraient si leur débiteur n'avait point cessé ses paiements ». Or il est évident que, si ce dernier n'avait pas été mis en faillite, chaque créancier remboursé de son capital aurait pu lui faire produire des intérêts. Il a donc perdu une somme équivalente au montant de ces intérêts et il ne sera complètement indemne que lorsqu'il en sera payé sans aucune restriction. Si ce paiement n'avait pas lieu, toutes les traces de la faillite ne seraient pas effacées ; comme le dit très bien un second arrêt de la Cour de Douai (1) « le créancier resterait en perte de la jouissance du capital depuis le jour de son exigibilité ».

Les arguments présentés par le premier système ne sont pas de nature à ébranler ce principe. Les deux derniers sont faciles à écarter. Nous ne méconnaissions pas qu'au point de vue pratique, ce système favorise beaucoup la réhabilitation commerciale, résultat satisfaisant à tous égards. Mais la seule conséquence logique à tirer de cette solution serait de rendre nécessaire une modification à la règle aujourd'hui admise sur le payement des intérêts des dettes. Nous aurons à examiner cette question à propos des réformes à apporter à l'institution (2). Mais actuellement nous avons uniquement à interpréter une disposition positive. Et si, au point de vue législatif, le système adverse est meilleur, il ne s'ensuit nullement qu'il soit le plus conforme au

(1) Douai, 26 décembre 1877. DALLOZ, 1878, II, 38.

(2) V. *infra*, III^e partie.

véritable sens de l'article 604. D'ailleurs, en 1807 et en 1838, le but du législateur n'était pas de rendre plus facile la réhabilitation des faillis. Son intention prédominante était de la refuser tant que les créanciers n'auraient pas été intégralement désintéressés (1).

Les partisans du premier système prétendent encore que notre théorie aboutit à une contradiction dans les effets du jugement déclaratif qui tantôt arrêterait le cours des intérêts et tantôt les ferait courir. Cette objection n'est que spécieuse. Si ce jugement arrête le cours des intérêts c'est en effet — et l'article 445 du Code de commerce le déclare d'une manière expresse — « à l'égard de la masse seulement ». Or ici, il s'agit de les envisager à l'égard du failli, et sous cet aspect, les intérêts continuent incontestablement de courir (2).

L'argument tiré des règles du droit commun sur la mise en demeure est plus grave. D'après ces règles, une sommation de payer est, en principe, nécessaire pour qu'une créance, ayant pour objet une somme d'argent, puisse produire des intérêts (art. 1153 nouveau, C. civ.).

On pourrait répondre tout d'abord qu'il n'est pas absolument certain que ces règles du droit civil s'appliquent aux dettes commerciales. Beaucoup d'auteurs et d'arrêts le contestent (3). Mais sans entrer dans

(1) V. *supra*, les travaux préparatoires du Code de commerce.

(2) V. *supra*, 1^o Créances qui produisaient des intérêts avant le jugement déclaratif, p. 74.

(3) V. à cet égard : LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de droit commercial*, t. III, n^o 32.

cette controverse d'un intérêt plus général, nous croyons que, pour des motifs spéciaux, ces règles ne doivent pas être invoquées en notre matière.

Les motifs qui ont fait édicter cette disposition ne s'y rencontrent pas en effet. Cet article 1153 a été écrit dans un but de protection pour le débiteur (1).

On a voulu attirer son attention sur ce fait que les intérêts vont commencer à grossir le capital de sa dette et qu'il va s'exposer ainsi à une condamnation plus considérable. Mais ici cet intérêt n'existe plus puisque le paiement ne peut pas être exigé (2). Comme l'a très bien dit Bédarride (3), un acte judiciaire ou extra-judiciaire intervenant après le jugement déclaratif, doit être considéré « comme inutile et comme frustratoire. » — Frustratoire, car c'est, en définitive, le failli qui en supporterait les frais sans aucun intérêt pour lui. — Inutile, car toute la procédure de la faillite équivaut bien à une sommation de payer. Entre les deux, une seule différence existe : c'est que cette procédure est exercée par le syndic au nom de tous les créanciers, au lieu d'être exercée par ces derniers à titre individuel. A l'égard du failli, les conséquences sont les mêmes. Il est donc suffisamment mis en demeure pour que les intérêts puissent courir (4).

(1) V. le passage de Demolombe, cité *supra*, et le t. XXIV de cet auteur, n° 625.

(2) BOISTEL, *Précis de droit commercial*, n° 1103.

(3) *Traité des faillites et banqueroutes*, t. III, n° 1311. Un arrêt de la Cour de Douai du 16 décembre 1877 a repris la même formule, DALLOZ, 1878, II, 38.

(4) BOISTEL, *op. cit.*, n° 1103 ; LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. I, n° 273.

Mais, bien qu'inutile, une sommation n'est-elle pas cependant nécessaire au point de vue juridique et, puisqu'il n'existe pas de texte spécial, les règles du droit commun ne doivent-elles pas être appliquées ici ? Si l'affirmative était exacte, il faudrait, par un motif analogue, décider que la prescription quinquennale des intérêts, écrite également dans le Code civil (art. 2277), pourrait aussi être invoquée par le failli qui sollicite sa réhabilitation. Et cependant tout le monde est d'accord pour l'écarter en cette matière (1). Pourquoi n'en serait-il pas ainsi des règles du droit civil sur la mise en demeure ? A défaut d'un texte précis (2), l'esprit de la loi exige — nous l'avons montré — que ces règles soient écartées en matière de réhabilitation commerciale. S'il fallait les admettre en effet, il faudrait décider, comme le veut le premier système, que les intérêts de certaines dettes ne seraient pas payés par le débiteur. Or, le législateur a voulu, avant tout, que les créanciers fussent remboursés d'une manière intégrale, de telle sorte que toutes les conséquences de la faillite fussent effacées. Tel est le principe, — principe tellement fondamental qu'on ne pourrait y faire échec, sans modifier complètement les caractères de l'institution. — C'est ce que ferait très certai-

(1) V. *infra*, p. 85.

(2) L'article 604 paraît cependant plutôt corroborer le système que nous exposons. Sans faire la moindre distinction, il parle des intérêts des « sommes dues », expression qui, par sa généralité, semble bien viser toutes les dettes du failli, qu'elles soient ou non productives d'intérêts avant le jugement déclaratif.

nement l'application des règles du droit commun à cette question des intérêts. La Cour de Douai, dans l'arrêt que nous avons déjà cité (1), a fort bien résumé cette idée en disant « que les principes du Code civil sur la mise en demeure comme sur la prescription ou la remise de dette, etc..., sont sans application en cette matière, où les juges ont uniquement à apprécier la réalité absolue du remboursement intégral ».

La conclusion à donner à cette controverse est donc la suivante : le débiteur qui veut être réhabilité doit payer non seulement le capital, mais encore *les intérêts de toutes ses dettes sans exception*, notamment sans avoir à se préoccuper du point de savoir si ces dettes étaient ou non productives d'intérêts avant le jugement déclaratif et s'il est intervenu, postérieurement à ce jugement, une mise en demeure spéciale. C'est la théorie qui, malgré les divergences signalées plus haut, a définitivement triomphé (2).

b. — Fixation du montant des intérêts.

Le chiffre des intérêts à payer par le débiteur en état de faillite ou de liquidation judiciaire dépend,

(1) Arr. 12 mars 1875.

(2) Douai, 12 mars 1875, SIREY, 1875, II, 165, DALLOZ, 1875, II, 89; Douai, 26 décembre 1877, SIREY, 1878, II, 56, DALLOZ, 1878, II, 38, *Pandectes chr.*, V, II, 301; Riom, 13 décembre 1894, cité dans le répertoire des *Pandectes françaises* (V^o Faillite, n^o 9620). — BÉDARRIDE, *op. cit.*, t. III, n^o 1314; BRAVARD-VEYRIÈRES et DEMANGEAT, *Traité de droit commercial*, t. VI, p. 157; ALAUZET, *Commentaire du Code de commerce et de la législation commerciale*, t. IV, n^o 1945; ROUSSEAU et DEFERT, *Code annoté des faillites et banqueroutes*, p. 564; BOISTEL, *op. cit.*, n^o 1103; RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de droit commercial* (V^o Réhabilitation, n^o 22).

pour chacune des dettes, de deux éléments : 1° le taux des intérêts ; 2° le temps pendant lequel ceux-ci ont couru.

1° *Calcul du taux.* — A moins de convention contraire (1), les intérêts doivent être calculés au taux légal.

A cet égard il est nécessaire de distinguer les dettes commerciales et les dettes civiles. L'intérêt légal des premières — qui sont de beaucoup les plus nombreuses dans le cas qui nous occupe — est aujourd'hui de 5 pour 100. Celui des dettes civiles, qui peuvent se rencontrer exceptionnellement, est moins élevé : il a été fixé récemment à 4 pour 100 (loi du 7 avril 1900). Selon qu'il s'agira de l'une ou de l'autre de ces dettes, le débiteur qui sollicite sa réhabilitation devra donc payer les intérêts à 4 ou 5 pour 100 (2).

2° *Calcul du temps.* — Des deux dates entre lesquelles courent les intérêts, la dernière ne fait l'objet d'aucune discussion. Les intérêts sont dus, pour chaque dette, jusqu'au jour de son remboursement. Cette règle est la conséquence logique du principe que nous avons posé en commençant : les créanciers doivent être remis dans l'état où ils se seraient trouvés si le débiteur n'avait pas cessé ses

(1) Une convention de ce genre n'est pas, d'ailleurs, absolument libre, du moins pour les prêts civils où les créanciers ne peuvent pas valablement stipuler des intérêts supérieurs au taux légal. Cette stipulation serait usuraire. Pour les prêts commerciaux, au contraire, la liberté du taux de l'intérêt est complète. (Lois des 3 septembre 1807 et 13 janvier 1886 combinées.)

(2) THALLER, *Traité élémentaire de droit commercial*, n° 1948.

payements. Il est certain que ce but ne peut être atteint que si les intérêts sont acquittés jusqu'au moment du paiement du principal; car si les créanciers n'avaient pas été privés du capital, ils auraient pu lui faire produire des intérêts sans la moindre interruption (1).

Il importe peu, d'ailleurs, que le remboursement se produise avant ou après cinq années. La règle du droit civil, en vertu de laquelle les intérêts sont prescrits après ce laps de temps, ne doit pas être appliquée ici: elle n'aurait pas de raison d'être (2). En édictant cette prescription spéciale, le législateur a eu en vue deux motifs: Il a voulu, d'abord, empêcher qu'un créancier laissât accumuler pendant très longtemps des intérêts qui auraient fini par grossir démesurément le capital. A cet égard « c'est en haine de la négligence du créancier », comme on l'a dit quelquefois, que cette prescription est permise. Les rédacteurs du Code civil ont pensé, en outre, qu'après cinq années le paiement avait très probablement eu lieu.— Mais lorsqu'il s'agit d'un débiteur en faillite qui sollicite sa réhabilitation, on ne peut évidemment parler ni de négligence des créanciers à poursuivre, ni de présomption de paiement. On comprend donc que tout le monde soit d'accord pour décider qu'il n'y a pas lieu, en cette matière, d'appli-

(1) DOUAI, 12 mars 1875, cité *supra*; BÉDARRIDE, *op. cit.*, III, n° 1311; RUBEN DE COUDER, *op. et loc. cit.*, n° 22.

(2) Arrêt de Douai précité; DALLOZ: *Jurisprudence générale*, Supplément (V° Faillites et Banqueroutes, n° 1490).— LYON-CAEN et RENAUULT, *op. cit.* IV, n° 985 *bis*.

quer la prescription quinquennale de l'article 2277 du Code civil (1). Il faut remarquer, du reste, que tant que dure la faillite, la question n'offre aucun intérêt. La prescription, en effet, est interrompue par l'admission au passif et, pendant que les opérations de la faillite continuent, cette interruption est permanente.

Les intérêts courent donc, sans restriction d'aucune sorte, jusqu'au jour du remboursement du principal de la dette.

Sur la date, à compter de laquelle les intérêts sont dus, les avis sont au contraire partagés.

Pour les auteurs qui prétendent qu'une mise en demeure individuelle et conforme à celle exigée par le Code civil (article 1153) est nécessaire, la question ne se pose pas (2). Le point de départ des intérêts est déterminé par la date de la sommation de payer, faite précisément dans ce but par le créancier. Nous avons déjà exposé ce système que nous avons écarté avec la jurisprudence et la grande majorité de la doctrine (3).

Pour tous ceux qui — comme nous — dans cette précédente discussion, se sont ralliés à la théorie

(1) La plupart des projets de réformes appliquent, au contraire, la prescription de cinq ans aux intérêts. V. proposition de MM. Millaud et Bardoux, *Journal officiel* 1889, annexes du Sénat, p. 191 ; amendement de MM. Vergoin, Barré et Saint-Martin, lors de la discussion de la loi du 4 mars 1889 (séance de la Chambre, 20 octobre 1888), cité *supra* ; proposition de M. le sénateur Bérenger, *Journal officiel*, 1900, annexes du Sénat, p. 13. Cette disposition relative aux intérêts a été votée dans la séance du Sénat du 15 novembre 1901. Sur cette réforme, v. *infra*, III^e partie.

(2) LAROQUE-SAYSSINEL ; DE FOLLEVILLE, *op. et loc. supra cit.*

(3) V. *supra*, p. 75 et suiv.

opposée, la question subsiste et doit être résolue.

Un certain nombre d'auteurs et quelques arrêts estiment que les intérêts sont dus à compter *du jugement déclaratif*. Ils raisonnent de la façon suivante : Ce qui remplace ici la mise en demeure du droit commun, c'est l'état de faillite avec les conséquences qu'il entraîne. Or, par définition, cet état existe depuis le jour du jugement prononçant la faillite. C'est donc la date de ce jugement qui seule doit être prise en considération. Les différentes formalités de la procédure ultérieure ne peuvent pas avoir le même effet (1).

La Cour de cassation et les commentateurs les plus récents du droit commercial n'ont pas suivi ce système. D'après la Cour suprême, comme d'après ces auteurs, les intérêts ne doivent être payés qu'à partir de la *production des titres* à la faillite. Cette production consiste dans la remise au greffier du tribunal de commerce ou au syndic de la faillite des titres de leurs créances, avec un bordereau indicatif des sommes par eux réclamées (art. 491 du C. com.). C'est cet acte seul qui manifeste d'une manière non équivoque la volonté formelle du créancier d'être payé du principal de sa créance et, à défaut de ce paiement, de bénéficier des intérêts que la loi lui accorde. Il n'y a donc véritablement sommation de

(1) Voir les deux arrêts de Douai de 1875 et 1877 cités *supra* ; BÉDARRIDE, *op. et loc. cit.* ; ALAUZET, *op. et loc. cit.* ; ROUSSEAU et DEFERT, *op. cit.*, p. 564, n° 9 ; RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de droit commercial* (V° Réhabilitation, n° 22).

payer, dans le sens de l'article 1153 du Code civil, qu'à compter de ce moment-là (1).

La Cour de cassation a exprimé ces idées dans les termes suivants : « Cet acte (la production des titres) saisit la justice de la réclamation du créancier quant au principal de la créance et interpelle tout à la fois le failli, qui peut former un contredit et le syndic, qui seul a qualité pour payer; il satisfait, dès lors, à la disposition finale de l'article 1153 du Code civil : par suite..... le créancier est fondé à demander qu'il lui soit tenu compte des intérêts courus depuis la production qu'il a faite jusqu'au paiement qu'il a reçu (2). » — Au point de vue pratique, la date de la production pour chaque créancier est, d'ailleurs, facile à établir par le récépissé que doit lui donner le greffier du tribunal ou le syndic de la faillite, conformément aux dispositions du Code de commerce (art. 491 et 492).

Tel est donc, en principe, le point de départ du cours des intérêts.

Mais cette règle comporte des exceptions.

(1) Tel n'est pas, au contraire, le caractère de l'affirmation de la créance, que l'on a parfois proposée comme devant être le point de départ des intérêts. Mais cette solution est généralement repoussée. (V. l'arr. Cass. du 17 janvier 1893, cité *infra*, et LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. I, n° 273).

(2) Cass. 17 janvier 1893, SIREY, 1894, I, 113, DALLOZ, 1893, I, 537; *Pandectes françaises*, 1894, I, 22. — BOISTEL, note dans DALLOZ sous l'arrêt ci-dessus; LYON-CAEN et RENAULT, *op. et loc. cit.*; THALLER, *Traité élémentaire de droit commercial*, n° 1948. — Il a été jugé aussi, ce qui constitue un important argument d'analogie, que la production à un ordre pour le capital d'une créance a l'effet attribué aux demandes en justice par l'ancien article 1153 C. civ. (Cass. 9 février 1864, DALLOZ; 1864, I, 72; ARBRY et RAU, 4^e édit., t. IV, § 308, note 15).

Nous ne voulons pas parler simplement des créances productives d'intérêts avant le jugement déclaratif, pour lesquelles l'exception est évidente. Les créances auxquelles nous faisons surtout allusion, sont celles qui ne sont pas encore échues au moment de la déclaration de faillite. Les intérêts de ces créances ne sont dus qu'à compter de l'échéance réelle.

Cette solution a été critiquée. M. de Folleville (1) la déclare « arbitraire et illogique ». L'ouverture de la faillite ayant pour effet de rendre exigibles les créances non échues, celles-ci se trouvent assimilées aux créances pures et simples. Dans le système de la jurisprudence, elles devraient, dès lors, produire intérêts sans qu'on eût à se préoccuper de l'arrivée de l'échéance, l'état de faillite équivalant à la mise en demeure exigée par le droit commun. Et l'auteur cité tire argument de cette prétendue contradiction en faveur du système, préconisé par lui, de la nécessité d'une demande en justice spéciale pour faire courir les intérêts.

La contradiction n'est qu'apparente. Elle s'explique facilement si l'on se rappelle le principe fondamental qui a été indiqué plusieurs fois déjà dans ce chapitre, et qui peut se formuler ainsi : Pour obtenir sa réhabilitation, le débiteur doit désintéresser ses créanciers de telle façon que ces derniers soient remis dans la situation pécuniaire où ils seraient s'il n'y avait pas eu cessation de paiements. Or, s'il n'y avait pas eu

(1) Note dans DALLOZ, 1875, II, 89, citée *supra*.

faillite, il est certain que les créanciers n'auraient profité des intérêts qu'à partir de l'échéance réelle de leur créance. Ils ne peuvent donc pas demander au débiteur de les faire bénéficier des intérêts courus auparavant. Sans doute, le jugement déclaratif a rendu les créances à termes exigibles, mais c'est là une conséquence attachée exclusivement à la faillite dont les créanciers d'un débiteur qui sollicite sa réhabilitation ne peuvent faire état, en vertu du principe rappelé plus haut, — comme, de son côté, le débiteur ne peut faire état des avantages à lui concédés par un concordat ou des nullités de certains actes prononcées par les articles 446 et suivants du Code de commerce. — Il s'agit, pour le failli, de faire disparaître toutes les conséquences de la faillite. L'exigibilité immédiate des dettes — qui est une des plus importantes — ne peut donc subsister. C'est cependant le résultat auquel aboutit le système opposé en fixant le point de départ des intérêts des dettes à terme avant que leur échéance ne soit arrivée. Aussi, décide-t-on, presque unanimement, que dans cette hypothèse spéciale et par dérogation à la règle ordinaire, les intérêts ne doivent être payés par le débiteur pour remplir les conditions de la réhabilitation commerciale, qu'à compter de l'échéance réelle des dettes non encore échues au moment de l'ouverture de la faillite (1).

(1) BÉDARRIDE, *op. cit.*, t. III, n^{os} 1310 et 1311 ; ALAUZET, *op. et loc. cit.* ; ROUSSEAU et DEFERT, *op. et loc. cit.* ; RUBEN DE COUDER, *op. et loc. cit.*, 1^{re} éd. V^o n^o 22.

c) *Les intérêts des intérêts doivent-ils être payés par le débiteur qui veut obtenir sa réhabilitation?*

Jusqu'au jour du remboursement de ses dettes, le failli en conserve non seulement le capital, mais encore les intérêts. Ne serait-il pas juste dès lors qu'il paie l'équivalent de leur jouissance sous la forme d'intérêts nouveaux? De cette façon, les intérêts des dettes seraient capitalisés, c'est-à-dire qu'ils viendraient grossir le capital et, comme lui, seraient, à leur tour, productifs d'intérêts. C'est ce que les jurisconsultes appellent l'anatocisme.

En droit civil, l'anatocisme est permis par l'article 1154; mais il est enfermé dans des limites si étroites que cette autorisation est toute de principe. S'applique-t-elle à la réhabilitation commerciale? Autrement dit, les créanciers du failli peuvent-ils exiger le payement des intérêts des intérêts?

La plupart des auteurs se sont prononcés pour la négative. Les conditions exigées par le Code civil pour que l'anatocisme ait lieu ne se rencontrent pas ici. Il faut que les intérêts soient dus pour une année entière et, en outre, qu'il soit intervenu une convention spéciale ou une demande en justice tendant à cette production nouvelle d'intérêts. La loi a édicté ces conditions dans le but de protéger les débiteurs contre les dangers de la capitalisation des intérêts. Elle les considère, avec raison, comme de la plus haute importance. « On ne saurait mettre, dans le patrimoine du débiteur, a dit Demolombe

en parlant de l'anatocisme (1), un germe de ruine plus actif et plus dévorant. » Le législateur a voulu que l'attention du débiteur soit attirée sur ce péril, afin qu'il ne s'endorme pas dans une sécurité trompeuse. De là les conditions rigoureuses écrites dans l'article 1154 du Code civil. A défaut de dispositions spéciales contraires, ces conditions, qui constituent le droit commun de la matière, doivent être appliquées ici (2). Rien ne permet de les écarter. Et si — ce qui se produira presque toujours — ces conditions n'ont pas été remplies, les intérêts des intérêts ne devront pas être remboursés par le débiteur.

La théorie opposée produit, en outre, une très grave conséquence ; elle rend la réhabilitation tellement difficile qu'elle en fait une institution absolument illusoire. On a calculé qu'un capital, soumis à l'anatocisme, était doublé en quatorze années environ. Jamais un individu qui vient d'être ruiné ne parviendra à rembourser de pareilles sommes. Il ne l'essayera même pas ; de telle sorte que cette solution arrive à effacer pratiquement la réhabilitation de notre loi commerciale (3).

Cette conséquence était de nature à attirer l'atten-

(1) *Traité des contrats*, t. I, n° 650.

(2) De cette façon les intérêts des intérêts ne seraient dus qu'à compter d'une demande en justice. Il est vrai que d'après MM. LYON-CAEN et RENAULT (*op. cit.*, II, n° 984), la production à la faillite équivaldrait à une demande en justice au point de vue de l'anatocisme comme du cours des intérêts.

(3) De Folleville ; note dans DALLOZ, 1875, II, 89 ; RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de Droit commercial* (V° Réhabilitation, n° 22) ; LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, II, n° 984.

tion des commentateurs. Aussi a-t-elle influé beaucoup sur la décision de ceux qui se sont ralliés au premier système. Elle a même fini par modifier la jurisprudence qui paraissait plutôt fixée dans le sens opposé, et un arrêt récent (1) a décidé que les intérêts des intérêts ne devaient pas être remboursés par le débiteur qui sollicitait sa réhabilitation.

Nous croyons pourtant qu'il est plus exact de décider que le débiteur doit payer les intérêts capitalisés. Nous ne méconnaissions pas, certes, les inconvénients de ce système au point de vue pratique. Il est évident que les conditions de la réhabilitation seront ainsi à peu près impossibles à réaliser. Mais ce n'est pas la jurisprudence qui peut porter remède à cet état de choses, c'est la loi. Nulle part, plus qu'en cette matière, une modification législative n'est nécessaire. Jusque-là, quelque rigoureux que soit ce système, il ne nous paraît pas possible d'en écarter l'application.

Cette solution résulte logiquement de celle que nous avons admise plus haut au sujet des créances non productives d'intérêts. Comme on le prétend ici pour l'article 1154 du Code civil, on soutenait alors qu'il fallait appliquer à ces créances l'article 1153 du même Code, qui exige une mise en demeure spéciale pour faire courir les intérêts. Les arguments invoqués sont les mêmes. Ils peuvent se résumer ainsi : En l'absence d'une disposition contraire écrite à propos

(1) Paris, 16 février 1900, *Le Droit*, 13 septembre 1900.

de la réhabilitation commerciale, l'application des principes généraux du droit s'impose absolument. Nous avons déjà écarté cette solution comme contraire aux règles fondamentales de notre matière. Il en est de même pour la controverse des « intérêts des intérêts. » La pensée qui domine, avant tout, les dispositions du Code de commerce que nous étudions n'est pas douteuse. Elle a été indiquée à plusieurs reprises dans les travaux préparatoires du Code de 1807 et de la loi du 28 mai 1838. Rien ne peut autoriser la jurisprudence à l'éluder. Les créanciers doivent être remis exactement dans la situation où ils auraient été s'il n'y avait pas eu faillite et si, par suite, ils avaient été payés à l'époque normale. Nous ne saurions trop répéter ce principe qui donne la solution de toutes les contestations que soulève l'article 604 du Code de commerce. Or, si on l'applique à celle que nous examinons actuellement, il ne saurait y avoir doute sur la théorie à adopter. Si les créanciers avaient été remboursés de leur capital dès l'origine et sans attendre la réhabilitation, il est certain qu'ils auraient pu placer les intérêts de ce capital et faire produire des intérêts aux intérêts eux-mêmes. Ils ne seront donc véritablement désintéressés, comme la loi le veut, que s'ils sont payés des intérêts capitalisés. Les parquets — et spécialement celui de la Seine — se sont montrés fidèles observateurs de cette règle. Ils ont toujours exigé ce paiement; aussi, en pratique, les faillis qui ont obtenu leur réhabilitation depuis le Code de commerce ont

presque tous remboursé les intérêts des intérêts (1).

Cette solution est juridique ; mais, en fait, elle est des plus critiquables. Elle oblige les débiteurs à payer deux ou trois fois le montant du principal de leurs dettes primitives. Tant qu'elle subsistera, la réhabilitation restera à peu près inabordable pour les faillis et les débiteurs en état de liquidation judiciaire. Ce n'est donc qu'à regret que nous l'avons adoptée en souhaitant la suppression de cette exigence véritablement excessive.

C. — *Frais.*

Pour obtenir sa réhabilitation, le débiteur doit non seulement acquitter le principal et les intérêts des dettes comprises dans le passif de sa faillite, il doit encore payer les *frais* (art. 604, C. com.).

Que faut-il entendre par cette expression ? Il y a, en effet, deux sortes de frais successivement engagés : 1° Les frais faits par chacun des créanciers, avant la faillite, pour faire reconnaître son titre ; 2° ceux faits par le syndic, pendant la faillite, dans l'intérêt de tous les créanciers et qui sont à la charge de la masse.

Bien que cette interprétation ait été critiquée (2),

(1) V. DALLOZ, *Jurisprudence générale*, Supplément (V° Faillites, n° 1492) ; *Pandectes françaises*, Répertoire (V° Faillite, n° 9623). — Cette solution résulte implicitement, sinon expressément, de l'arrêt de Douai du 12 mars 1875, cité *supra*. — V. toutefois, en sens contraire, l'arrêt récent de Paris, du 16 février 1900 (*Le Droit*, 13 septembre 1900).

(2) Notamment dans les travaux préparatoires de la loi du 4 mars 1889. A la séance de la Chambre du 20 octobre 1888, lors de la discussion de

on entend généralement l'expression « frais » dans le sens le plus large : elle est appliquée à l'une et à l'autre de ces deux catégories.

Cette solution, rigoureuse peut-être, est la seule conforme aux principes. Les frais que la faillite entraîne sont déduits de l'actif à répartir (art. 565, C. com.). Le principal des créances représenté partiellement par les dividendes distribués se trouve ainsi diminué de ce chef d'une certaine somme dont les créanciers doivent être indemnisés. Sans ce remboursement ils ne seraient pas intégralement désintéressés et replacés dans l'état où ils auraient dû être s'il n'y avait pas eu faillite, ce qu'exigent le texte et l'esprit de la loi (1).

§ 2. — *Modes de paiement.*

Le paiement s'effectue conformément au droit commun (art. 1235 et suivants du Code civil) et ne souffre en général aucune difficulté.

Il faut cependant remarquer que l'accomplissement du paiement des dettes, en matière de réhabilitation commerciale, a toujours été entendu d'une manière particulièrement rigoureuse. La règle que la juris-

l'amendement de M. Vergoin (V. cette discussion dans l'appendice du *Commentaire théorique et pratique de la loi sur la liquidation judiciaire* de M. RIVIÈRE, p. 416 et suiv.).

(1) DALLOZ, *Jurisprudence générale* (V° Faillites, n° 1546); ALAUZET, *Commentaire du Code de commerce et de la législation commerciale*, t. IV, n° 1945; ROUSSEAU et DEFERT, *Code annoté des faillites*, p. 564, n° 11; RUBEN DE COUDER, *op. cit.* (V° Réhabilitation, n° 22 bis); LAROQUE-SAYSSINEL, *Formulaire général des faillites et banquerouets*, t. II, n° 2021.

prudence a sans cesse observée et dont nous aurons à faire l'application dans la suite a été formulée ainsi par plusieurs auteurs (1) : Le paiement exigé du failli doit être *réel* et *effectif*; autrement dit, il est indispensable qu'en fait ce paiement ait eu lieu. Il ne suffirait pas : 1^o qu'il y ait eu un paiement fictif ou simulé, c'est-à-dire un acte présentant toutes les apparences d'un paiement, mais n'étant en réalité qu'une véritable donation (2); 2^o que le débiteur ait simplement offert de payer les sommes dues par lui. Il ne faut pas confondre, en effet, une offre de paiement avec le fait même du paiement (3). Dans l'un des cas, la prestation est accomplie; dans l'autre elle ne l'est pas encore, mais le débiteur s'engage à l'effectuer. Il est évident qu'une offre ne remplit pas le but exigé par l'article 604 C. com., des termes duquel il résulte bien que le paiement doit avoir réellement existé. — La jurisprudence a fait l'application de cette distinction dans une hypothèse toute spéciale, celle d'un failli débiteur d'une succession à laquelle il était appelé pour partie. Il a été jugé qu'il était nécessaire pour qu'il fût considéré comme ayant acquitté sa dette, qu'il eut, soit payé réellement à la succession les sommes qu'il lui devait, soit effectué, au moment du partage, un rapport en moins

(1) RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de droit commercial* (V^o Réhabilitation, n^o 13); LAROQUE-SAYSSINEL, *op. cit.*, t. II, n^o 2013.

(2) Telle serait la remise de dette volontaire. V. *infra*, p. 109 et suiv.

(3) Ce que nous disons ici ne s'applique qu'aux offres pures et simples mais non aux offres réelles qui seraient, au contraire, assimilables à un paiement proprement dit, comme nous l'établirons plus loin.

prenant. Une offre pure et simple de consentir à ce rapport n'a pas été, au contraire, reconnue suffisante (1).

Quelle que soit la dette à acquitter, il faut donc qu'un véritable paiement ait eu lieu. Mais doit-on entendre cette expression dans le sens tout à fait strict que lui donne le Code civil? La jurisprudence et les commentateurs du droit commercial ne l'ont pas pensé. Ils se sont attachés avant tout, ici comme dans la détermination de l'objet du paiement, à l'esprit de la loi. Il leur était d'autant plus facile de le faire que les textes relatifs à la réhabilitation n'emploient pas expressément le mot « paiement ». L'article 604 du Code de commerce exige simplement que le failli ait intégralement « acquitté » toutes les sommes par lui dues. La portée de cette expression n'est pas, en ce qui concerne les modes de paiement, le moins du monde restrictive. Elle permet d'assimiler au paiement un certain nombre d'autres actes qui éteignent également les obligations (2). Mais il ne faudrait pas étendre cette solution à tous ces actes. Pour certains d'entre eux, l'intention du législateur s'y oppose d'une manière évidente. Il y a donc une distinction à faire, distinction qui, en l'absence de textes précis, repose sur l'esprit de la loi commerciale. Son interprétation, en cette matière, n'a pas été sans difficultés et l'on discute en-

(1) Pau, 19 avril 1853, SIREY, 1853, II, 489, DALLOZ, 1853, II, 316.

(2) Ces actes sont énumérés dans l'article 1234 du Code civil et font l'objet du chapitre v du titre des contrats.

core sur le point de savoir si certains actes — la remise de dette notamment — doivent être rangés dans l'une ou l'autre de ces catégories : parmi les actes qui, à l'égard de la réhabilitation, sont équivalents au paiement proprement dit ou parmi ceux qu'il est impossible d'assimiler à ce mode d'extinction des dettes.

A. — Actes équivalents au paiement.

Ils sont au nombre de quatre :

1^o La confusion ;

2^o La dation en paiement ;

3^o La compensation ;

4^o Les offres réelles suivies de consignation.

Nous les examinerons successivement.

1^o *La confusion.* — C'est la réunion sur la même tête des deux qualités de créancier et de débiteur de la même obligation. Il y aurait confusion, par exemple, si le failli succédait à titre universel à l'un de ses créanciers, hypothèse qui n'a rien d'anormal. Tous les auteurs assimilent, en notre matière, la confusion au paiement proprement dit. Le débiteur n'a plus à s'acquitter envers le créancier puisque débiteur et créancier constituent une seule et même personne. A partir de ce moment, il est bien réellement et effectivement libéré de sa dette au sens où l'esprit de la loi l'exige. D'ailleurs, la confusion rend évidemment désormais impossible pour la créance éteinte l'opposition prévue par le Code de

commerce à la demande en réhabilitation de la part des créanciers non désintéressés. Le débiteur pourra donc, s'il a acquitté toutes ses autres dettes, se faire réhabiliter (1).

2° *La dation en paiement*. — Elle doit être assimilée au paiement proprement dit. Cette solution se comprend facilement. — La *datio in solutum* n'est qu'une variété du paiement. Il est vrai qu'en principe un créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui est due (art. 1243 C. civil). Mais s'il l'accepte, et c'est là précisément le cas de la dation en paiement, il est très certainement désintéressé comme il le serait par le paiement lui-même. A côté du consentement du créancier, il y a la remise effective d'une certaine chose, ce qui suffit pour que la libération ne soit pas simplement fictive, mais au contraire véritablement réelle, dans le sens étymologique du mot (2).

Le failli qui donne en paiement une valeur quelconque, au lieu de la somme d'argent qui fait l'objet de la dette, peut donc néanmoins obtenir sa réhabilitation. C'est ce qui arrivera s'il opère par exemple le paiement en actions industrielles. Il est vrai que la jurisprudence exige alors que ces actions soient

(1) BOISTEL, *Précis de droit commercial*, n° 1103 ; LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, II, n° 981 ; THALLER, *Traité élémentaire de droit commercial*, n° 1949. — V. aussi la note de M. de Folleville dans le Recueil de DALLOZ, *op. et loc. cit.*

(2) Voir les auteurs cités à la note précédente, qui décident, comme pour la confusion, que la dation en paiement doit être assimilée au paiement proprement dit.

cotées à la bourse afin de permettre au créancier de savoir si elles ont une valeur égale au prix pour lequel elles sont données (1). Cette disposition est l'application de cette autre règle que la réhabilitation n'est pas possible si le créancier n'a pas été intégralement désintéressé. Mais cette décision ne met pas obstacle en principe à un paiement de ce genre.

3° *La compensation.* — Si l'un des créanciers du failli se trouve être, en même temps, son débiteur, il y a extinction réciproque des deux dettes jusqu'à concurrence de la plus faible. Il s'opère entre elles une compensation.

Ce mode d'extinction a toujours été considéré comme suffisant pour permettre la réhabilitation commerciale. Cette solution dérive naturellement de la précédente. Comme on l'a dit, en effet « la compensation n'est à bien prendre qu'une dation en paiement effectuée en vertu des dispositions de la loi » (2). Le failli donne en paiement, au lieu de la somme d'argent promise, une autre valeur qui consiste précisément dans sa créance contre son propre créancier. Il faut donc regarder aussi la compensation comme un véritable paiement (3).

(1) Paris, 5 mai 1860, *Journal des tribunaux de commerce*, 1860, p. 367. RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de droit commercial* (V° Réhabilitation, n° 17).

(2) BAUDRY-LACANTINERIE, *Précis de droit civil*, t. II, n° 1113.

(3) V. les auteurs cités en note à propos de la confusion. DEMOLOMBE (*Traité des contrats*, t. V, n° 478), assimile bien aussi la compensation à un paiement: « La compensation est donc finalement, dit-il, la fiction d'un paiement réciproque de deux dettes, qui dans leur rencontre s'entre-détruisent et s'annihilent. — Qui compense, paye! ».

4° *Des offres réelles et de la consignation.* — Si des créanciers refusaient de recevoir les sommes qui leur sont dues, il est évident que le débiteur ne pourrait pas voir rejeter indéfiniment sa demande en réhabilitation par suite de cette mauvaise volonté persistante. La loi lui donne un moyen de sortir de cette situation : c'est la procédure des offres réelles suivies de consignation, dont les règles sont écrites dans les articles 1257 et suivants du Code civil. — Le débiteur fait présenter la chose due au créancier dans les formes requises et par un officier ministériel compétent. Et, si le créancier refuse de la recevoir, il la remet à la Caisse des dépôts et consignations.

Il peut, dès lors, solliciter sa réhabilitation, comme il aurait pu le faire s'il avait vraiment payé entre les mains du créancier (1). La procédure que nous venons d'indiquer est complètement assimilée par la loi à un paiement effectif. « Les offres réelles suivies d'une consignation, dit l'article 1257 du Code civil, libèrent le débiteur; elles tiennent lieu à son égard de paiement, lorsqu'elles sont valablement faites... ».

Faut-il étendre cette solution à la simple consignation non précédée d'offres réelles?

La question présente de l'intérêt au cas où le failli ne peut pas, par le fait de ses créanciers, payer certaines dettes et où cependant il lui est impossible de recourir à la procédure normale des offres réelles.

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *op. et loc. cit.*; THALLER, *op. cit.*, n° 1949.

C'est ce qui peut arriver dans les deux hypothèses suivantes :

a) Au cas d'incertitude sur l'identité ou sur le domicile d'un ou de plusieurs de ses créanciers. — Le failli voudrait les désintéresser ; mais il ne peut leur faire présenter les sommes qu'il leur doit parce qu'il ne sait pas où les retrouver. La réhabilitation, intervenant en général très longtemps après la faillite, il arrive souvent que les créanciers ont changé de domicile. Il est également possible qu'ils soient décédés dans l'intervalle et que leurs héritiers soient inconnus. Dans toutes ces hypothèses, les recherches faites par le failli sont, la plupart du temps, infructueuses. Une seule ressource lui reste : le dépôt des sommes dues à la Caisse des dépôts et consignations.

b) Au cas de contestation sur la consistance de la créance. — Lorsqu'il fait des offres réelles le débiteur doit, en effet, exhiber la totalité de la somme exigible. Si les deux parties sont en désaccord sur son chiffre, le débiteur est-il obligé, pour obtenir sa réhabilitation, d'attendre que la contestation soit tranchée et ne peut-il pas consigner une somme suffisante (1) qui permettra de désintéresser le créancier sans que celui-ci ait couru aucun risque ?

Dans l'une et l'autre de ces hypothèses on a pu se demander si la simple consignation devait être assimilée au paiement.

(1) C'est la Cour d'appel qui, saisie de la demande, aura à examiner si la somme est suffisante et elle ne prononcera la réhabilitation que dans ce dernier cas.

L'affirmative pourrait être sérieusement contestée. Le Code civil n'assimile un semblable dépôt à un paiement que s'il est précédé d'offres réelles valables. Or, nulle part le failli n'est dispensé de l'accomplissement de cette condition qui a toujours été regardée comme indispensable.

Il ne semble pas cependant que cette théorie ait été véritablement soutenue. Une jurisprudence unanime, approuvée par la doctrine, admet que la simple consignation suffit dans les différents cas signalés plus haut. Il y a bien acte équivalent au paiement dans le sens de la loi : le débiteur s'acquitte en effet de ses dettes d'une manière réelle et effective puisqu'il se dépouille vraiment des fonds qui doivent être versés aux créanciers inconnus. Il réalise ainsi l'effort que notre Code exige du failli qui veut être rétabli dans les droits qu'il a perdus par l'effet du jugement déclaratif. Au point de vue de l'équité, d'ailleurs, ce résultat s'impose. Si le débiteur justifie avoir fait toutes les démarches possibles pour retrouver quelques-uns de ses créanciers et s'il n'a pu y parvenir, il y a là, comme l'a dit la Cour de Bordeaux (1) « un fait absolument indépendant de sa volonté ». Il serait rigoureux de le contraindre à en supporter les conséquences. Un seul moyen lui reste : la simple consignation des sommes dues par lui, en principal, intérêts et frais.

(1) Bordeaux, 6 mai 1874, SIREY, 1875, II, 140, DALLOZ, 1878, V. 275, *Pandectes chr.*, t. V, 2, p. 128.

Il est juste de lui permettre de l'employer (1).

Aussi les différents projets de réforme qui ont été, dans ces dernières années, déposés au Parlement, consacrent-ils tous cette pratique. Ils décident que la justification du dépôt à la Caisse des dépôts et consignations vaut quittance en ce qui concerne les conditions exigées pour une demande en réhabilitation (2).

Il faut remarquer pourtant que, dans ce cas, la situation du failli n'est pas tout à fait la même qu'après la procédure des offres réelles. Ce dernier mode de libération est de plein droit assimilé à un paiement proprement dit. Dans notre hypothèse, au contraire, il y a un certain pouvoir d'appréciation de la part de la Cour saisie de la demande. Il faut qu'elle ait pu se rendre compte que le débiteur a bien fait tout ce qu'il a pu pour retrouver ses créanciers et que, s'il n'a pas effectué son paiement par les moyens ordinaires, c'est uniquement par un fait indépendant de sa volonté. Aussi la plupart des arrêts disent-ils que le failli peut alors être « autorisé » à consigner, ce qui suppose que cette faculté pourrait lui être refusée.

(1) Lyon, 29 juin 1865, SIREY, 1865, II, 299, DALLOZ, 1865, II, 191; Bordeaux, 6 mai 1874, *supra cit.*; Paris, 4 mai 1875 et Nancy, 3 février 1876, DALLOZ, 1878, V, 275. — ESNAULT, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. III, n° 734; ALAUZET, *Commentaire du Code de commerce*, t. VIII, n° 2887; ROUSSEAU et DEFERT, *Code des faillites et banqueroutes*, p. 565, n° 15; LAROQUE-SAYSSINEL, *Formulaire général des faillites*, t. II, n° 2019; RUBEN DE COUDER, *op. cit.* (V° Réhabilitation, n° 20); BOISTEL, *Précis de droit commercial*, n° 1103; LYON-CAEN et RENAUULT, *Traité des faillites*, t. II, n° 981.

(2) Proposition de loi déposée au Sénat en 1889 (*Journal Officiel*, Sénat, annexes 1889, p. 191). Proposition de M. Béranger (*Journal Officiel*, Sénat, annexes 1900, p. 13).

B. — Actes non équivalents au paiement.

Cette deuxième série comprend quatre sortes d'actes :

- 1^o La novation;
- 2^o La prescription libératoire;
- 3^o La remise de dette forcée résultant du concordat;
- 4^o La remise de dette volontaire.

Il faut observer toutefois qu'il y a des contestations assez vives au sujet du dernier de ces actes. Un certain nombre d'auteurs estiment que la remise de dette volontaire doit-être assimilée à un paiement proprement dit. De là une controverse dans laquelle nous avons déjà pris parti en plaçant ce mode d'extinction des obligations parmi les actes qui ne sont pas équivalents au paiement ; mais il nous faudra justifier cette classification.

1^o *La novation.* — La novation éteint bien la dette comme peut le faire la compensation ; mais une nouvelle dette se substitue immédiatement à l'ancienne. Le créancier n'a donc pas reçu une satisfaction réelle. En fait, le failli reste toujours débiteur : « la novation met seulement une dette à la place d'une autre » (1).

Le failli ne peut donc pas se prévaloir d'une quittance obtenue seulement au moyen d'engagements nouveaux. Il est indispensable qu'il ait réelle-

(1) BOISTEL, *Précis de droit commercial*, n^o 1103.

ment acquitté les nouvelles dettes qu'il aurait ainsi contractées (1).

2° *La prescription libératoire*. — Au bout du temps requis pour la prescription, le failli est bien libéré civilement de sa dette. Mais cette libération est toute fictive. Le créancier n'a pas été réellement désintéressé. Or, les principes sur lesquels repose la réhabilitation exigent que l'acquittement des dettes ait ce caractère précis. Aussi tous les auteurs sont-ils d'accord pour décider que la prescription, qu'elle soit de trente ans ou d'un délai moindre, ne peut pas être opposée lorsqu'il s'agit d'obtenir la réhabilitation commerciale. Cette solution est conforme aux déclarations des rédacteurs du Code de commerce qui ont considéré l'institution que nous étudions comme la récompense des sacrifices faits par le débiteur. S'il fallait admettre la possibilité d'invoquer la prescription, il serait vraiment trop facile de se faire réhabiliter. Nous l'avons déjà écartée à propos des intérêts des dettes (2). Il est certain qu'il doit en être de même pour le capital (3).

3° *Remise de dette forcée résultant du concordat*. — La remise d'une partie de ses dettes accordée à un failli par la majorité de ses créanciers, au moyen

(1) Cass. 17 novembre 1857, SIREY, 1858, I, 679, DALLOZ, 1858, I, 241. — RENOARD, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. II, p. 511 ; BOISTEL, *op. et loc. cit.* ; RUBEN DE COUDER, *op. cit.* (V° Réhabilitation, n° 16) ; LYON-CAEN et RENAULT, *op. et loc. cit.* ; THALLER, *Traité élémentaire de droit commercial*, n° 1949. — V. aussi DE FOLLEVILLE, note dans DALLOZ, 1875, II, 89.

(2) V. *supra* p. 85 et suiv.

(3) V. les auteurs cités à propos de la novation. Ils admettent ici la même solution. V. aussi LAROQUE-SAYSSINEL, *op. cit.*, t. II, n° 2012.

du concordat, ne peut pas non plus tenir lieu de paiement. Il en serait ainsi alors même que le débiteur aurait acquitté tous les dividendes qu'il se serait engagé à verser. Le fondement de cette règle est le même que dans le cas précédent. La libération du failli n'est pas effective. Et si, en vertu des dispositions de la loi, celui-ci n'est plus obligé, il n'en est pas moins vrai, en fait, que les créanciers n'ont pas été intégralement remboursés. La situation est donc la même ici qu'après l'expiration du temps requis pour prescrire. Les mêmes principes doivent être appliqués. Pour ce mode d'extinction des obligations, le Code de commerce n'est pas, d'ailleurs, absolument muet. Dans une hypothèse semblable, celle de l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite qui sollicite sa réhabilitation, l'article 604, al. 2, décide que celui-ci ne peut invoquer le concordat particulier qui lui a été consenti. Lorsqu'il s'agit d'un débiteur ordinaire la solution doit être analogue. Telle était bien l'intention des rédacteurs de la loi du 28 mai 1838, qui a modifié le livre du Code de commerce consacré à la faillite. Les discussions qui ont eu lieu alors sur ce sujet sont très explicites à cet égard (1). Il est donc certain que la remise de dette résultant du concordat ne peut pas être considérée comme l'équivalent d'un paiement (2).

(1) V. RENOARD, *Traité des faillites*, t. II, p. 512 et suiv.

(2) Cass. 20 mai 1846, SIREY, 1846, I, 459, DALLOZ, 1846, I, 359. — RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de droit commercial* (V^e Réhabilitation n^o 15) ; LAROQUE-SAYSSINEL, *Formulaire général des faillites*, t. II, n^o 2006 ; LYON-CAEN et RENAUT, *Traité des faillites*, t. II, n^o 981 ; THALLER, *Traité élémentaire de droit commercial*, n^o 1949.

4^o *Remise de dette volontaire.* — Certains créanciers peuvent renoncer gratuitement à réclamer à leur débiteur tout ou partie du montant de leur créance. Civilement, le failli ne sera plus obligé envers ceux qui auront consenti cette remise. Mais pourra-t-il, assimilant ce mode de libération à un véritable paiement, prétendre ensuite à la réhabilitation ?

La question présente un intérêt pratique indiscutable, car s'il fallait admettre l'affirmative, la remise de dette deviendrait extrêmement fréquente en cette matière. La renonciation purement gratuite du créancier à son droit resterait des plus rares ; mais il se produirait souvent des renonciations moyennant le versement d'acomptes. On verrait se conclure entre les créanciers et les faillis de véritables traités particuliers, dans lesquels les premiers abandonneraient leurs droits moyennant le paiement de sommes plus ou moins fortes débattues entre eux.

Ces conséquences du système n'ont pas empêché quelques auteurs de l'adopter. Il ne semble pas, d'ailleurs, que cette adoption ait eu lieu sans quelque hésitation (1). En faveur de cette théorie, on a invoqué le consentement librement donné par les créanciers. Puisque ces derniers, qui sont, en définitive, les véritables intéressés sont disposés à considérer le débiteur comme libéré, pourquoi les Cours d'appel

(1) C'est ainsi que MM. LYON-CAEN et RENAULT qui se sont ralliés à ce système dans leur *Traité des faillites*, t. II, n^o 981, ne l'avaient pas admis dans leur *Précis de droit commercial*, t. II, n^o 3105.

se montreraient-elles plus difficiles qu'eux et pourquoi, sans aucun motif sérieux, s'opposeraient-elles à de semblables renonciations? Le failli n'est évidemment pas incapable de recevoir des libéralités. En se montrant aussi rigoureux on aboutit, en réalité, à prononcer une incapacité de ce genre. Dans une hypothèse identique, la loi elle-même n'hésite pas à placer la remise de dette sur le même rang que le paiement. Le Code d'instruction criminelle dit, en effet, à propos de la réhabilitation pénale pour banqueroute frauduleuse, que le condamné « doit justifier du paiement du passif de la faillite en capital, intérêt et frais, *ou de la remise qui lui en a été faite* » (art. 623, C. d'inst. crim.). Est-ce qu'il n'y a pas une analogie bien caractéristique entre la situation du banqueroutier et celle du failli qui, tous deux, cherchent à être réhabilités? (1).

Ces arguments ne sont pas irréfutables. Celui qui a été tiré de l'art 623 du Code d'instruction criminelle se retourne en réalité contre les partisans du premier système. M. de Folleville l'a très bien vu : « Quand la loi, écrit-il (2), veut faire produire à la remise volontaire accordée par le créancier le même effet qu'au paiement réalisé par le débiteur, elle le dit en termes exprès et formels : voir, par exemple, le nouvel art. 623, C. inst. crim., sur la réhabilitation des condamnés ».

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *op. et loc. cit.* — LABORI, *Répertoire encyclopédique du droit français* (V^e Faillite n^o 691).

(2) Note dans DALLOZ, 1875, II, 89, *initio*.

Les créanciers, objecte-t-on encore, consentent à abandonner tout ou partie de leurs droits. Il n'y a pas de motifs sérieux pour empêcher leur renonciation de produire tout son effet. Au point de vue de l'équité pure, cette objection est peut-être fondée, mais il est certain que tel n'est pas le point de vue auquel la loi s'est placée. Pour elle, la réhabilitation commerciale n'est pas une simple question d'argent intéressant exclusivement les créanciers; c'est une institution qui touche à l'ordre public (1) et qui, par là même, se trouve en dehors de la sphère des conventions privées. Les créanciers peuvent se considérer comme satisfaits: leur consentement n'est pas à lui seul suffisant; il faut encore que les conditions exigées par notre Code de commerce aient été remplies.

En ce qui concerne la libération du débiteur, ces conditions sont formelles. Le créancier doit être désintéressé d'une manière à la fois intégrale et effective. Cette règle est le critérium certain servant à distinguer les modes d'extinction des obligations qui peuvent être ou non assimilés au paiement. Or, la remise de dette ne présente pas ces caractères. L'expression même de « remise » est exclusive de l'idée d'une libération complète.

Il résulte, en outre, des termes de l'article 604, comme des discussions qui ont eu lieu lors de la

(1) C'est un point qui a été complètement mis en lumière pendant la discussion de la loi du 28 mai 1838. V. à cet égard RENOUARD, *op. cit.*, t. II, p. 514 et suiv.

rédaction du Code, que le failli a des sacrifices à faire pour obtenir sa réhabilitation. Autrement dit, le législateur suppose toujours que le créancier doit être désintéressé par un acte à titre onéreux. La renonciation gratuite, qui résulte d'une remise de dette volontaire, ne saurait donc être regardée par la Cour d'appel comme un mode suffisant de libération pour le failli (1).

SECTION II

Absence de causes spéciales d'indignité.

Tous les débiteurs, même après le payement intégral du passif de la faillite, ne peuvent pas être réhabilités. Il faut encore qu'ils ne soient pas atteints de certaines causes d'indignité spéciales à notre matière.

Le Code de commerce, en effet, n'envisage pas exclusivement la réhabilitation comme la réparation du préjudice causé aux créanciers par la cessation des paiements. Il la considère aussi comme une récompense qu'il faut mériter (2). En général, les efforts faits par le débiteur pour acquitter toutes ses

(1) Rennes, 11 septembre 1846, SIREY, 1851, II, 726, DALLOZ, 1851, II, 132; ROUSSEAU et DEFERT, *Code annoté des faillites*, p. 363, n° 4; LAROQUE-SAYSSINEL, *op. cit.* t. II, n° 2013; RUBEN DE COUDER, *op. cit.* eod. v° n° 13; BOISTEL, *Précis de droit commercial*, n° 1103; DE FOLLEVILLE, *loc. cit.*; THALLER, *op. cit.*, n° 1949.

(2) Cette idée, dont nous avons déjà vu plusieurs fois l'application, apparaît notamment dans les travaux préparatoires du Code de commerce de 1807.

dettes suffisent pour que ce but soit atteint, car la faillite est souvent le résultat de négligences plutôt que de véritables fautes. Mais lorsque le débiteur a commis des fautes évidentes; que sa culpabilité n'est pas douteuse, ses créanciers pourront être complètement satisfaits, son honorabilité n'en restera pas moins entachée.

Aussi la loi estime-t-elle que la réhabilitation est absolument impossible lorsque le failli s'est trouvé dans quelques circonstances particulières où sa mauvaise foi ne peut être mise en doute. Nous aurons à rechercher plus loin si cette conception est exacte. Qu'elle le soit ou non, elle a été introduite dans les dispositions du Code de commerce relatives à la réhabilitation.

Il faut remarquer, d'ailleurs, qu'elle ne leur est pas spéciale. Elle est la conséquence d'une pensée plus générale qui apparaît à plusieurs reprises dans nos lois françaises et qui consiste à n'accorder aucune faveur aux débiteurs de mauvaise foi. Dans cette même matière de la faillite, l'application de cette idée est déjà faite deux fois avant le titre de la réhabilitation : 1^o la possibilité d'obtenir un concordat est refusée au banqueroutier frauduleux (art. 510 et 520; C. Com.); 2^o l'excusabilité ne peut être prononcée au profit de certains débiteurs énumérés dans l'article 540 et qui sont à peu près les mêmes que ceux auxquels l'article 612 refuse plus tard le bénéfice de la réhabilitation. — Cette conception n'est pas non plus spéciale aux débiteurs commerçants. Le Code

civil l'applique également à propos de la cession de biens qui constituait une faveur de la plus haute importance avant la suppression de la contrainte par corps en matière civile et commerciale. (Loi du 22 juillet 1867). L'article 1268 s'exprime en effet ainsi : « La cession judiciaire est un bénéfice que la loi accorde au débiteur *malheureux* et de *bonne foi*, auquel il est permis pour avoir la liberté de sa personne. »

C'est aussi en principe la mauvaise foi du failli qui le rend incapable d'être réhabilité. Mais l'existence de cette mauvaise foi ne dépend pas de l'appréciation plus ou moins arbitraire des tribunaux : elle résulte de certaines causes d'indignité expressément inscrites dans la loi, telles que la banqueroute frauduleuse, la condamnation pour vol, etc... Ces causes d'indignité sont très certainement désignées d'une manière limitative (1), puisqu'il est de règle que la bonne foi doit être présumée (art. 2268, C. civ.). L'impossibilité d'être réhabilité constitue donc une exception.

L'article 612 du Code de commerce énumère différentes causes d'indignité. Elles sont de deux sortes : les unes sont permanentes ou absolues, les autres sont seulement temporaires.

A. — Causes d'indignité permanentes ou absolues.

Ce sont celles qui empêchent à tout jamais un débiteur d'obtenir sa réhabilitation. Rien ne peut les faire cesser ; elles constituent, à quelque époque que

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. II, n° 986.

la demande soit formée, une fin de non recevoir irréfragable.

Ces causes d'indignité sont au nombre de trois :

1^o La *banqueroute frauduleuse*. — C'est la situation la plus grave dans laquelle peut se trouver le débiteur commerçant qui a cessé ses paiements. Elle est la conséquence de fraudes commises par lui et que la loi énumère limitativement (1). La loi pénale la considère comme un crime et la punit des travaux forcés à temps (art. 402, C. pénal). La loi commerciale aggrave, dans ce cas, les déchéances infligées à tous les faillis, en ce sens qu'elle les rend perpétuelles puisqu'elle écarte la possibilité d'une réhabilitation ultérieure.

2^o Certaines *condamnations pénales*. — Il s'agit des condamnations pour vol, escroquerie ou abus de confiance. La loi les assimile à la banqueroute frauduleuse au point de vue de la réhabilitation comme au point de vue de l'excusabilité. (Comp. les art. 612 et 540, C. com.).

3^o Le *stellionat*. — C'est un délit civil qui avait une assez grande importance avant 1867, puisqu'il était sanctionné alors par la contrainte par corps. Aujourd'hui, il ne présente plus le même intérêt et l'application du stellionat est très rare. Ce délit est

(1) Art. 591, C. com. — « Sera déclaré banqueroutier frauduleux et puni des peines portées au Code pénal, tout commerçant failli qui aura soustrait ses livres, détourné ou dissimulé une partie de son actif ou qui, soit dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signature privée, soit par son bilan, se sera frauduleusement reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait pas. »

encore pris en considération cependant dans quelques hypothèses exceptionnelles et la réhabilitation commerciale est précisément l'une d'entre elles. On comprend facilement que le législateur ait mis le stellionat sur le même rang que la banqueroute frauduleuse, car il existe entre les deux une certaine analogie. Dans un cas comme dans l'autre il y a mauvaise foi et dissimulation coupable. Le stellionat existe en effet : 1° lorsqu'on vend ou qu'on hypothèque un immeuble dont on sait n'être pas propriétaire ; 2° lorsqu'on présente comme libres des biens hypothéqués ou que l'on déclare des hypothèques moindres que celles dont ces biens sont chargés ; 3° lorsqu'un mari ou un tuteur, n'ayant pas fait inscrire l'hypothèque légale qui porte sur ses biens, a « consenti ou laissé prendre des privilèges ou des hypothèques sur ses immeubles sans déclarer expressément que lesdits immeubles étaient affectés à l'hypothèque légale » dont ils sont grevés (art. 2059 et 2136, C. civil).

Les auteurs de ces actes frauduleux sont déclarés stellionataires et ne peuvent, comme tels, s'ils ont été mis en faillite ou en liquidation judiciaire, demander leur réhabilitation.

Nous avons dit que, dans ces trois circonstances, (banqueroute frauduleuse, condamnations pénales, stellionat), rien ne pouvait faire cesser l'impossibilité pour le débiteur d'être réhabilité. Mais, dans le cas où la cause d'indignité elle-même viendrait à disparaître, ne faudrait-il pas décider que la réhabilitation

commerciale deviendrait possible ? C'est ce qui se produirait pour la banqueroute frauduleuse et les condamnations pour vol, escroquerie, etc..., si le débiteur avait obtenu la réhabilitation pénale qui efface la condamnation elle-même. (Art. 634, C. Inst. crim., modifié par la loi du 10 mars 1898).

La question offre un certain intérêt, car elle met en présence les deux réhabilitations et permet de bien délimiter le domaine de chacune d'elles. Elle a été tranchée expressément par la loi dans le sens de la négative. « Les interdictions prononcées par l'article 612 du Code de commerce, dit l'article 634, al. 2, du Code d'Instruction criminelle, sont maintenues nonobstant la réhabilitation obtenue en vertu des dispositions qui précèdent (la réhabilitation pénale). »

Les deux réhabilitations sont donc absolument indépendantes l'une de l'autre, comme, d'ailleurs, les incapacités qu'elles ont pour but de faire cesser. La réhabilitation criminelle efface seulement les incapacités qui résultent de la condamnation (art. 634, al. 1, C. Inst. crim.) et qui étaient venues s'ajouter à celles qu'entraîne le jugement déclaratif de faillite. Mais elle ne touche pas à ces dernières. Le débiteur se trouve ainsi placé dans une situation toute particulière. Comme on l'a dit « c'est un criminel réhabilité, ce n'est pas un commerçant réhabilité » (1).

(1) DALLOZ, *Jurisprudence générale*. Supplément (V^e Faillites et banqueroutes, n^o 1496).

Il y a là un véritable défaut d'harmonie qui a été souvent signalé (1). Il est d'autant plus frappant pour le banqueroutier frauduleux que celui-ci doit, pour obtenir la réhabilitation pénale, justifier, comme s'il voulait obtenir la réhabilitation commerciale, du paiement du passif de la faillite en capital, intérêts et frais, ou de la remise qui lui en a été faite (art. 623, al. 3, C. Inst. crim.). Aussi tous les projets de réforme qui sont intervenus sur la matière suppriment-ils cette anomalie. A deux reprises, cette modification a été soumise au Parlement : au moment de la discussion de la loi du 14 août 1885, sur la réhabilitation pénale, tout d'abord ; puis pendant les travaux préparatoires de la loi du 4 mars 1889. A ces deux époques elle a été écartée du débat sans être examinée au fond. En 1885, les législateurs n'ont pas voulu la discuter parce qu'ils auraient ainsi, disaient-ils, touché au Code de commerce. En 1889, le Sénat l'a rejetée parce qu'il estimait que cette réforme devait avoir sa place dans une loi générale sur la faillite, mais non dans une loi spéciale sur la liquidation judiciaire. La disposition qui forme l'objet du deuxième alinéa de l'article 634 du Code d'instruction criminelle est très certainement appelée à disparaître. C'était l'avis de la Cour de cassation lorsqu'elle fut consultée sur les proposi-

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. II, p. 254, note 1 ; *Pandectes françaises*, Rép. (V^o Faillites, n^o 9641) ; V. aussi la fin de la séance du Sénat, du 14 janvier 1889 et le commencement de celle du lendemain 15 janvier, lors des travaux préparatoires de la loi du 4 mars 1889.

tions qui devaient aboutir à la loi du 4 mars 1889 (1). Les projets de réforme récents se prononcent également dans ce sens (2).

Cette modification aura pour conséquence de supprimer presque complètement les causes d'indignité permanentes en matière de réhabilitation commerciale. Le stellionat seul conservera cet effet. Mais, comme, en pratique, son application est des plus rares, il n'existera presque plus, en réalité, que des causes d'indignité temporaires.

B. — *Causes d'indignité temporaires.*

A la différence de celles que nous venons d'examiner, ces causes n'enlèvent pas au failli tout espoir de parvenir à la réhabilitation. Elles ne font que suspendre pour lui, momentanément, la faculté de l'obtenir jusqu'à l'arrivée d'un événement déterminé que la loi indique. Dès que cet événement se produit, la réhabilitation devient possible comme pour tous les faillis.

Ces causes d'indignité sont au nombre de deux :

1^o Le fait d'être *tuteur, administrateur ou comptable*.

Toutes ces personnes détiennent des biens qui appartiennent à autrui, ce qui explique l'indignité momentanée dont les frappe l'article 612 du Code

(1) Le rapport de M. le conseiller Larombière conclut formellement à cette modification.

(2) V. *infra*, III^e partie, ch. II.

de commerce, non sans motifs sérieux. Le législateur pouvait craindre que ces faillis, dans le but d'obtenir immédiatement leur réhabilitation, ne fussent amenés à payer les créanciers de la faillite avec l'argent qui leur était confié et qui appartenait en réalité au mineur, etc..... La Cour d'appel aurait ainsi, en prononçant la réhabilitation qui proclame, pour ainsi dire, l'honorabilité du débiteur, récompensé une véritable fraude. La loi ne l'a pas voulu. De là la disposition de l'article 612.

Mais cette incapacité doit évidemment cesser avec le motif qui l'a fait édicter. Elle n'a plus de raison d'être lorsque les personnes qui en sont atteintes ont restitué les biens qu'elles étaient chargées d'administrer. Aussi le Code de commerce décide-t-il que la réhabilitation devient possible si elles ont « rendu et soldé leurs comptes ».

L'incapacité est aussi bien temporaire pour les comptables de deniers publics que pour les autres comptables. Il est vrai que pour eux l'article 540, à propos de l'excusabilité, n'apporte pas une limitation analogue et qu'ils ne peuvent pas, par conséquent, être déclarés excusables même après avoir rendu et soldé leurs comptes. Mais il n'en résulte pas pour cela qu'ils ne peuvent pas être réhabilités s'ils ont satisfait à cette dernière condition. L'excusabilité et la réhabilitation, bien que présentant au point de vue des causes d'indignité, une analogie certaine, sont deux institutions indépendantes l'une de l'autre. Il n'est pas nécessaire pour qu'un failli obtienne sa

réhabilitation, qu'il ait été déclaré excusable (1). Et, d'ailleurs, les termes de l'article 612 sont généraux et n'établissent aucune distinction entre les comptables (2).

2° *La banqueroute simple.* — La banqueroute simple est une faillite aggravée par certaines fautes que le débiteur a commises et que la loi énumère (art. 585 et suiv. C. com.). Au point de vue pénal, elle constitue un délit correctionnel et elle est punie d'un emprisonnement d'un mois au moins et de deux ans au plus (art. 402, C. pénal).

La banqueroute simple empêche la réhabilitation d'être prononcée; mais cet obstacle n'est que temporaire. Il disparaît lorsque le débiteur a subi la peine à laquelle il a été condamné (art. 612, al. 2, C. com.). Cette condition est formelle et rien ne saurait à cet égard suppléer à l'exécution de la peine par le condamné. On en a tiré cette conséquence que le banqueroutier qui se serait enfui et ne serait reparu qu'après avoir prescrit sa peine ne pourrait pas être réhabilité (3). Par contre, cette condition est suffisante; il n'est pas nécessaire que le débiteur ait obtenu auparavant la réhabilitation pénale. Cette conséquence est importante, car cette dernière réhabilitation ne peut pas être demandée à toute époque.

(1) V. *infra*, section III, p. 122 et suiv.

(2) Sur ce point spécial, V. ESNAULT, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. III, n° 739.

(3) LAROQUE-SAYSSINEL, *Formulaire général des faillites et banqueroutes*, t. II, n° 2041; RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de droit commercial* (V° Réhabilitation, n° 11).

Elle ne peut l'être qu'après un délai de trois ans à compter de la libération (art. 620, C. Inst. crim.). Le débiteur n'est pas obligé d'attendre l'expiration de ce laps de temps, il peut, dès qu'il a accompli sa peine, solliciter la réhabilitation commerciale.

Mais dans le cas de banqueroute simple, le bénéfice de cette réhabilitation ne peut-il pas lui être refusé ? Le texte de l'article 612 a fait naître une discussion à ce sujet. Nous l'examinerons dans le chapitre consacré à la procédure, à propos des pouvoirs de la Cour d'appel (1).

SECTION III

Existe-t-il d'autres conditions ?

Le Code de commerce de 1807 soumettait la demande en réhabilitation non seulement aux deux grandes conditions que nous venons d'étudier, mais encore à plusieurs autres également importantes en pratique. En reste-t-il aujourd'hui quelques traces après la refonte de la législation des faillites en 1838 ?

Pour résoudre cette question, il importe d'examiner rapidement les anciennes conditions.

Elles étaient au nombre de trois :

A. — Avant que la Cour d'appel fut saisie de la demande en réhabilitation, le tribunal de commerce devait avoir « déclaré le failli *excusable* et susceptible d'être réhabilité ». Cette déclaration expresse

(1) V. *infra*, chapitre III, p. 152 et suiv.

était imposée formellement par les anciens articles 524 et 531 du Code de commerce. Si un concordat avait été accordé, elle était mentionnée dans le jugement d'homologation (art. 524). Si au contraire, il y avait union des créanciers, elle faisait l'objet d'une décision spéciale du tribunal rendue après un rapport du juge-commissaire (art. 531). De ces dispositions on avait conclu que l'excusabilité était nécessaire pour que la réhabilitation puisse plus tard intervenir(1).

Aujourd'hui, cette double déclaration n'existe plus, particulièrement après un concordat. Au cas d'union, il faut encore prononcer si le débiteur est ou non excusable (art. 538, C. com.); mais même dans ce cas, le tribunal de commerce n'a plus à s'occuper de la réhabilitation et à dire si le failli est susceptible de l'obtenir. La loi du 28 mai 1838 n'a pas reproduit, à cet égard, les dispositions de l'ancien Code de commerce. Comme la déclaration d'excusabilité existait encore cependant, on s'était demandé, dans les années qui suivirent la promulgation de la loi de 1838, si le failli ne devait pas, comme auparavant, pour obtenir sa réhabilitation, avoir été reconnu excusable par le tribunal de commerce. Les partisans de l'ancien système invoquaient le maintien, dans le nouveau livre des faillites, de la déclaration d'excusabilité. L'excusabilité avait toujours été considérée jusque-là comme ayant pour le débiteur une valeur morale des plus précieuse. Or, en lui enlevant toute influence

(1) DALLOZ, *Jurisprudence générale* (V^o Faillites n^o 1338).

sur une réhabilitation ultérieure, on supprimait sa principale utilité et on la réduisait ainsi à n'être plus qu'une formalité vaine. C'est ce que le législateur de 1838 n'avait pas dû vouloir, puisqu'il l'avait expressément maintenue dans les articles 538 et suivants du Code de commerce.

Les premiers commentateurs de la nouvelle loi des faillites n'adoptèrent pas cette théorie.

Il avait, en effet, été reconnu de la manière la plus formelle à la séance de la Chambre des Députés du 25 février 1835, pendant les débats, qu'une déclaration négative d'excusabilité ne serait plus désormais un obstacle à la réhabilitation, ce qui suffisait à trancher la controverse. Pourquoi n'avait-on pas supprimé alors la nécessité, pour le tribunal, de se prononcer sur l'excusabilité ?

Le motif était facile à concevoir et a été signalé dans la même discussion. Lorsque le failli était déclaré excusable, il échappait à la contrainte par corps. Cette conséquence qui rendait pour lui l'excusabilité très désirable, suffisait à expliquer le maintien de cette formalité (1).

Depuis cette époque, la contrainte par corps a été supprimée (loi du 22 juillet 1867), de telle sorte que la déclaration d'excusabilité est devenue aujourd'hui à peu près inutile. Mais comme les motifs qui l'avaient fait conserver étaient tout à fait étrangers à la réhabilitation et qu'aucune modification législative n'était

(1) V. cette ancienne discussion dans ESNAULT, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. III, n° 740.

intervenue à cet égard, on a continué à décider, avec raison, qu'un failli non excusable peut néanmoins être réhabilité. La logique, d'ailleurs, impose cette solution : le banqueroutier simple peut, après l'exécution de sa peine, obtenir sa réhabilitation; le failli non excusable, dont la situation est moins grave au point de vue juridique, doit, *a fortiori*, pouvoir aussi l'obtenir. Il n'y a plus depuis longtemps le moindre doute à ce sujet (1).

B. — L'ancien Code de commerce ne se prononçait pas sur le point de savoir si l'existence du débiteur n'était pas indispensable en notre matière. Le silence de la loi avait permis à quelques auteurs, par analogie avec la réhabilitation pénale, de soutenir l'affirmative. Dans ce système, il y avait donc là une condition spéciale de la réhabilitation. Mais l'opinion contraire avait des partisans plus nombreux.

La loi du 28 mai 1838, à la différence du Code primitif, s'est nettement prononcée sur la question. « Le failli, dit l'article 614 du Code de commerce modifié par elle, pourra être réhabilité après sa mort. »

A cette époque, d'ailleurs, cette solution avait une haute importance, car les déchéances civiles s'étendaient aux héritiers. Nous avons vu que cette dernière disposition, qui avait été introduite par les

(1) BOISTEL, *Précis de droit commercial*, n° 1102; RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de droit commercial* (V^e Réhabilitation n° 7); LAROQUE-SAYSINEL, *Formulaire général des faillites et banqueroutes*, t. II, n° 2044; LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. II, n° 988.

constitutions du droit intermédiaire, avait subsisté sous l'empire de l'ancien Code de commerce. La loi électorale du 15 mars 1849 a restitué aux héritiers des faillis le droit d'être électeurs et, par suite, éligibles. Il résulte implicitement des différentes lois postérieures, qui se sont occupées des incapacités qu'entraîne la faillite, que cette restitution s'étend à toutes les autres déchéances. La réhabilitation du failli, après sa mort, ne présente donc plus aujourd'hui qu'un intérêt moral. Comme on l'a souvent fait remarquer, elle n'en est que plus méritoire de la part des héritiers qui s'efforcent de l'obtenir et de faire disparaître ainsi la flétrissure qui s'attachait à la mémoire de leur auteur (1).

C. — L'article 610 du Code de 1807 imposait encore une condition dont l'inobservation rendait non recevable la demande du failli. Pour que cette demande fût possible, il fallait qu'elle intervînt *pour la première fois*. « Si la demande est rejetée, disait le texte précité, elle ne pourra plus être reproduite. »

Cette disposition était extrêmement rigoureuse. En mettant un obstacle de plus à la réhabilitation déjà très difficile à obtenir, elle était contraire à la fois aux intérêts des créanciers et à ceux de la société. Aussi la loi du 28 mai 1838 a-t-elle modifié l'article 610. Désormais la demande peut être reproduite, mais il faut attendre une année avant de commencer à nouveau la procédure.

(1) THALLER, *op. cit.*, p. 1036 et note 2. — V. aussi LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.*, t. II, n° 989 ; RUBEN DE COUDER, *op. cit.*, v° n° 9.

A l'origine, quelques auteurs n'avaient pas voulu aller aussi loin. Ils décidaient qu'une demande en réhabilitation repoussée une deuxième fois ne pouvait pas être renouvelée une troisième (1). C'était ajouter au texte de la loi une prohibition qui n'est écrite nulle part, contrairement à toutes les règles de l'interprétation juridique.

Cette opinion n'a pas triomphé (2). Il est aujourd'hui unanimement admis que la demande en réhabilitation peut être indéfiniment reproduite sous la seule condition que le débiteur laisse écouler une année entre chacune de ses demandes. L'obligation d'observer ce délai est la seule trace qui subsiste de l'ancienne prohibition du Code de 1807.

En résumé, si l'on met à part cette interdiction très atténuée, relative à la non-reproduction immédiate de la demande, il ne reste rien des différentes conditions que nous venons d'examiner et qui résultaient des textes primitifs du Code de commerce. La loi du 28 mai 1838 les a fait disparaître. Les seules conditions aujourd'hui exigées pour que la réhabilitation puisse être obtenue se réduisent donc à celles qui forment l'objet des deux précédentes sections.

(1) ESNAULT, *op. cit.*, t. III, n° 736.

(2) ALAUZET, *Commentaire du Code de commerce*, t. IV, n° 1949 ; LAROQUE-SAYSSINEL, *op. cit.*, t. II, n° 2038.

CHAPITRE III

Procédure de la réhabilitation.

Il ne suffit pas, pour que le failli soit réhabilité, que toutes les conditions exigées par la loi se trouvent réunies. Il faut encore que l'autorité judiciaire intervienne pour constater leur accomplissement. Autrement dit la réhabilitation n'a pas lieu de plein droit ; elle doit être expressément prononcée et elle n'existe qu'à partir du jour où un arrêt est venu l'accorder. Jusqu'à ce moment-là, le débiteur reste frappé de toutes les déchéances qui sont attachées à l'état de failli ou de liquidé. Cet état a été créé par une décision judiciaire : le jugement déclaratif. Par une juste réciprocité, une décision analogue doit intervenir afin de l'anéantir pour ainsi dire, et de replacer le débiteur dans son ancienne situation.

Cette nouvelle décision émane de la Cour d'appel, et elle ne peut être obtenue qu'en suivant certaines formes, sur lesquelles notre Code de commerce s'est assez longuement étendu.

Nous diviserons ce chapitre en deux sections.

Dans la première, nous nous occuperons de *la procédure proprement dite*, c'est-à-dire de ces formes auxquelles nous venons de faire allusion.

Dans la seconde, nous indiquerons en quoi consiste *le rôle de la Cour d'appel* en matière de réhabilitation.

SECTION I

Procédure proprement dite.

La procédure indiquée par notre loi commerciale comprend dans l'ordre chronologique :

- 1^o L'introduction et l'instruction de la demande ;
- 2^o Les oppositions des créanciers ;
- 3^o L'arrêt de la Cour d'appel.

§ 1^{er}. — *Introduction et instruction de la demande.*

La demande en réhabilitation peut être formée à toute époque, alors même qu'il se serait écoulé plus de trente ans depuis le jugement déclaratif ou depuis la clôture de la faillite. La loi n'a fixé aucun délai maximum (1) et nous avons vu que la mort du débiteur elle-même ne met pas obstacle à sa réhabilitation.

Mais il faut que le failli ou ses héritiers en prennent l'initiative. La réhabilitation n'est jamais poursuivie d'office ; il est nécessaire qu'une demande soit introduite (arg. art. 605, C. com.).

(1) LAROQUE-SAYSSINEL, *Formulaire général des faillites et banqueroutes*, t. II, n° 2026.

A. — *Introduction de la demande.* — La demande est formée au moyen d'une requête signée d'un avoué (1). On doit y joindre toutes les pièces qui sont de nature à indiquer aux juges que les conditions exigées par la loi ont été remplies. Ces pièces consistent principalement dans les quittances remises au débiteur par ses créanciers. La preuve du paiement peut d'ailleurs résulter d'autres documents. Aussi la loi déclare-t-elle que le failli pourra produire non seulement des quittances, mais encore « d'autres pièces justificatives » (art. 605, C. com.).

A quelle juridiction cette requête doit-elle être adressée ?

Cette question, comme toutes les questions de compétence, a deux faces :

1° Compétence *ratione materiæ*. — A cet égard, le Code de commerce a donné juridiction aux Cours d'appel. Cette solution a été vivement discutée pendant les travaux préparatoires (2). Le premier projet du Code portait que les tribunaux de commerce auraient compétence en cette matière. C'était le système le plus logique. Il est aujourd'hui préconisé par les différents projets de réformes et a été admis par beaucoup de législations étrangères (3). La section de l'intérieur du Conseil d'Etat adopta cette

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. II, n° 990.

(2) V. *supra* (I^{re} partie), travaux préparatoires du Code de commerce de 1807, p. 45.

(3) THALLER, *De la faillite en droit comparé*, t. I, p. 313 et suiv. — V. *infra*, III^e partie, ch. I et II.

solution, mais elle fut repoussée dès la première séance du Conseil et l'on se trouva, dès lors, en présence de deux théories : celle des partisans de l'ancien état de choses qui voulaient que, seul, l'Empereur pût accorder la réhabilitation comme en matière pénale. Puis le système mis en avant par Cambacérès et Merlin qui donnait compétence aux Cours d'appel afin de donner plus de garantie au débiteur et d'augmenter, par l'importance de la juridiction saisie, la solennité de la réhabilitation. Ce fut cette solution qui passa dans le Code de 1807 et, plus tard, dans la loi du 28 mai 1838. La compétence du tribunal de commerce a donc été complètement écartée. Et, comme la loi défend d'accomplir indirectement ce qu'elle prohibe d'une manière directe, il est certain qu'un tribunal de commerce ne pourrait pas rapporter un jugement déclaratif de faillite qui aurait acquis l'autorité de la chose jugée. Une semblable mesure serait une réhabilitation déguisée (1). Nous avons vu, au contraire, qu'elle serait possible si le jugement déclaratif était encore susceptible d'opposition (2).

2^e Compétence *ratione personæ*. — Parmi les différentes Cours d'appel, quelle est celle qui doit prononcer la réhabilitation ? Il semblerait que ce dut être la Cour dans le ressort de laquelle se trouve le tribunal qui a déclaré la faillite. C'est dans son ressort, en effet, que la faillite a son siège légal et que

(1) LAROQUE-SAYSSINEL, *op. cit.*, t. II, n° 2037.

(2) V. *supra*, chapitre 1^{er}, p. 57 et suiv.

toutes les opérations qu'elle nécessite ont été exécutées. C'est là aussi que prennent fin ses conséquences pécuniaires par le concordat ou par l'union. La réhabilitation, qui fait cesser les conséquences personnelles qu'entraîne le jugement déclaratif, ne devrait-elle pas logiquement être prononcée par la Cour d'appel du lieu de la faillite ?

Les rédacteurs du Code de commerce ne l'ont pas pensé. Ils ont attribué compétence à la Cour « dans le ressort de laquelle le failli sera domicilié » (art. 605, C. com.). Puisque le tribunal de commerce n'était pas chargé d'accorder la réhabilitation, il importait peu de s'adresser à la Cour du domicile du débiteur plutôt qu'à celle du lieu de la faillite. Mais si les tribunaux de commerce devaient être appelés plus tard à se prononcer sur cette matière, il serait plus rationnel de donner compétence au tribunal qui a déclaré la faillite qu'à celui dans le ressort duquel le débiteur est domicilié. Aussi est-ce la solution proposée par les différents projets de réforme (1).

B. — Instruction de la demande. — La requête, adressée à la Cour d'appel, est immédiatement communiquée au Procureur général. C'est sous la direction de celui-ci et par ses soins que la demande du failli est instruite.

La loi lui prescrit tout d'abord de faire dresser des expéditions de la requête. Ces expéditions sont certifiées par lui et envoyées au Procureur de la Répu-

(1) V. notamment la proposition de M. Bérenger, art. 606 (*Journal Officiel*, 1900, annexes du Sénat, p. 13).

blique et au Président du tribunal de commerce du domicile du failli. Dans le cas où celui-ci aurait changé de domicile depuis la faillite, des expéditions doivent être également adressées au Procureur de la République et au Président du tribunal de commerce du lieu où la faillite a été déclarée (art. 606, du Code de commerce). Ce dernier tribunal est donc toujours saisi de la requête. Cette disposition se conçoit. C'est là, en effet, que l'instruction la plus sérieuse peut avoir lieu, puisque c'est généralement dans le ressort de ce tribunal que se trouvent le plus grand nombre des créanciers.

L'instruction de la demande se poursuit ensuite conformément aux règles posées par le Code de commerce. Elle comprend simultanément une enquête et des mesures de publicité.

1^o *Enquête*. — Le Procureur général charge les différents magistrats auxquels il adresse des expéditions, de « recueillir tous les renseignements qu'ils pourront se procurer sur les faits exposés » (art. 606 C. com.). Dans ce but, ils doivent procéder à une enquête. L'objet de cette mesure d'instruction, comme paraît bien l'indiquer l'article 606 *in fine*, est exclusivement de s'assurer que le débiteur a effectivement rempli les conditions exigées par la loi, mais elle ne doit pas porter sur sa conduite privée (1). Les magistrats qui sont chargés de cette enquête doivent particulièrement rechercher s'il a réellement payé toutes

(1) LYON-CAEN et RENAUT, *op. cit.*, t. II, n° 990,

les dettes de sa faillite en principal, intérêts et dépens. Pour vérifier l'exactitude de son affirmation à cet égard, ils peuvent interroger les créanciers et leur demander des explications sur les quittances qu'ils ont remises. C'est ainsi qu'ils devront vérifier s'il y a bien eu payement et non pas une simple remise de la dette obtenue par le versement de quelques acomptes, puisque ce mode d'extinction des obligations est généralement considéré comme insuffisant(1).

Ces renseignements sont pris séparément par le Procureur de la République et par le Président du tribunal de commerce (arg. art. 609, C. com.). Il y a donc deux enquêtes, — quatre, si le débiteur a changé de domicile, — poursuivies parallèlement, mais qui sont néanmoins absolument distinctes l'une de l'autre.

Ces enquêtes ont un caractère commun qui n'est plus discuté aujourd'hui, mais qui a donné lieu autrefois à une controverse. Il s'agissait de savoir si elles constituaient une véritable instruction judiciaire ou une simple information confidentielle. Cette controverse présentait pour le failli un intérêt indiscutable. Si l'on adoptait le premier système, il fallait, en effet, décider : 1^o que l'interrogatoire des créanciers pouvait avoir lieu en dehors du débiteur ; 2^o que celui-ci avait le droit de demander communication des enquêtes ; 3^o qu'il avait la faculté d'en combattre les conclusions. Avec le deuxième sys-

(1) V *supra*, dans le chap. II, les modes de paiement, p. 109.

tème, on aboutissait aux trois conséquences inverses.

Il est contraire à l'équité et à tous les principes juridiques, disait-on, de soutenir que l'enquête doit être secrète. Puisqu'il est nécessaire qu'elle soit soumise à la Cour et puisqu'elle doit peser sur sa décision, le failli ne peut pas être ainsi écarté. Les créanciers donneront évidemment des renseignements favorables à leurs prétentions. Il faut que le débiteur puisse en contrôler l'exactitude et, au besoin, indiquer les erreurs commises. N'est-il pas de règle, d'ailleurs, que toute enquête judiciaire doit être contradictoire (1).

La Cour de cassation, devant laquelle la question a été portée, ne s'est pas prononcée en faveur de cette théorie.

En disant qu'une enquête judiciaire doit être contradictoire, on pose en principe ce qu'il faut démontrer. La question est précisément de savoir si, en procédant aux investigations ordonnées par l'article 606, le Président du tribunal de commerce et le Procureur de la République accomplissent une « enquête judiciaire ». Or il résulte des termes employés par cet article qu'il s'agit simplement ici de « recueillir des renseignements », ce qui suppose plutôt une information confidentielle. L'inconvénient du caractère secret de cette information est corrigé par la possibilité, pour le débiteur, de fournir un mémoire afin de donner tous les éclaircissements utiles

(1) V. le pourvoi en cassation à la suite duquel est intervenu l'arrêt du 17 novembre 1857, *DALLOZ*, 1858, I, 244.

sur les faits exposés dans sa demande, faits sur lesquels l'enquête doit porter. La remise de ce mémoire que la loi ne prohibe nulle part est toujours admise en pratique.

Cette théorie, atténuée par ce procédé, n'est plus depuis longtemps contestée (1).

2° *Mesures de publicité.* — La loi veut que la demande du failli puisse parvenir à la connaissance des tiers. Dans ce but, elle a organisé différentes mesures de publicité indiquées par l'article 607. Ces mesures sont de deux sortes : affichage et insertions dans les journaux.

Affichage. — Il s'agit de l'affichage de la requête du débiteur. Cette requête doit être apposée dans différents endroits publics : 1° Dans les salles d'audience des tribunaux civils et de commerce du domicile du débiteur, d'une part, et du lieu de la faillite, d'autre part; 2° à la bourse des villes où siègent ces tribunaux; 3° à la mairie de ces mêmes villes.

Le texte de la requête doit être intégralement affiché. La loi parle, en effet, de « copie » par opposition à l'« extrait » dont il est question ensuite. La durée de l'affichage est de deux mois.

Insertions dans les journaux. — Ces insertions sont faites, en pratique, dans les journaux d'annonces judiciaires. Elles n'ont pas pour objet une reprodu-

(1) Cassation, 17 novembre 1857, SIREY, 1858, I, 679, DALLOZ, 1858, I, 241 — BOISTEL, *Précis de droit commercial*, n° 1107; RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de droit commercial* (V° Réhabilitation, n° 40); LAROQUE-SAYSSINEL, *Formulaire général des faillites et banqueroutes*, t. II, n° 2024-2025.

tion complète de la requête, mais un simple extrait analytique.

Toutes ces mesures de publicité tendent à un double but : 1^o elles donnent au Président du tribunal de commerce et au Procureur de la République la possibilité de recueillir les renseignements qu'ils doivent se procurer pendant le cours de leur enquête ; 2^o elles font connaître aux créanciers la demande présentée par leur débiteur et leur permet ainsi, s'ils le jugent utile, de former opposition à la réhabilitation sollicitée, comme la loi les y autorise.

§ 2. — *Oppositions,*

Toute personne intéressée peut, aux termes de l'article 608, faire opposition à la demande du failli.

Les oppositions permettent aux juges de savoir si les conditions exigées par la loi ont bien été remplies. Elles émanent, en effet, la plupart du temps de créanciers qui n'ont pas été complètement désintéressés en principal, intérêts et dépens. De cette façon, la réhabilitation commerciale n'est pas accordée à un débiteur qui n'a pas rempli les conditions voulues.

L'opposition se manifeste par un simple acte au greffe de la Cour d'appel, et elle doit être appuyée de pièces justificatives. Aucune autre forme ne saurait être employée. C'est ainsi qu'il a été jugé qu'une lettre adressée au Président du tribunal de commerce, par un créancier, pour lui faire savoir, au cours de l'enquête

prescrite par l'article 606, qu'il n'a pas été payé ne saurait constituer une véritable opposition (1).

Les juges prennent connaissance des oppositions ainsi formées et des pièces déposées à l'appui en chambre du conseil. Il n'y a pas de débat contradictoire : « Le créancier opposant, dit l'article 608 *in fine*, ne pourra jamais être partie dans la procédure de réhabilitation. » La solution contraire, qui avait été proposée pendant les travaux préparatoires du Code de commerce, n'a pas été admise (2).

Les oppositions peuvent être formées pendant la durée de l'affichage, c'est-à-dire pendant deux mois. Ce délai n'est pas prescrit sous peine de déchéance. Tout le monde est d'accord pour décider que, tant qu'il n'a pas été statué sur la demande du failli, les oppositions ne doivent pas être déclarées non recevables (3).

La Cour d'appel n'a pas toujours à examiner les oppositions formées. Le failli peut, avant que la Cour statue, en faire cesser l'effet : 1° en payant au créancier opposant les sommes qui lui sont encore dues et, au cas de refus de ce dernier, en faisant des offres réelles suivies de consignation ; 2° si le failli estime n'être pas débiteur des sommes réclamées par le créancier opposant, en faisant déclarer,

(1) Orléans, 10 juillet 1884, SIREY, 1884, II, 197, *Journal des Faillites*, 1884, p. 581.

(2) Séance du Conseil d'Etat du 5 mai 1807. V. LOCRÉ, t. XIX, p. 351.

(3) Pau, 19 avril 1853, SIREY, 1853, II, 489, DALLOZ, 1855, II, 316. — ESNAULT, *Traité des Faillites*, t. III, n° 733 ; RENOARD, *Traité des Faillites*, t. II, p. 519 ; RUBEN DE COUDER, *cod.*, v° n° 35 ; LAROQUE-SAYSSINEL, *op. cit.*, t. II, n° 2027.

par la juridiction compétente, l'opposition mal fondée. Dans ce cas, il est nécessaire qu'un jugement intervienne ; un désistement de l'opposition consenti par le créancier serait insuffisant, car il pourrait être considéré comme une remise de la dette, mode de paiement qui, dans l'opinion dominante, n'est pas admis en ce qui concerne la réhabilitation commerciale (1).

§ 3. — *Arrêt de la Cour d'appel.*

L'instruction de la demande est close au bout de deux mois (art. 609. C. com.). Les magistrats, qui en étaient chargés, Procureur de la République et Président du tribunal de commerce, transmettent alors séparément au Procureur général : 1^o les renseignements recueillis par eux ; 2^o les oppositions formées par les créanciers ; 3^o leur avis personnel sur la demande.

Il appartient alors au Procureur général et non au failli de provoquer l'arrêt de la Cour (arg. art. 610, C. com.). Aucun débat contradictoire n'a lieu : les juges prennent connaissance de toutes les pièces de la procédure en chambre du conseil et statuent sur la requête présentée.

L'arrêt prononçant la réhabilitation ou rejetant la demande du débiteur est ensuite rendu en audience

(1) Colmar, 3 janvier 1867. V. dans LAROQUE-SAYSSINEL, *op. cit.*, t. II, n^{os} 2028 et 2029 ; ROUSSEAU et DEFERT, *Code annoté des faillites et banqueroutes*, p. 566, n^o 32.

publique. Mais pendant longtemps on a discuté sur le point de savoir s'il s'agissait ici d'une audience *solennelle* ou d'une audience *ordinaire*. La jurisprudence de plusieurs Cours d'appel s'était fixée dans le premier sens par interprétation de l'article 22 du décret du 30 mars 1808. Ce texte décide, en effet, que les contestations sur l'état civil des citoyens seront portées aux audiences solennelles (c'est-à-dire à celles où deux chambres civiles sont réunies). Cette solution avait été adoptée en dernier lieu, par un arrêt de la Cour d'appel de Paris, mais cet arrêt a été cassé, le 6 novembre 1883, par la Cour de Cassation (1). Il est difficile de prétendre, en réalité, que la réhabilitation touche à « l'état civil » du débiteur. Le failli perd l'exercice de droits qui lui appartiennent surtout comme citoyen français. Il est frappé plutôt dans son état politique que dans son état civil. S'il fallait admettre l'opinion contraire, il faudrait logiquement décider que les appels relatifs au jugement déclaratif dussent être portés à l'audience solennelle, ce que personne ne soutient. Or, si ce jugement qui crée les incapacités attachées à la faillite ne soulève pas une « question d'état », il est évident que l'arrêt de réhabilitation qui fait disparaître ces mêmes incapacités, ne doit pas non plus en soulever une. Cet arrêt doit donc être prononcé en audience ordinaire (2).

(1) Cass., 6 novembre 1883, SIREY, 1884, I, 103, DALLOZ, 1884, I, 471.

(2) Cass., 26 novembre 1862, DALLOZ, 1862, I, 522; 14 mars 1864, DALLOZ, 1864, I, 154; 6 novembre 1883, *précité*; Nancy, 24 août 1844, DALLOZ,

Il est rendu dans la forme habituelle ; aussi doit-il être motivé. La loi n'apporte pas à cet égard de dérogation aux principes généraux. Mais il suffit, presque toujours, que l'arrêt déclare que le failli a justifié du paiement intégral, en principal, intérêts et frais, de toutes les sommes par lui dues. Il n'est pas nécessaire qu'il se prononce sur chacune des quittances ou autres pièces produites. Exceptionnellement, il devrait s'expliquer sur celles qui auraient fait l'objet d'un débat spécial (1).

Formalités postérieures. — L'arrêt prononçant la réhabilitation est ensuite l'objet de certaines mesures de publicité.

Il ne suffit pas, en effet, que les incapacités, conséquences purement juridiques de la faillite, soient effacées ; il faut que les tiers en soient avertis. De plus, le débiteur a subi, dans l'opinion publique une certaine déchéance — purement morale, il est vrai, — mais cependant indiscutable. Cette déchéance ne peut disparaître que par une large publicité donnée à la réhabilitation nouvellement déclarée.

Pour tous ces motifs, l'arrêt est transmis aux différents magistrats qui ont été chargés de l'instruction de la demande : Procureur de la République, Président du tribunal de commerce du domicile du dé-

Jurisprudence générale (V^o Faillites n^o 1553). — ROUSSEAU et DEFERT, *Code annoté des faillites*; LABOQUE-SAYSSINEL, *op. cit.*, t. II, n^o 2032 et suiv. ; RUBEN DE COUDER, *op. cit.* (V^o Réhabilitation, n^o 49) ; LYON-CAEN et RENAUT, *op. cit.* t. II, n^o 990; THALLER, *Traité élémentaire de droit commercial*, n^o 1952.

(1) Cass. 9 août 1853, SIREY, 1855, I, 103, DALLOZ, 1854, I, 73. — RENOARD, *Traité des faillites*, t. II, p. 519.

biteur et du lieu de la faillite (1). Les tribunaux près desquels se trouvent ces magistrats doivent remplir deux sortes de formalités :

- 1^o La lecture de l'arrêt en audience publique ;
- 2^o Sa transcription sur les registres de ces tribunaux.

Ces deux mesures de publicité sont prescrites par l'article 611 du Code de commerce. — Il faut ajouter que l'arrêt, prononçant la réhabilitation, doit être communiqué par le failli à la Banque de France pour que sa signature puisse désormais y être admise à l'escompte. (Statuts du 2 septembre 1830, art. 54). (2).

SECTION II

Rôle de la Cour d'appel

La Cour d'appel accueille ou rejette la demande en réhabilitation formée par le failli. Mais quel est exactement son pouvoir à cet égard ? La question a été autrefois très controversée et aujourd'hui encore elle donne lieu à certaines discussions.

Pour les exposer et fixer d'une manière précise les limites des pouvoirs de la Cour d'appel, nous croyons qu'il faut poser les deux règles suivantes :

(1) L'article 611 du Code de commerce dit à tort : « aux Procureurs de la République et aux Présidents des tribunaux auxquels la demande aura été adressée ». Car la demande n'est adressée qu'à la Cour d'appel (art. 605). Il s'agit des magistrats des tribunaux auxquels la requête a été transmise par le Procureur général (art. 606).

(2) E. MALAPERT, *Du régime de la liquidation judiciaire*, p. 315, note 1.

1^o La Cour apprécie souverainement si les conditions prescrites par la loi pour obtenir la réhabilitation sont remplies ;

2^o La Cour n'a pas un pouvoir d'appréciation plus étendu ; c'est-à-dire que, si ces conditions sont réunies, elle n'a pas le droit de rejeter la demande.

Il nous reste à justifier et à indiquer la portée de ces deux règles.

1^{re} Règle. — La Cour d'appel apprécie souverainement les conditions de la réhabilitation.

Ces conditions sont de deux sortes (1) : 1^o il faut que le débiteur ait acquitté intégralement les dettes qui constituaient le passif de la faillite en principal, intérêts et frais ; 2^o il faut qu'il ne se trouve pas au nombre des personnes déclarées par la loi incapables d'être réhabilitées.

La Cour d'appel a plein pouvoir pour décider si ces deux conditions sont remplies. Pour la seconde, son rôle est facile. L'article 612 du Code de commerce donne la liste des débiteurs exclus de la réhabilitation. L'existence des différentes situations visées par ce texte : banqueroute frauduleuse, condamnation pour vol, etc..., ne peut donner lieu à aucune équivoque. Et, comme d'autre part, l'énumération de l'article 612 est limitative, il ne peut y avoir sur ce point de contestations sérieuses.

Il n'en est pas de même pour la première condition. Le failli a-t-il réellement acquitté toutes ses

(1) V. *supra*, ch. II. p. 65.

dettes comme le veut la loi commerciale? La question est souvent délicate. La Cour peut se trouver en présence d'oppositions formées par des créanciers non payés. Elle doit se prononcer à leur égard. Et, alors même qu'aucune opposition n'aurait été faite, elle peut avoir des doutes sur la sincérité des quittances produites. Dans toutes ces hypothèses, quel est exactement son rôle?

La jurisprudence et la doctrine sont d'accord pour poser le principe : La Cour d'appel a, décident-elles, un pouvoir discrétionnaire d'appréciation (1). Il n'est même pas nécessaire qu'elle s'explique sur chacune des pièces produites, lorsque ces pièces n'ont pas donné lieu à des conclusions spéciales. Il suffit qu'elle « déclare d'une manière générale que le failli a ou n'a pas justifié avoir intégralement acquitté en principal, intérêts et frais toutes les sommes par lui dues » (2).

Ce pouvoir souverain de la Cour d'appel s'applique : 1° à l'admission des pièces justificatives du paiement; 2° à la vérification de leur sincérité.

1° Admission des pièces justificatives.

En général, la preuve de la libération est faite au moyen de quittances. Mais la Cour est libre d'admettre tout autre document de nature à établir

(1) Cass. 9 août 1853, SIREY, 1853, I, 103, DALLOZ, 1854, I, 73; Cass. 17 novembre 1857, SIREY, 1858, I, 679, DALLOZ, 1858, I, 241; — LAROQUE-SAYSSINEL, *Formulaire général des faillites et banqueroutes*, t. II, n° 2030; RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de droit commercial* (V° Réhabilitation, n° 44); LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. II, n° 991.

(2) Cass. 9 août 1853, *précité*.

l'existence du paiement. Nous avons déjà vu une application de son pouvoir à cet égard à propos de la simple consignation (1). Lorsqu'un débiteur, malgré toutes ses recherches, ne retrouve pas certains de ses créanciers, il peut être autorisé à déposer à la Caisse des dépôts et consignations le montant des sommes dues à ces derniers et dans ce cas la justification du dépôt équivaut à une quittance. La plupart des Cours d'appel ont admis ce mode de libération en se fondant précisément sur leur pouvoir discrétionnaire (2).

Cette solution n'est pas spéciale au cas de consignation opérée parce que des créanciers sont introuvables. « Lorsque des circonstances de force majeure, par exemple la mort des créanciers et la disparition totale de leurs livres de commerce, a dit un arrêt de la Cour de Besançon (3), empêchent le failli de produire des quittances en due forme, la Cour peut rechercher dans d'autres documents la preuve que ces créanciers ont été entièrement désintéressés en principal, intérêts et frais ».

Mais si les juges peuvent, pour établir leur conviction, consulter d'autres pièces que des quittances, ils ne peuvent pas exiger du débiteur qui leur a présenté des quittances régulières d'autre justifica-

(1) V. *supra*, ch. II, § 2, *Des modes de paiement*, p. 102.

(2) Lyon, 29 juin 1865, SIREY, 1865, II, 299, DALLOZ, 1865, II, 191; Bordeaux, 6 mai 1874, SIREY, 1875, II, 140, DALLOZ, 1878, V, 275; Nancy, 3 février 1876, DALLOZ, 1878, V, 275. — LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.* t. II, n° 981.

(3) Besançon, 20 mars 1876, SIREY, 1876, II, 206, DALLOZ, 1876, II, 119.— V. aussi Lyon, 29 juin 1865, *précité*.

tion du paiement réel et intégral du passif de sa faillite. Un conseiller d'Etat, Defermon, avait, pendant la discussion du Code de commerce, préconisé la solution contraire (1); mais elle n'a pas été introduite dans la loi, car la quittance fait présumer le paiement. La Cour peut bien en vérifier l'exactitude; elle ne peut pas, *a priori*, lui refuser tout effet en exigeant une justification complémentaire (2).

2° Vérification des pièces justificatives.

A cet égard, la Cour d'appel possède encore un pouvoir souverain d'appréciation (3). Elle doit rechercher si les quittances produites sont *sincères*. Il y a là, pour elle, une « question de fait » à résoudre; et il est assez difficile de donner sur ce point des règles précises. Les quittances sont-elles véridiques ou sont-elles mensongères? Sont-elles la justification des modes de paiement admis par la loi ou cachent-elles une novation ou une remise volontaire de la dette? Ont-elles été obtenues au moyen d'un paiement intégral ou seulement grâce au versement de quelques acomptes? Tout dépend des circonstances: les juges auront à les examiner et à les apprécier.

La jurisprudence a fait plusieurs fois l'application de cette idée. Elle a décidé que la preuve de la libération ne pouvait « résulter d'acquits conçus en

(1) Séance du 5 mai 1807. LOCRÉ, t. XIX, p. 351.

(2) ALAUZET, *Commentaire du Code de commerce et de la législation commerciale*, t. IV, n. 1944.

(3) Voir les deux arrêts de Cassation des 9 août 1853 et 17 novembre 1857. *supra cit.* — LYON-CAEN, *op. cit.* t. II, n. 991.

termes vagues sans mention expresse de la somme versée et sans indication du paiement des intérêts et des frais (1) ». Elle a jugé encore qu'on ne pouvait pas admettre une quittance collective qui avait été obtenue au moyen d'engagements nouveaux (2). Mais elle a décidé aussi qu'il n'était pas nécessaire que les quittances fussent enregistrées si l'on pouvait croire, malgré cela, à leur sincérité (3). Dans ces différentes espèces, les Cours d'appel se sont prononcées suivant les circonstances en rapprochant des quittances contestées les déclarations des créanciers eux-mêmes que le Procureur de la République et le Président du tribunal de commerce avaient interrogés au moment de l'enquête prescrite par la loi.

Dans une hypothèse spéciale, la jurisprudence se prononce toujours dans le même sens. Il s'agit du cas où le débiteur veut établir le paiement de son passif au moyen de « *quittances pour solde* ».

Les Cours d'appel repoussent toujours ces quittances sans faire entre elles aucune distinction. Elles exigent que celles qui sont produites soient détaillées, c'est-à-dire qu'elles indiquent d'une manière distincte le montant de la créance en principal, puis le décompte séparé des intérêts et des frais. Le créancier certifie ensuite que ces différentes sommes ont été

(1) Rouen, 20 juin 1865, *Rec. arr. Caen et Rouen* 1866, II, 32.

(2) Cass. 17 novembre 1857, SIREY, 1858, I, 679, DALLOZ 1858, I, 241.

(3) Lyon, 3 juillet 1873, cité dans la note de M. de Folleville (DALLOZ, 1875, II, 89). — ROUSSEAU et DEFERT, *Code annoté des faillites*, p. 565, n° 24.

payées. En pratique, les quittances qui remplissent ces conditions sont les seules qui soient admises (1).

Nous ne croyons pas cependant qu'il soit nécessaire d'écarter *a priori* les quittances pour solde. Les quittances ainsi libellées sont les plus fréquentes et constituent le mode normal de preuve du paiement. Si la loi commerciale avait voulu les prohiber, il est bien probable qu'elle l'aurait dit expressément. Son esprit, à défaut de son texte, n'autorise pas cette dérogation. Il est vrai que notre Code exige avant tout que les créanciers soient intégralement désintéressés; et en nous appuyant sur ce principe nous avons pu ajouter au texte de la loi certaines prohibitions comme celle de la remise de la dette. Mais cette même idée ne suffit évidemment pas pour faire repousser sans distinction les quittances pour solde; car celles-ci peuvent être sincères et représenter le paiement réel et intégral que la loi exige.

Il ne faut pas, selon nous, poser à propos de ces quittances de règle absolue. En vertu de son pouvoir discrétionnaire, la Cour d'appel pourra les écarter s'il résulte des circonstances et des déclarations des créanciers qu'elles sont mensongères.

La solution doit être la même pour elles que pour toutes les autres pièces justificatives. Elles font présumer le paiement (art. 1908, Code civil), mais ce n'est qu'une présomption qui peut tomber

(1) DALLOZ, *Jurisprudence générale*, Supplément. V° Faillites n° 1501.— Comp. Rennes, 11 septembre 1846, DALLOZ, 1851, II, 132.; Douai 26 décembre 1877, SIREY, 1878, II, 56, DALLOZ, 1878, II, 38.

devant la vérification de ces quittances. Si leur examen démontrait qu'elles sont sincères et véridiques elles devraient certainement être maintenues à la décharge du débiteur. Telle n'est pas cependant la solution à laquelle se sont ralliées les Cours d'appel. Mais comme le dit très bien M. de Folleville (1) « il nous paraît que les exigences de la pratique quant à la forme des quittances et les procédés d'instruction adoptés par les parquets dépassent toute mesure : d'une part, elles sont vexatoires pour le failli qui sollicite sa réhabilitation ; d'autre part, elles sont contraires à l'esprit du législateur, lequel voulait encourager et faciliter la réhabilitation commerciale ».

2^e Règle. — La Cour d'appel ne peut pas procéder à un autre examen que celui des conditions de la réhabilitation.

Nous supposons maintenant que toutes les conditions prescrites par la loi ont été remplies et que les juges en ont acquis la preuve. La Cour d'appel peut-elle néanmoins, en invoquant des considérations tirées de la moralité du failli, rejeter la demande en réhabilitation ? Son pouvoir discrétionnaire va-t-il jusqu'à pouvoir apprécier la conduite du débiteur ?

L'affirmative a ses partisans. Pendant les travaux préparatoires du Code de commerce, disent-ils, il a été plusieurs fois question, à propos de la réhabili-

(1) Note dans DALLOZ, 1875, II, 89 (1^{re} partie de la note). — V. aussi ROUSSEAU et DEFERT, *op. cit.*, p. 565, n. 25.

tation, de la moralité du failli. Or, c'est évidemment parce que les législateurs considéraient cet élément comme ne pouvant pas être négligé. Il semble bien, d'ailleurs, qu'ils aient inscrit cette solution dans le Code lui-même. L'ancien article 609 déclarait, en effet, que le Procureur de la République et le Président du tribunal de commerce devaient transmettre au Procureur général « *les connaissances particulières qu'ils auraient sur la conduite du failli* ». Aujourd'hui, ce membre de phrase n'existe plus, il est vrai, mais l'article 609 décide encore que ces mêmes magistrats doivent, en envoyant au Procureur général les renseignements recueillis par eux, « y joindre leur *avis* sur la demande ». Cet avis serait absolument inutile si la réhabilitation était forcément acquise au failli lorsque les conditions prescrites par la loi sont accomplies (1).

Ce système, qui a pour conséquence de rendre la réhabilitation facultative pour la Cour d'appel, n'a pas réussi. On admet généralement que la Cour n'a pas à apprécier la moralité du débiteur. L'argument tiré de l'ancien article 609 n'a évidemment plus de valeur, puisqu'en 1838 la partie du texte relative à la conduite du débiteur a été supprimée. Quant à l'*avis* donné par le Procureur de la République et le Président du tribunal de commerce, il doit être

(1) BOULAY-PATY, *Traité des faillites et banqueroutes*, n. 655 ; ESNAULT, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. III, n. 738 ; DALLOZ : *Jurisprudence générale* (V^o Faillites, n. 1556 et *Supplément* eod. v^o n. 1506). On cite aussi, dans ce sens, un arrêt d'Alger du 24 décembre 1867 (*Rec. Algérien*, 1868, p. 76).

relatif à la sincérité des paiements sur lesquels ces magistrats ont été chargés de prendre des renseignements. S'il concernait la moralité du débiteur, il y aurait eu double emploi avec la phrase qui a disparu en 1838.

Les travaux préparatoires du Code de commerce ne peuvent pas davantage être invoqués. Quelques Conseillers d'État ont pu demander à ce qu'il fût tenu compte de la conduite du débiteur. Mais c'était une conséquence du système préconisé par eux relativement à la compétence. La réhabilitation devant être prononcée par l'Empereur, il était logique de décider que celui-ci aurait, comme le Roi sous l'ancienne monarchie, un large pouvoir d'appréciation (1). Il ne pouvait plus en être ainsi lorsqu'on eut résolu de donner à la Cour d'appel compétence en cette matière. Tel était à la fin de la discussion l'avis de Cambacérès : « Il ne dépend plus d'aucune autorité de lui refuser (au failli) sa réhabilitation ; il ne reste qu'à s'en rapporter aux pièces qui attestent la libération..... que si l'on entreprend d'éclairer, en outre, la moralité, on fera souvent des injustices : rien n'est plus trompeur que l'opinion (2). »

Il est difficile, d'ailleurs, d'apercevoir des motifs de nature à justifier l'appréciation par la Cour d'appel, de la conduite du débiteur. Cette appréciation a sa raison d'être pour la réhabilitation pénale ;

(1) V. dans la 1^{re} partie les pouvoirs du souverain en matière de réhabilitation, p. 29.

(2) Séance du 12 mai 1807. LOCRÉ, t. XIX, p. 373-374.

mais ici elle ne reposerait sur rien. « Au point de vue de la loi des faillites, dit Alauzet (1), il n'y a pas d'autre moralité que de payer ses dettes; le commerçant qui, par les actes de la plus sublime vertu, s'est mis dans la nécessité de cesser ses paiements, pourra prétendre au prix Monthyon, mais n'en sera pas moins mis en état de faillite; l'homme le plus dépravé qui acquitte tous ses engagements commerciaux, pourra pour ses méfaits être envoyé aux galères, mais il ne sera pas failli. »

Un pouvoir d'appréciation aussi arbitraire donné à la Cour d'appel serait donc complètement inutile. Il serait, en outre, tout à fait nuisible à l'institution que nous étudions. Le débiteur n'étant jamais certain d'obtenir sa réhabilitation ne ferait aucun effort pour rembourser ses créanciers. Et les réhabilitations, déjà trop rares, deviendraient encore moins fréquentes. Il faut donc décider que la Cour d'appel n'a pas à examiner la moralité du failli. Par suite, — et c'est la conclusion à tirer de cette controverse, — la réhabilitation est pour lui un *droit* dès que les conditions prescrites par la loi se trouvent réunies (2).

Certains auteurs, partisans de ce dernier système, ont voulu cependant lui apporter une exception

(1) *Commentaire du Code de commerce et de la législation commerciale*, t. IV, n. 1948.

(2) BÉDARRIDE, *Commentaire du Code de commerce*, t. III, n. 1324; ALAUZET, *op. et loc. cit.*; BOISTEL, *Précis de droit commercial*, n. 1103; LAROQUE-SAYSSINEL, *op. cit.*, t. II, n. 2031; RUBEN DE COUDER, *op. cit.* (V^e Réhabilitation, n. 43); LYON-CAEN et RENAUT, *op. cit.*, t. II, n. 991; THALLER, *Traité élémentaire de droit commercial*, n. 1953.

dans le cas où un banqueroutier simple aurait, après avoir subi sa peine, sollicité sa réhabilitation. Bien que celui-ci eût acquitté intégralement ses dettes, la Cour d'appel pourrait, disent-ils, rejeter sa demande pour des motifs tirés exclusivement de la moralité de ce commerçant. Cette exception serait basée sur le texte de l'article 612, al. 2, qui paraît bien indiquer que, dans cette hypothèse, la réhabilitation est facultative. « *Pourra*, dit-il, être admis à la réhabilitation, le banqueroutier simple qui aura subi la peine à laquelle il aura été condamné. » — Cette solution aurait sa raison d'être, car la situation du banqueroutier simple est beaucoup plus grave que celle du failli, et l'on comprendrait très bien que la loi commerciale se montrât plus sévère à son égard (1).

En réalité, rien ne justifie une semblable exception. Le texte que nous venons de citer ne doit pas, en effet, être séparé des dispositions qui l'entourent. Or, lorsqu'on lit l'article 612 tout entier et non pas seulement l'alinéa 2, on s'aperçoit immédiatement que l'expression « *pourra* » n'a été introduite que pour mettre en opposition, d'une part, la situation du banqueroutier frauduleux et des condamnés qui ne pourront jamais être réhabilités et, d'autre part, celle du banqueroutier simple qui « *pourra* » l'être après avoir subi sa peine. Tel est, d'ailleurs, le sens que cette même expression comporte dans les textes

(1) ROUSSEAU et DEFERT, *Code annoté des faillites et banqueroutes*, p. 567, n. 42; V. aussi BOULAY-PATY, *op. et loc. cit.*; DALLOZ, *Jurisp. génér.*, *loc. cit.*

suivants. L'article 614 dispose : « Le failli *pourra* être réhabilité après sa mort. » Personne cependant ne soutient, dans cette hypothèse, que la réhabilitation est facultative. On ne peut donc tirer aucun argument du texte invoqué. De plus, une exception aussi notable à la règle générale aurait très certainement fait l'objet de quelques observations au moment de la rédaction du Code de commerce ou pendant la discussion de la loi du 28 mai 1838. Or, à ces différentes époques, il n'y a été fait aucune allusion, de telle sorte que la dérogation proposée paraît n'avoir été imaginée que par des commentateurs postérieurs (1).

Le système de notre Code de commerce, en ce qui concerne le rôle de la Cour d'appel, est donc bien simple. Il donne à l'autorité judiciaire un pouvoir discrétionnaire pour apprécier si les conditions de la réhabilitation ont été accomplies. Mais le pouvoir ainsi concédé est limité à cette vérification. Il ne va pas plus loin. La Cour n'a pas à tenir compte des mérites du failli ou des motifs de blâme qui peuvent lui être imputés. Dès qu'elle a constaté l'existence des conditions prescrites par la loi, elle n'a pas la faculté de repousser la demande ; elle est obligée d'y faire droit. La réhabilitation commerciale n'a donc pas le caractère d'une *favor* ; elle constitue au contraire « un *droit* pour le failli qui a payé ses dettes (2) ».

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. II, 991.

(2) LYON-CAEN et RENAULT, *op. et loc. cit.*

CHAPITRE IV

Effets de la réhabilitation.

La réhabilitation a pour principal effet de restituer au commerçant en état de faillite ou de liquidation judiciaire les droits qu'il a perdus. Elle intéresse donc surtout le débiteur. Mais elle n'est pas sans influence non plus, bien que dans une moindre mesure, sur les droits des créanciers.

Nous avons donc à envisager les effets de la réhabilitation sous un double aspect :

- 1^o Effets de la réhabilitation vis-à-vis du débiteur;
- 2^o Effets de la réhabilitation vis-à-vis des créanciers.

SECTION I

Effets de la réhabilitation vis-à-vis du débiteur

La réhabilitation fait recouvrer au failli ou au liquidé, d'une manière complète, leur ancienne capacité. C'est là son effet juridique, celui sur lequel nous aurons surtout à insister.

Mais auparavant il n'est pas sans intérêt de remarquer que la réhabilitation présente aussi une valeur morale incontestable.

La faillite, que l'opinion publique regarde comme déshonorante, porte une atteinte des plus grave à la considération du débiteur. Cette idée est très ancienne; nous avons vu qu'elle était en germe dans le droit romain et qu'il était facile de retrouver sa trace dans notre ancien droit. Elle n'a pas disparu avec le Code de commerce : « L'état de failli, disait un des premiers commentateurs (1), constitue contre lui une sorte d'ostracisme moral qui, au sein même de la vie commune, isole son existence ». Aujourd'hui encore cette même idée subsiste (2). Nous en avons la preuve dans ces décisions judiciaires qui considèrent comme une diffamation le fait d'avoir attribué à un individu la qualification de failli (3). La loi, d'ailleurs, ne déclare-t-elle pas que les jugements prononçant la liquidation judiciaire ou la faillite, doivent être portés sur le casier judiciaire (4), mention qui constitue pour ainsi dire la note d'infamie du droit moderne.

En toute occasion cette sorte de flétrissure se retrouve; elle ferme au failli l'entrée de la plupart

(1) ESNAULT, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. III, n. 727.

(2) V. THALLER, *Des faillites en droit comparé*, t. I, p. 235, et *Traité élémentaire de droit commercial*, n. 4462.

(3) Bourges, 10 mai 1878; Trib. paix Lion-d'Angers 1^{er} décembre 1886. V. Répertoire des *Pandectes françaises* (V^o Diffamation-injure n^o 144).

(4) Art. 1, § 4 de la loi du 5 août 1899.

des professions (1) : elle rend sa situation difficile au point de vue des relations sociales. A côté des incapacités légales, ce débiteur est par là même frappé d'une véritable incapacité de fait qu'il est très malaisé de définir, mais dont l'existence est indéniable. Or, il est certain que la réhabilitation, en supprimant la cause de cette incapacité, fait en grande partie disparaître l'effet. Ce résultat se produit d'une manière d'autant plus certaine que la législation française en imposant des conditions rigoureuses à la réhabilitation lui a donné une plus haute importance au point de vue moral.

Le rapporteur de la Chambre des Députés en 1838 (2) disait, dans cet ordre d'idée : « Cette institution agit par le mobile de l'honneur. Les avantages qu'elle offre en perspective sont d'une nature toute morale et tirent de l'opinion une grande valeur parce que l'opinion tient compte des efforts et des sacrifices faits pour l'obtenir ».

Au point de vue exclusivement juridique, la réhabilitation efface les incapacités légales qui frappent le failli. Nous n'avons pas à faire ici un exposé complet de ces incapacités. Une semblable étude sortirait du cadre de notre sujet qui n'embrasse pas la condition du failli tout entière, mais vise simple-

(1) C'est ainsi qu'un arrêté du Conseil de l'ordre des avocats de Paris, en date du 8 décembre 1842, a décidé qu'un ancien failli non réhabilité ne pourrait être admis à la profession d'avocat. Répertoire des *Pandectes françaises* (V^o Avocat, n. 650). — Le failli ne peut non plus être notaire (arg. art. 35 de la loi du 25 ventôse an XI), etc.

(2) M. Quénauld. — V. RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de droit commercial* (V^o Réhabilitation n. 2).

ment les moyens de mettre fin à cette condition. Il est indispensable cependant de donner un aperçu rapide des droits que le débiteur recouvre grâce à la réhabilitation. C'est la seule façon de comprendre l'importance et l'utilité de cette institution ainsi que d'en connaître exactement les effets.

Jusqu'ici nous n'avons pas fait de distinction entre la faillite et la liquidation judiciaire. Dans l'un comme dans l'autre cas, les conditions et la procédure de la réhabilitation sont identiques. Dans ce chapitre, au contraire, il faut envisager séparément ces deux situations, car la réhabilitation commerciale a des effets beaucoup plus étendus vis-à-vis du failli que du liquidé.

§ 1^{er}. — *Suppression des incapacités résultant de la faillite.*

Le failli n'est pas un incapable au sens juridique du mot. La Cour de Lyon (1) avait autrefois jugé le contraire. Mais la Cour suprême a cassé cette décision par un arrêt du 12 janvier 1864 (2). La question est aujourd'hui tranchée (3). La faillite n'anéantit pas la capacité juridique du débiteur, elle la dimi-

(1) Arrêt du 12 décembre 1861 sous arr. Cass. du 12 janvier 1864, *infra cit.*

(2) Cass. 12 janvier 1864, SIREY, 1864, I, 17, DALLOZ, 1864, I, 130. — RENOARD, *Traité des faillites*, t. I, p. 299; RUBEN DE COUDER, *op. cit.* (V^o Faillite n. 167).

(3) V. l'exposé de cette controverse dans EYQUEM, *De la condition du failli aux différentes époques de la faillite en droit français*. Thèse p. 82 et suiv.

nue seulement en lui enlevant un certain nombre de droits. Cette solution n'est pas sans importance, car si en principe le failli n'est pas un incapable, il est impossible d'étendre les déchéances par lui encourues et il ne doit subir que celles spécialement énumérées par les textes.

Ces textes législatifs sont, d'ailleurs, très nombreux, de telle sorte qu'il est difficile de se faire une idée d'ensemble des incapacités qui atteignent le failli. Il faut, sans tenir compte de l'époque à laquelle elles sont apparues, les classer d'après leurs caractères communs. A cet égard, elles peuvent se ranger en deux grandes catégories : les unes sont d'ordre politique, les autres d'ordre commercial.

A. — *Incapacités d'ordre politique.*

La réhabilitation restitue au failli : 1° des droits politiques proprement dits ; 2° un certain nombre de droits que les auteurs rattachent généralement aux droits politiques.

(a) Les premiers sont ceux que la constitution du 22 frimaire de l'an VIII réunit sous le nom des « droits de citoyen » et qu'elle déclare être suspendus dans la personne du failli (art. 5).

Quels sont ces droits ? La constitution de frimaire ne les a pas énumérés, elle a seulement posé le principe ; mais les différentes lois électorales postérieures en ont fait l'application. Ces lois ont enlevé au commerçant en état de faillite non seulement la qualité d'éligible, mais encore celle d'électeur à toutes

les fonctions représentatives : Sénat, Chambre des Députés, Conseils généraux et d'arrondissement, Conseils municipaux (1).

Après l'arrêt de réhabilitation, le débiteur peut prendre part de nouveau à ces différentes élections. Son nom, qui avait été rayé des listes électorales, y est rétabli.

(b) Le failli recouvre, en outre, quelques autres droits qui se rattachent aux droits politiques : 1^o les droits résultant de la qualité de membre de la Légion d'honneur ou de décoré de la médaille militaire (2); 2^o le droit d'être juré. L'article 2, al. 8, de la loi du 21 novembre 1872 sur le jury, déclare, en effet, que les faillis sont incapables d'être jurés s'ils ne sont pas réhabilités; 3^o le droit d'être témoin dans un acte authentique. Il est vrai que sur ce dernier point il y a eu controverse et qu'un ancien arrêt de la Cour de cassation (3) a décidé qu'un failli n'avait pas besoin d'obtenir sa réhabilitation pour exercer ce droit. Mais cette théorie est depuis longtemps abandonnée. La loi du 25 ventôse de l'an XI (art. 9) exige, en effet, que les témoins, dans un acte notarié, soient « citoyens français ». Or, la constitution de l'an VIII, nous l'avons indiqué au début, pose en

(1) *Sénat* : Art. 4 de la loi du 9 décembre 1884. — *Chambre des Députés* : Décret-loi du 2 février 1852, art. 15-17^o pour l'électorat, art. 26 pour l'éligibilité. — *Conseils généraux et d'arrondissement* : art. 5 et 6 de la loi du 10 août 1871. — *Conseils municipaux* : art. 32 de la loi du 5 avril 1884.

(2) D. 16 mars 1852, art. 39; D. 24 novembre 1852, art. 2.

(3) Cass. 10 juin 1824, V. DALLOZ, *Jurisprudence générale* (V^o Faillites n^o 171).

principe que l'exercice des droits de « citoyen français » est suspendu par l'état de faillite. Le rapprochement de ces deux textes est significatif (1).

La solution est-elle la même pour un droit qui a été souvent rattaché aux droits politiques, celui d'être tuteur? Tout dépend de l'opinion adoptée dans cette autre controverse : la faillite entraîne-t-elle ou non *de plano* l'incapacité d'exercer la tutelle? Dans notre droit actuel, où la tutelle ne constitue plus une fonction d'ordre politique, un *munus publicum*, on décide généralement que l'incapacité d'être tuteur ne résulte pas nécessairement du jugement déclaratif. Elle est complètement indépendante du régime de la faillite. Par suite, la réhabilitation n'a aucune influence en cette matière (2).

B. — Incapacités d'ordre commercial.

Avec les droits politiques, la réhabilitation restitue au failli une deuxième catégorie de droits que le jugement déclaratif lui avait enlevés. Ceux-ci se rat-

(1) Rouen, 13 mai 1839, DALLOZ, 1839, II, 106; Amiens, 8 juillet 1873, DALLOZ, 1874, II, 91. — ESNAULT, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. III, n° 153; RENOARD, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. I, p. 506; RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de droit commercial* (V° Faillite n° 170); LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. II, n° 976; THALLER, *op. cit.*, n° 1639. — Le failli, au contraire, pourrait être témoin dans un testament. V. auteurs cités *supra* et DEMOLOMBE, *Donations et testaments*, n° 179 et 187.

(2) Besançon, 31 août 1870, DALLOZ, 1871, II, 50. — DEMOLOMBE, *Traité de la minorité*, n° 492; AUBRY et RAU, *Cours de droit civil français*, t. I, § 104; LYON-CAEN et RENAULT, *op. et loc. cit.*, et note 4; THALLER, *op. et loc. cit.*

tachent plus spécialement à sa qualité de commerçant.

1^o Le failli recouvre le droit d'être électeur et éligible aux assemblées et juridictions professionnelles. Les juridictions dont il s'agit sont les tribunaux de commerce et les conseils de prudhommes (1). Quant aux assemblées, ce sont les chambres de commerce et les chambres consultatives des arts et manufactures (2).

2^o Le failli peut être investi à nouveau de certaines fonctions commerciales dont l'exercice lui était interdit. Il en est ainsi des charges d'agent de change ou de courtier. « Ceux qui ont fait faillite, dit l'article 83 du Code de commerce, ne peuvent être agents de change ni courtiers *s'ils n'ont été réhabilités* » (3). Il faut remarquer toutefois que ce texte n'a pas aujourd'hui une aussi grande étendue qu'il le paraît au premier abord. Depuis la loi du 18 juillet 1866 (4), les courtiers de marchandises ne sont plus soumis à la prohibition édictée par l'article ci-dessus. Mais elle subsiste toujours pour les agents de change et pour les courtiers à monopole (courtiers d'assurances

(1) Pour les tribunaux de commerce, loi du 8 décembre 1883, art. 2 et 8 ; pour les conseils de prudhommes, loi du 18 mars 1806, art. 3 et loi du 1^{er} juin 1853, art. 6.

(2) Décret du 22 janvier 1872, qui est commun aux chambres de commerce et aux chambres consultatives des arts et manufactures. »

(3) Cette déchéance est très ancienne; elle existait sous l'empire de l'Ord. de 1673. L'art. 3 du titre II disait : « Ceux qui auront obtenu des lettres de répit, fait contrat d'atermoiement ou fait faillite, ne pourront être agents de change, ou de banque, ou courtiers de marchandises. »

(4) Cette loi a supprimé le monopole des courtiers de marchandises.

maritimes, courtiers interprètes et conducteurs de navires, etc...) Elle s'applique aussi, d'ailleurs, aux courtiers de marchandises auxquels des attributions spéciales ont été conférées et qui sont désignés sous le nom de courtiers inscrits ou assermentés (1).

3° Le failli qui est réhabilité n'a plus à subir deux exclusions très graves en matière commerciale : l'impossibilité de se présenter à la Bourse et celle d'être admis à l'escompte de la Banque de France. Ces deux prohibitions ont pour but d'empêcher les autres commerçants de traiter avec des insolubles. L'exclusion des faillis des Bourses de commerce était déjà appliquée dans l'ancien droit où elle avait fait l'objet notamment d'un arrêt du Conseil du 21 avril 1766 (2). La réhabilitation fait très certainement disparaître cette déchéance. C'est ce qui résulte d'un texte formel, l'article 613 du Code de commerce qui s'exprime ainsi : « Nul commerçant failli ne pourra se présenter à la Bourse à moins qu'il n'ait obtenu sa réhabilitation. » Quant à l'interdiction de l'escompte de la Banque de France, qui existe depuis le commencement du dix-neuvième siècle, elle n'est pas également maintenue si le débiteur est réhabilité. L'article 51 du décret du 16 janvier 1808, sur les statuts de la Banque de France, ne laisse aucun doute à cet égard, puisqu'il déclare que les réhabilitations doivent être inscrites sur le registre spécial

(1) Loi du 18 juillet 1866, art. 2.

(2) V. *supra*, p. 38.

où sont également mentionnées les déclarations de faillite (1).

§ 2. — *Suppression des incapacités résultant de la liquidation judiciaire.*

La réhabilitation a le même effet en matière de liquidation judiciaire qu'en matière de faillite. Elle fait disparaître les incapacités et déchéances qui résultent, pour le liquidé, du jugement déclaratif. Mais ici les droits que le débiteur recouvre sont moins nombreux.

1^o *Droits politiques.* — La réhabilitation restitue au liquidé, qui est resté électeur, le droit d'être éligible. L'article 21 de la loi du 4 mars 1889 déclare, en effet, « qu'à partir du jugement de liquidation judiciaire, le débiteur ne peut être nommé à aucune fonction élective et que, s'il exerce une fonction de cette nature, il est réputé démissionnaire. » Après sa réhabilitation, au contraire, le débiteur peut être élu au Sénat, à la Chambre des Députés, aux Conseils municipaux ou départementaux, aux tribunaux et chambres de commerce et aux conseils de prudhommes (2).

(1) V. aussi les statuts du 2 septembre 1830, art. 54. — MALAPERT : *Du régime de la liquidation judiciaire*, p. 315, note 1.

(2) La réhabilitation fait aussi recouvrer au débiteur le droit d'être délégué sénatorial. Il avait, en effet, perdu ce droit ; car bien que ce délégué soit électeur, il n'en est pas moins vrai qu'il doit pour cela être élu. LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. II, n^o 1126. *Contra*, RIVIÈRE, *Commentaire de la loi du 4 mars 1889*, n^o 371.

Tels sont les seuls droits d'ordre politique que la réhabilitation fait recouvrer au liquidé. A la différence du failli, en effet, celui-ci ne perd ni l'électorat, ni les droits de porter la Légion d'honneur, d'être juré (1) ou témoin dans un acte authentique (2).

2° *Droits d'ordre commercial*. — Le débiteur en état de liquidation judiciaire est privé de presque tous ces droits. Il y a lieu cependant d'y apporter quelques exceptions. Une distinction a été faite ; elle a été tirée de l'article 24 de la loi du 4 mars 1889. Ce texte applique au liquidé les dispositions du *Code de commerce* sur la faillite. D'où l'on a conclu qu'il était bien atteint par les incapacités qui frappent le failli lorsqu'elles résultent des textes mêmes du Code de commerce, mais non par celles qui sont inscrites dans des lois spéciales. Par application de cette idée, on décide généralement que le liquidé conserve le droit d'être admis à l'escompte de la Banque de France. Mais, en sens inverse, il est certain qu'il ne peut pas être nommé agent de change ou courtier privilégié (3), et que l'entrée de la Bourse lui est interdite ; ces dernières déchéances sont, en effet, écrites dans le Code de commerce (art. 83 et 613) (4).

(1) Le droit d'être juré est généralement reconnu au débiteur en liquidation judiciaire. THALLER, *Traité élémentaire de droit commercial*, n° 1640. — V. cependant en sens contraire, LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.*, t. II, n° 1126.

(2) Sur cette différence entre la faillite et la liquidation judiciaire, voir *infra* la distinction tirée de l'art. 24 de la loi du 4 mars 1889.

(3) *Contra*, RIVIÈRE, *op. cit.*, n° 368.

(4) LYON-CAEN et RENAULT, *op. et loc. supra cit.* ; THALLER, *op. et loc. cit.* ; MALAPERT, *Du régime de la liquidation judiciaire*, p. 317-319.

En résumé, la réhabilitation a pour effet de restituer au débiteur en liquidation judiciaire les droits suivants : 1^o le droit d'être éligible à toutes les assemblées politiques ou professionnelles ; 2^o le droit d'être nommé agent de change, courtier à monopole et courtier de marchandises inscrit ou assermenté ; 3^o le droit de se présenter à nouveau à la Bourse.

Si l'on pénètre dans les détails, il existe donc des différences profondes entre les effets de la réhabilitation suivant qu'ils sont appliqués à la faillite ou à la liquidation judiciaire. Mais, dans l'ensemble, qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre, son but est toujours le même : c'est de replacer le débiteur dans son ancien état, dans la situation politique ou commerciale qu'il occupait avant le jugement déclaratif.

SECTION II

Effets vis-à-vis des créanciers.

Les rédacteurs du Code de commerce ne paraissent avoir envisagé les effets de la réhabilitation commerciale qu'à l'égard du débiteur. La jurisprudence et la doctrine ont eu depuis à se demander si elle n'avait pas aussi certains effets vis-à-vis des créanciers. La pratique a fait naître à ce sujet des questions que le législateur n'avait pas prévues. Elles se sont posées : 1^o à propos des droits de tous les créanciers ; 2^o à propos des droits d'un créancier spécial, la femme du débiteur.

A) *Droits de tous les créanciers.* — Un arrêt de réhabilitation a été rendu. Si — et c'est le cas le plus fréquent — tous les créanciers ont été intégralement payés en principal, intérêts et frais, le débiteur est désormais à l'abri. Mais il peut arriver que des créanciers aient été oubliés. Les uns, malgré la publicité faite, peuvent ne pas avoir appris qu'une demande en réhabilitation était formée par leur débiteur. D'autres, par négligence, peuvent avoir omis de former l'opposition prévue par la loi à une demande qu'ils connaissaient.

L'arrêt de la Cour d'appel a-t-il quelque influence sur les droits de ces créanciers ?

On a soutenu que la réhabilitation prononcée les empêchait de réclamer à l'avenir ce qui leur était encore dû. « L'arrêt de réhabilitation, a-t-on dit dans ce sens, vaut *quittance* générale pour le réhabilité. » La décision de la Cour d'appel constitue très certainement une présomption de libération pour le débiteur puisqu'elle n'a été rendue que sur la preuve que tous les créanciers avaient été désintéressés. Or, cette décision a l'autorité de la chose jugée ; la présomption sur laquelle elle repose est donc une présomption *juris et de jure*. Rien ne peut la faire tomber. Autrement dit, la réhabilitation est un acte incommutable aussi bien vis-à-vis des tiers qu'à l'égard du débiteur : un individu ne peut pas être à la fois réhabilité pour certains créanciers et non réhabilité pour les autres, ce qui serait la conséquence

indirecte du système opposé. Les créanciers non payés, d'ailleurs, ne peuvent pas se plaindre lorsque les mesures de publicité prescrites par le Code de commerce ont été observées. Légalement, ils doivent être considérés comme ayant été avertis de la demande introduite par le débiteur ; ils pouvaient y former opposition (1).

Cette opinion n'a pas réussi, et elle est unanimement condamnée par les auteurs et par la jurisprudence. Elle n'aboutit à rien moins, en effet, qu'à infliger aux créanciers une déchéance qu'aucun texte ne prévoit et qui serait, la plupart du temps, imméritée, la publicité organisée par la loi ayant très bien pu ne pas les toucher. Si l'arrêt de réhabilitation fait présumer que tous les créanciers ont été désintéressés, rien n'indique que cette présomption ne tombe pas devant la preuve contraire. Au point de vue historique, il est certain que jamais la réhabilitation n'a été considérée comme un mode de paiement. Ce sont deux choses absolument distinctes. Renouard (2), un des premiers, a très bien aperçu cette différence : « L'arrêt de réhabilitation, dit-il, ne juge rien ; il n'opère pas la libération, il la proclame. » Il laisse donc subsister la créance. La jurisprudence, poussant jusqu'au bout cette idée, décide, avec raison, que l'action du créancier ne peut pas être déclarée non recevable alors même qu'il aurait

(1) V. l'exposé de ce système dans DALLOZ, 1846, I, 185, note sous un arrêt de Cass., du 20 mai 1846.

(2) *Traité des faillites et banqueroutes*, t. II, p. 518.

négligé de former opposition. Et Renouard (1), allant plus loin encore, déclare que le créancier qui a formé cette opposition, mais « à l'opposition duquel on ne s'est pas arrêté, conserve tous ses droits ». Ce système n'est plus combattu aujourd'hui (2).

Dans une hypothèse spéciale, la question est plus discutée : il s'agit du cas où un débiteur a été réhabilité après avoir antérieurement obtenu son concordat. Si des créanciers non désintéressés réclament le paiement de l'intégralité de leurs créances, l'ancien failli peut-il leur opposer les termes du concordat en refusant de payer les sommes qui, par cet acte, lui ont été remises ?

L'affirmative a été défendue par certains auteurs éminents (3). Prétendre, disent-ils, que les créanciers peuvent demander la portion des dettes dont le débiteur a été libéré par le concordat, c'est faire naître une obligation qui, civilement du moins, est éteinte. Au point de vue juridique cette solution est impossible. Elle ne résulte d'aucun texte et elle est contraire à la réalité des faits. La réhabilitation n'est pas un contrat ; ce n'est pas davantage « un jugement proprement dit, c'est un acte de juridiction volontaire » pour la Cour d'appel. Elle ne peut pas créer d'obligations à la charge du débiteur. Et celui-

(1) *Op. et loc. cit.*

(2) Bordeaux, 24 décembre 1860, cité dans le Répertoire des *Pandectes françaises* (V^o *Faillites*, n^o 9680). — RENOUARD, *op. et loc. cit.*; BOISTEL, *Précis de droit commercial*, n^o 1105; THALLER, *Traité élémentaire de droit commercial*, n^o 1953.

(3) Notamment par MM. Boistel et Ruben de Couder.

ci, qui n'était tenu qu'au versement d'un dividende, ne peut pas, par le seul fait de l'arrêt, être contraint de payer au-delà (1).

La Cour de cassation a repoussé ce système et déclaré que le failli réhabilité ne pourrait pas opposer les conventions de son concordat à un créancier non intégralement payé. La précédente théorie repose exclusivement sur cette idée que le concordat peut subsister et continuer à produire ses effets en même temps que la réhabilitation. C'est là le vice du système. Le concordat suppose, en effet, que l'état de faillite existe encore ; la réhabilitation fait présumer, au contraire, que cet état a pris fin. Il y a donc contradiction, pour ainsi dire incompatibilité entre les deux. « On ne saurait concevoir, dit Renouard (2), après la Cour suprême, comment la même personne resterait tout à la fois concordataire, c'est-à-dire failli, et réhabilité, c'est-à-dire non failli. »

Il est, d'ailleurs, unanimement reconnu que le débiteur, avant d'obtenir sa réhabilitation, doit acquitter toutes ses dettes y compris les sommes qui lui auraient été remises par un concordat (3). Avant de former sa demande il ne peut donc pas ignorer qu'il lui faut opter entre le bénéfice de la réhabilitation et

(1) Paris, 23 décembre 1843. Cet arrêt, qui a été cassé par la Cour suprême, est reproduit dans DALLOZ, 1846, I, 185, sous l'arrêt de cassation. — BOISTEL, *op. et loc. cit.*; RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de droit commercial*. (V^o Réhabilitation, n^o 36).

(2) *Traité des faillites et banqueroutes*, t. II, p. 509.

(3) V. *Supra*, p. 107.

les avantages du concordat. Aussi la Cour de cassation voit-elle, avec raison, dans la procédure en réhabilitation suivie par le failli, une « renonciation virtuelle » à se prévaloir de ces avantages. Il se trouve alors dans une situation analogue à celle d'un débiteur non concordataire. Or, il résulte de la controverse précédente que celui-ci est obligé de payer les créanciers qu'il a omis de désintéresser en totalité ou en partie. La solution doit être la même ici (1).

La conséquence du système adopté à bon droit par la Cour de cassation est de faire produire à la réhabilitation, dans ce cas tout spécial, un effet juridique important : avant l'arrêt de la Cour d'appel, le failli concordataire n'est pas libéré, d'une manière absolue, de la partie de ses dettes qui lui a été remise ; il est encore tenu d'une obligation naturelle : autrement dit, s'il acquitte spontanément cette partie de ses dettes, il lui est interdit de la répéter, mais les créanciers ne peuvent pas le contraindre légalement à la leur verser (2). Après la réhabilitation, au contraire, les créanciers peuvent, dans la solution ci-dessus adoptée, obliger leur débiteur à leur payer les sommes qu'ils avaient ainsi abandonnées ; dans ce but la jurisprudence leur accorde une action. Elle décide donc, par là même, que l'*obligation naturelle*, qui subsiste après le concordat, se trouve transformée,

(1) Cass., 20 mai 1846. SIREY, 1846, I, 359, DALLOZ, 1846, I, 185 ; — RENOUARD, *op. et loc. cit.* ; ROUSSEAU et DEFERT, *Code annoté des faillites et banqueroutes*, p. 567 ; LYON-CAEN et RENALT, *Traité des faillites*, t. II, n° 997 ; THALLER, *Traité élémentaire de droit commercial*, n° 1953.

(2) LYON-CAEN et RENALT, *op. cit.*, t. I, n° 617.

par la réhabilitation, en une *obligation civile*. Cet effet était au point de vue des droits des créanciers des plus intéressants à signaler.

Ces différentes controverses aboutissent au même résultat : dans tous les cas, — qu'il y ait eu ou non concordat, — le débiteur réhabilité est certainement tenu d'acquitter les dettes qui avaient été oubliées. Quelle est maintenant la *sanction* de cette obligation ? Il est certain que les créanciers peuvent exercer sur les biens du débiteur les voies d'exécution que la loi leur accorde d'ordinaire. Mais alors, la réhabilitation subsiste-t-elle ou disparaît-elle ? Les auteurs ont bien vu la question ; ils ne semblent pas cependant l'avoir approfondie. Ils répondent généralement que toute personne, en faisant la preuve du refus par le failli de payer des dettes oubliées, pourrait lui dénier le bénéfice de la réhabilitation (1).

Quelle serait alors la situation du débiteur ? Il est assez difficile de la concevoir. Perd-t-il le bénéfice de la réhabilitation simplement à l'égard du créancier non payé ou vis-à-vis de tous ? La première hypothèse est impossible à soutenir, car il s'agit ici de l'« état des personnes », matière absolument indivisible. Le débiteur ne peut pas être à la fois capable et incapable. « La réhabilitation, dit la Cour de cassation (2), doit être entière ; elle ne comporte pas de moyen terme ; elle doit seule régler la

(1) BOISTEL, *Précis de droit commercial*, n° 1105.

(2) Arrêt du 20 mai 1846, *supra cit.*

condition du réhabilité à l'égard de tous ses créanciers, sans exception ; il ne peut rester failli pour les uns et réhabilité pour les autres....., la réhabilitation opère une restitution d'état et l'état des personnes est indivisible ». Il n'est pas, en second lieu, beaucoup plus facile de décider que l'ancien failli peut perdre le bénéfice de la réhabilitation à l'égard de tous ses créanciers par ce seul fait que l'un d'entre eux n'a pas été, malgré sa demande, intégralement payé. Ce serait véritablement « rapporter » l'arrêt rendu par la Cour d'appel. Or, nulle part le Code de commerce ne suppose qu'il existe ainsi un moyen de faire tomber cet arrêt ; nulle part, il n'organise de procédure dans ce but. Comment une décision, légalement rendue par une juridiction régulière, pourrait-elle cesser tout à coup, — sans qu'une autorité quelconque intervint, — de produire tous ses effets ?

La loi commerciale fournit un moyen beaucoup plus précis et moins arbitraire de résoudre la question : faire de nouveau déclarer en faillite le débiteur qui ne veut pas payer. C'est la solution indiquée par Renouard (1). « Si le réhabilité cesse ses payements pour dettes anciennes ou nouvelles, dit-il, ce sera une nouvelle faillite ». De cette façon, en vertu d'une décision régulière (le jugement déclaratif) et sans porter atteinte à l'arrêt de la Cour d'appel, les déchéances que la réhabilitation avait effacées frap-

(1) *Traité des faillites et banqueroutes*, t. II, p. 509.

pent pour la seconde fois le débiteur dont la situation est ainsi très nette au point de vue juridique (1).

B) *Droits de la femme du failli (ou du liquidé).*— D'après une opinion soutenue par certains auteurs et adoptée par plusieurs arrêts, la réhabilitation produirait aussi des effets à l'égard d'un créancier spécial : la femme du failli. Dans ce système, la réhabilitation serait nécessaire pour faire cesser les restrictions auxquelles est soumise, en cas de faillite, l'hypothèque légale de celle-ci.

La question est importante, car ces restrictions portent une atteinte très grave aux droits de la femme. Elles sont de deux sortes :

1° Restriction quant aux créances garanties. — Les droits de la femme sont doublement diminués. Elle perd d'abord la faculté de réclamer le paiement de deux créances : celles qui proviennent d'avantages matrimoniaux (art. 564, C. com.) et celles qui résultent du paiement fait par elle de dettes du mari (art. 562, C. com.). La femme est soumise, en second lieu, à des conditions de preuves très rigoureuses si elle veut exercer son hypothèque légale pour ses deniers et effets mobiliers apportés en dot (art. 563, C. com.).

2° Restrictions quant aux immeubles grevés. — L'hypothèque légale de la femme du failli ne porte

(1) V. dans ce sens, la note sous l'arrêt de la Cour de cassation du 20 mai 1846, dans DALLOZ, 1846, I, 185. — RENOARD, *loc. cit.*

que sur les immeubles possédés par ce dernier au moment du mariage ou sur ceux acquis postérieurement à titre gratuit (art. 563, C. com.).

Pour soutenir que la réhabilitation du mari fait seule cesser ces deux sortes de restrictions, on invoque l'argument suivant : si les droits de la femme sont ainsi amoindris, dit-on, c'est par suite de l'état de faillite du mari. Les restrictions à son hypothèque légale sont donc une conséquence de cet état. Comme telles, elles ne doivent disparaître qu'avec lui, c'est-à-dire avec la réhabilitation du débiteur, puisque c'est la réhabilitation seule qui met complètement fin à l'état de faillite (1).

Ce système repose, en réalité, sur une confusion. Il est certain que parmi les effets de la faillite, un grand nombre ne sont effacés que par la réhabilitation. Mais, il en est d'autres qui cessent très certainement auparavant : ce sont ceux qui sont relatifs aux intérêts des créanciers de la faillite. Lorsque les dividendes promis par le concordat, par exemple, ont été payés, les créanciers, qui n'ont désormais rien à réclamer, n'ont plus de motifs pour invoquer encore contre la femme les restrictions établies par les articles 563 et 564 du Code de commerce. A partir de ce paiement, ces restrictions sont donc effacées. Au cas d'union, la solution doit-être la même à partir du jour où la liquidation est terminée (2).

(1) Cass. 1^{er} décembre 1858, SIREY 1859, I, 113. — DEMANGEAT SUR BRAVARD, *Traité de droit commercial*, t. V, p. 567.

(2) Toulouse, 7 avril 1865, SIREY, 1865, II, 212. — LYON-CAEN et RENAULT,

Ce dernier système paraît préférable au précédent. Il faut évidemment décider, si on l'adopte, que la réhabilitation n'a aucun effet sur les droits de la femme du failli.

En résumé, lorsqu'on jette un coup d'œil d'ensemble sur les effets de la réhabilitation commerciale, on s'aperçoit immédiatement que, vis-à-vis des créanciers, ses effets sont très réduits. Il n'est guère possible d'en signaler qu'un : la transformation en obligation civile de l'obligation naturelle qui subsiste après le concordat. — Les effets de la réhabilitation commerciale, à l'égard du débiteur, sont au contraire très importants et constituent à eux seuls la véritable raison d'être de cette institution.

Traité des faillites, t. II, n° 917; BAUDRY-LACANTINERIE et DE LOYNES, *Du nantissement, des privilèges et des hypothèques*, t. II, n° 1016; AUBRY et RAT, *Cours de droit civil français*, 5^e édit., t. III, § 264 *ter*, p. 400, note 39.

APPENDICE

De la réhabilitation en matière de faillite et liquidation judiciaire des sociétés.

La profession de commerçant n'est pas exercée seulement par des individus, elle l'est aussi par des êtres collectifs : les sociétés. La nécessité, de nos jours surtout, de réunir de nombreux capitaux pour les entreprises commerciales a fait comprendre tous les avantages de l'association ; dans beaucoup de cas, il est indispensable d'y recourir. Aussi les sociétés de commerce sont-elles devenues de plus en plus nombreuses, ce qui donne à la question que nous avons à étudier dans cet appendice un intérêt qu'elle n'avait pas au moment de la rédaction du Code de commerce en 1807.

A cette époque, l'hypothèse de la mise en faillite des sociétés avait bien été prévue ; un certain nombre de dispositions éparses dans ce Code en sont la preuve (1). Et, de fait, il est certain qu'une société,

(1) Art. 438, 458, 531, C. com.

comme un individu et pour des causes analogues, peut se trouver dans l'obligation de cesser ses paiements. Le législateur a eu à se préoccuper de cette situation et à lui appliquer, lorsqu'il s'agissait d'une société commerciale, le régime de la faillite. Mais, en 1807, il ne paraît pas avoir songé à la question toute spéciale de la réhabilitation en matière de société. On n'en trouve pas trace, en effet, dans les travaux préparatoires et dans le texte du Code de commerce. C'est seulement en 1838 qu'apparaît pour la première fois une disposition législative dans ce sens, sous la forme d'un deuxième alinéa ajouté à l'article 604.

C'est pourquoi il nous faut aujourd'hui nous préoccuper de la question. Nous examinerons à propos de la réhabilitation en matière de société :

1^o Son utilité et ses applications ;

2^o Ses conditions, sa procédure et ses effets.

§ 1^{er}. — *Utilité et applications de la réhabilitation en matière de société.*

Les sociétés commerciales constituant des personnes morales, c'est-à-dire des êtres juridiques absolument distincts des individus qui les composent, nous nous trouvons ici en présence de deux catégories de personnes, la société et les associés. Les unes et les autres peuvent être déclarées en état de faillite ou de liquidation judiciaire ; aussi la réhabilitation est-elle ici doublement utile.

Elle est utile d'abord pour la société. Il est vrai que, vis-à-vis d'elle, ses effets sont diminués et que la principale raison d'être de la réhabilitation ne s'y rencontre pas. Le commerçant qui cherche à l'obtenir désire surtout, en effet, faire disparaître les incapacités et déchéances qui sont la conséquence de la faillite et de la liquidation judiciaire. Or, la nature même de ces incapacités s'oppose à ce qu'elles soient appliquées à une société. Pour les déchéances d'ordre politique, la chose est évidente, les sociétés ne sont ni électeurs ni éligibles. Il en est de même de presque toutes les incapacités commerciales. On est d'accord, cependant, pour reconnaître que l'une d'entre elles atteint les sociétés : l'interdiction pour les faillis ou liquidés de présenter des effets de commerce à l'escompte de la Banque de France. Au point de vue commercial, cette déchéance est importante ; elle l'est même davantage pour les sociétés que pour les individus, car les opérations des premières sont en général plus étendues et plus nombreuses que celles des seconds. La réhabilitation présente donc pour elles une utilité incontestable. Mais à côté de cet intérêt pratique, elle offre ici un intérêt moral des plus sérieux. Les tiers savent que l'arrêt de la Cour d'appel, qui prononce la réhabilitation, n'intervient que parce que tout le passif social a été acquitté et que, désormais, on ne peut plus dire que la société manque à ses engagements. Le préjudice que la cessation de ses paiements avait pu causer est réparé. L'arrêt de réhabilitation, qui proclame ce

fait, a très certainement sur les relations commerciales une influence indéniable : il restitue aux sociétés, comme aux individus, la considération et le crédit que la faillite leur avait, en grande partie, fait perdre (1).

La réhabilitation s'applique encore aux associés ; mais il faut, en ce qui les concerne, faire une distinction entre ceux qui sont tenus personnellement des dettes sociales et ceux qui ne sont tenus que jusqu'à concurrence de leur mise. Suivant qu'ils rentrent, en effet, dans l'une ou l'autre de ces deux catégories, la faillite ou la liquidation judiciaire de la société entraîne ou non de plein droit leur faillite ou leur liquidation judiciaire personnelle (2). Les associés, tenus indéfiniment des dettes sociales, sont donc seuls frappés par les incapacités et déchéances résultant du jugement déclaratif et, par suite, ont seuls besoin de recourir à une réhabilitation postérieure.

En conséquence, la réhabilitation est utile : 1^o aux associés en nom collectif ; 2^o aux commandités. — Elle n'offre aucun intérêt, au contraire, pour les commanditaires, pour les actionnaires ou pour les directeurs d'une société anonyme (3).

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. II, n^{os} 1220 et 1222.

(2) Douai, 16 mai 1859, SIREY, 1860, II, 84 ; Cass., 17 avril 1861, SIREY, 1861, I, 609 ; Paris, 3 janvier 1866, SIREY, 1866, II, 48 ; Cass. 12 novembre 1894, *Pandectes françaises*, 1896, I, 107. — RENOUD, *Traité des faillites*, t. II, art. 531 ; LAROQUE-SAYSSINEL, *Formulaire des faillites*, t. I, n^o 74 ; LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.*, t. II, n^o 1148 ; THALLER, *Traité élémentaire de droit commercial*, n^{os} 241 et 1481. — *Contra* : RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de droit commercial* (V^e Faillite, n^o 94) ; PIC, *Traité de la faillite des sociétés commerciales*, p. 209-210.

(3) LYON-CAEN et RENAULT, *op. et loc. cit.*

Tels sont les cas dans lesquels la réhabilitation commerciale s'applique en matière de société ; il nous reste à en exposer les règles dans cette partie de notre sujet.

§ 2. — *Conditions, procédure et effets de la réhabilitation en matière de société.*

Il est nécessaire de distinguer, comme dans le paragraphe précédent, la réhabilitation de la société de celle des associés.

A. — *Réhabilitation de la société.* — Elle est soumise aux règles ordinaires.

Il faut donc que tout le passif social ait été acquitté en principal, intérêts et frais. Mais la nature même des choses s'oppose à ce qu'il soit question ici d'écarter certaines personnes déclarées par la loi indignes d'être réhabilitées. L'art. 612, en effet, ne concerne évidemment que des individus et non des personnes morales.

Le Code de commerce n'a pas prévu de procédure spéciale pour la réhabilitation des sociétés; la demande s'introduit donc, s'instruit et se juge conformément au droit commun.

Quant aux effets, ils sont moins importants que pour les autres commerçants; la plupart des déchéances qui atteignent les débiteurs ordinaires ne frappent pas, nous l'avons vu, les sociétés en faillite (1).

B. — *Réhabilitation des associés.* — Il semblerait

(1) V. le § précédent.

qu'il ne devrait pas y avoir pour eux de dérogation au droit commun puisqu'il ne s'agit plus de personnes morales, mais d'individus commerçants.

Le législateur ne l'a pas pensé : il a introduit dans l'art. 604 du Code de commerce une disposition spéciale aux associés en faillite. Cette disposition n'est relative, il est vrai, qu'aux conditions à remplir. Il n'a été apporté aucune modification à la procédure et aux effets de la réhabilitation.

a) *Payement du passif*. — La loi commerciale a dû, dans cette hypothèse, se préoccuper surtout de l'acquittement du passif. Elle se trouvait, en effet, en présence de débiteurs placés dans une condition spéciale : les associés sont obligés *solidairement* au payement des dettes de la société.

Cette idée a fait décider qu'ils ne pouvaient pas être réhabilités si les trois conditions suivantes n'étaient pas remplies :

1^o Il est nécessaire que l'associé ait, comme tout autre débiteur, intégralement remboursé le passif de sa propre faillite. C'est l'application du droit commun.

2^o Il faut, en outre, que toutes les dettes sociales aient été payées en principal, intérêts et frais, sans qu'il soit, d'ailleurs, nécessaire que ce payement ait été fait par l'associé qui sollicite sa réhabilitation plutôt que par les autres (art. 604, al. 2, C. com.).

3^o Cet associé doit avoir néanmoins acquitté personnellement sa part contributive dans le passif. Sans cela, en effet, il serait encore débiteur de ses co-associés envers lesquels il est tenu jusqu'à concurrence du

montant de cette part (art. 1214, C. civ.) (1).

Ces deux dernières conditions sont la conséquence des principes spéciaux aux obligations solidaires.

Au moment de la discussion de la loi du 28 mai 1838, on s'est demandé s'il ne fallait pas apporter de dérogation à ces principes dans une hypothèse exceptionnelle, celle où un concordat particulier aurait été accordé à l'associé.

Sous l'empire de l'ancien Code de commerce, la question ne s'était pas posée; mais en 1838, une disposition nouvelle a été introduite dans la législation des faillites : le dernier alinéa de l'art. 531 qui décide que l'associé « qui a obtenu un concordat particulier est déchargé de toute solidarité ».

Ce texte devait-il être appliqué à la réhabilitation? L'affirmative aurait eu pour conséquence de la rendre beaucoup plus facile puisqu'il aurait suffi à l'associé de justifier non plus du paiement de tout le passif social mais seulement de sa part contributive dans ce passif.

Aussi un amendement fut-il déposé dans ce sens, au moment de la première discussion de la loi, à la Chambre des députés. Les partisans de ce système disaient qu'il est toujours possible de renoncer à la solidarité. Le Code civil le suppose expressément (art. 1210). Et d'ailleurs, écrivait Tripier dans son rapport, « la solidarité n'est pas d'ordre et d'intérêt public; elle est introduite dans l'intérêt des créanciers :

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.*, t. II, n° 1222; THALLER, *op. cit.*, n° 1950.

ils peuvent en faire remise en tout ou en partie ». Or, lorsqu'un concordat particulier a été obtenu par l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite, la loi décide formellement qu'il y a eu de la part des créanciers renonciation au bénéfice de la solidarité.

Cette théorie ne fut pas adoptée et l'amendement fut rejeté. Il était en contradiction, en effet, avec les règles fondamentales de la réhabilitation en droit français. Nous avons vu déjà que le débiteur doit acquitter intégralement ses dettes sans pouvoir tenir compte des remises qui lui ont été faites par un concordat, parce que la loi veut que les créanciers soient placés dans la situation où ils seraient s'il n'y avait pas eu faillite. L'application de ces mêmes principes doit faire décider que l'associé qui sollicite sa réhabilitation est tenu, si ses co-associés ne l'ont pas déjà fait, de rembourser en totalité le passif social. La dette de la société n'est-elle pas, en effet, la dette personnelle de chaque associé ?

Cette solution, qui était peut-être rigoureuse, était cependant conforme, il faut le reconnaître, aux principes admis jusque-là en matière de réhabilitation commerciale. Aussi a-t-elle été expressément sanctionnée par les législateurs de 1838. Ils ont ajouté à l'article 604 un second alinéa qui décide que le failli ne pourra obtenir sa réhabilitation « s'il est l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite qu'après avoir justifié que toutes les dettes de la société ont été intégralement acquittées en principal.

intérêts et frais. *lors même qu'un concordat particulier lui aurait été consenti* » (1).

b) Absence de causes d'indignité. — Les causes d'indignité énumérées dans l'article 612, alinéa 1, du Code de commerce atteignent les associés tenus personnellement des dettes sociales comme les autres commerçants. Dans ces différentes hypothèses, banqueroute frauduleuse, condamnation pour vol, etc., il leur est impossible d'obtenir leur réhabilitation. Il n'y a pas de motifs de distinguer à cet égard entre les associés et les autres débiteurs en état de faillite ou de liquidation judiciaire. Les termes de l'article 612 sont, d'ailleurs, généraux et s'appliquent aussi bien aux premiers qu'aux seconds.

Quant à la banqueroute simple, elle s'oppose à la réhabilitation des associés, conformément à la règle générale, lorsqu'ils n'ont pas subi leur peine. Il faut remarquer toutefois que cette cause d'indignité peut se présenter plus souvent pour les associés que pour les individus. Le Code de commerce a prévu, en effet, pour eux, un cas spécial de banqueroute simple : celui où ils n'ont pas fait au greffe, dans les quinze jours de la cessation des paiements, « la déclaration exigée par les articles 438 et 439 du Code de commerce ou si cette déclaration ne contient pas les noms de tous les associés solidaires (2) ».

(1) Sur toute cette discussion, V. RENOUD, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. II, p. 512 et suiv. ; ESNAULT, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. III, n° 729.

(2) Art. 586, 4°, C. com. — V. LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites* t. II, n° 1221.

Cette disposition n'influe, d'ailleurs, que d'une manière indirecte sur la réhabilitation. Aussi n'y a-t-il véritablement en matière de société qu'une seule particularité à signaler, c'est la nécessité pour les associés d'acquitter toutes les dettes sociales. Mais cette particularité suffit à elle seule à rendre très difficile la réhabilitation pour les membres des sociétés commerciales.

TROISIÈME PARTIE

RÉFORMES

TROISIÈME PARTIE

RÉFORMES

La législation française actuelle, en matière de réhabilitation commerciale, est, depuis longtemps, l'objet des critiques les plus vives. On reproche, non sans raison, à notre Code de commerce de s'être montré trop dur dans les conditions imposées au débiteur, et à la jurisprudence de nos Cours d'appel d'avoir aggravé encore par une interprétation trop rigoureuse la sévérité de la loi. L'exposé des dispositions législatives sur la réhabilitation nous a déjà montré les inconvénients des principes admis par le droit français. Il y a donc des améliorations à apporter à l'institution.

Diverses propositions ont été déposées dans ce but depuis quelques années. Leurs auteurs diffèrent sur plusieurs points, mais tous sont d'accord pour reconnaître que des modifications législatives s'imposent. Pour en démontrer aujourd'hui la nécessité,

ils mettent en avant deux idées, qui sont, d'ailleurs, de valeur différente (1).

1° Il y a, disent-ils, une inégalité choquante entre la réhabilitation des condamnés et celle des faillis. Depuis la loi du 5 août 1899, la réhabilitation est accordée de plein droit, au bout d'un laps de temps déterminé, à l'individu qui a subi certaines condamnations sans en avoir, dans la suite, encouru de nouvelles. N'est-il pas injuste de voir ainsi une personne qui s'est rendue coupable des fautes les plus graves, recouvrer facilement l'exercice de ses droits politiques alors que le commerçant qui a manqué à ses engagements, par suite de circonstances souvent fortuites, continue à subir les déchéances multiples qu'entraîne la faillite. N'y-a-t-il pas là une contradiction manifeste ? Et ne serait-il pas nécessaire de modifier une législation qui se montre plus rigoureuse vis-à-vis d'un failli qu'à l'égard d'un voleur ? (2)

Cet argument, tiré du rapprochement de la loi pénale et de la loi commerciale, contient une part de vérité. Les modifications apportées dans ces dernières années à la situation des condamnés et particulièrement à leur réhabilitation sont certainement de nature à faire désirer davantage une atténuation aux rigueurs de la réhabilitation commerciale. Mais cette idée ne serait, peut-être pas à elle seule, suffisante pour rendre absolument nécessaire une ré-

(1) V. l'exposé des motifs de la proposition de M. Bérenger, *Journal Officiel*, Sénat, documents parlementaires, session ordinaire, 1900, p. 10.

(2) Voir discours de M. Bérenger. Séance du Sénat du 15 novembre 1901.

forme de ce genre. En matière pénale, le législateur n'a, en effet, à se préoccuper que de l'intérêt de la société. Il suffit que cet intérêt soit suffisamment sauvegardé pour que les tentatives de réformes ne rencontrent pas d'obstacles. En matière commerciale, il y a un autre intérêt à faire entrer en ligne de compte : celui des créanciers du failli. La réhabilitation a toujours été considérée comme un moyen indirect de peser sur la volonté du débiteur pour l'amener à payer entièrement ses créanciers. Le législateur ne peut pas négliger ce côté de l'institution, car il sacrifierait, en le faisant, des intérêts privés qu'il doit respecter. Il n'a donc pas le droit de se monter — sans réserves du moins — aussi bienveillant pour le failli que pour le condamné.

2° Mais il existe un autre motif d'introduire ici des réformes : c'est le nombre insignifiant des réhabilitations commerciales comparé au chiffre total des faillites ; dans le droit actuel cette institution demeure presque à l'état de lettre morte.

Les statistiques sont sur ce point très précises. De 1876 à 1880, la moyenne des réhabilitations était de 22 par an pour plus de 6.000 faillites déclarées dans la même année (1). A une époque plus récente, la proportion est un peu plus forte, mais le chiffre des réhabilitations est encore très faible. Pendant la période 1892-1896, il est de 174, c'est-à-dire de 34 à 35 par an pour plus de 8.000 faillites ou liquidations

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. II, n. 999.

judiciaires déclarées chaque année. Le nombre des réhabilitations ne représente donc même pas 5 pour 1000 (1).

Ces résultats sont en eux-mêmes assez significatifs et il est difficile de ne pas conclure, avec l'auteur d'une des propositions de loi (2), « qu'une législation qui ne comporte qu'une aussi insignifiante application manque son but. » Il est certain que dans l'état actuel de la législation, le titre du Code de commerce sur la réhabilitation est à peu près inutile. Cette conséquence est des plus regrettables, non seulement pour les faillis, mais encore pour les créanciers et pour la société : pour les créanciers, car le débiteur qui perd tout espoir de relèvement ne fait aucun effort pour rembourser ses dettes ; pour la société, qui a intérêt à ce que le nombre des individus frappés de déchéances civiques soit aussi réduit que possible : « Que devient, dit encore dans ce sens l'auteur déjà cité (3), l'utilité sociale de la réhabilitation qui est, d'une part, d'inciter le débiteur, par l'espoir de recouvrer ses droits de citoyen, à réparer les pertes qu'il a causées, et, de l'autre, de mettre fin à des situations humiliées, souvent malheureuses, et

(1) Le tableau complet, pour la période 1892-1896, est inséré dans l'exposé des motifs de la proposition de M. Bérenger, *Journal officiel*, 1900, Sénat, documents parlementaires, p. 41.

(2) Voir l'exposé des motifs de la proposition de M. Bérenger, *supra cit.* — En rappelant les statistiques relatives à la réhabilitation, M. Thaller (*Des faillites en droit comparé*, n° 55), fait un raisonnement analogue. « Existe-t-il, dit-il, une démonstration plus frappante de cette vérité que l'institution, au lieu de rendre au négociant la souplesse de ses relations, lui met le plomb dans l'aile et le laisse anéanti ? »

(3) Exposé des motifs de la proposition de M. Bérenger, *loc. cit.*

trop disposées à attribuer les difficultés de leur existence à l'injustice sociale, si le but proposé est à ce point inaccessible? »

Des réformes s'imposent donc. Déjà, en 1888 et 1889, au moment de la discussion de la loi sur la liquidation judiciaire, plusieurs amendements avaient été déposés relativement à la réhabilitation. Ils furent écartés sur l'observation suivante qui fut faite par le rapporteur à la Chambre des députés : « Nous ne faisons pas une loi sur la réhabilitation, dit M. Laroze (1) ; cette loi pourra être faite plus tard. »

Comme en 1888, cette loi est encore aujourd'hui à faire. Nous venons d'en indiquer la nécessité. Il nous reste à rechercher les principes qui doivent présider à sa confection et les améliorations qu'il faut, en vertu de ces principes, apporter aux dispositions législatives aujourd'hui en vigueur. Mais avant de se prononcer sur les différentes réformes à introduire en cette matière, il est indispensable de connaître ce qui a déjà été fait, à cet égard, dans les législations voisines de la nôtre. Cette étude nous fournira les données du problème que nous avons à résoudre et nous permettra de prendre parti, en connaissance de cause, sur les différentes solutions qu'il comporte.

(1) Séance de la Chambre du 20 octobre 1888.

CHAPITRE PREMIER

Examen préliminaire des législations étrangères.

Les différentes questions relatives à la réhabilitation des faillis, qui sont soumises aujourd'hui au législateur français, se sont également posées au-delà de nos frontières. Partout, en effet, à de très rares exceptions près, le failli est frappé de déchéances analogues à celles qui l'atteignent en France, c'est-à-dire de déchéances politiques qui consistent surtout dans la privation du droit de vote et de l'éligibilité aux assemblées du pays et de déchéances commerciales empruntées, presque toutes, à notre Code de commerce. Il est vrai que, pendant longtemps, les législations anglaise et américaine se sont distinguées des autres en admettant que la faillite n'entraînait, pour le débiteur, aucune flétrissure. Mais, en ce qui concerne l'Angleterre (1), cette conception

(1) La législation américaine a conservé ce système. V. THALLER, *Dès faillites en droit comparé*, t. I, n° 76, p. 298.

est de plus en plus abandonnée et, depuis un demi-siècle, on peut y apercevoir une tendance en sens inverse qu'il est difficile de mettre en doute (1). L'*act* du 9 août 1869 a porté la première atteinte à l'ancien système qui était traditionnel dans le droit anglais. La loi du 25 août 1883 a achevé l'évolution commencée en édictant, à l'encontre des faillis, des incapacités assez nombreuses (2). On est donc amené à se demander, là comme ailleurs, comment cessent ces incapacités.

Un examen même superficiel des principales législations étrangères fait immédiatement apercevoir, au point où nous devons nous placer, une distinction capitale. Dans la plupart des Etats, il existe, comme en France, une procédure spéciale de réhabilitation, une institution bien distincte dont le but est de faire disparaître les déchéances qui sont la suite de la faillite. Quelques Etats, au contraire, n'ont pas organisé de procédure ni d'institution analogues. Les incapacités qui frappent le débiteur prennent fin avec la faillite elle-même et ne lui survivent pas comme dans les pays du premier groupe. La réhabilitation se confond alors avec la solution de la faillite. Bien que cette conception soit absolument différente du système admis en droit français, il est nécessaire d'en examiner rapidement les appli-

(1) THALLER, *op. cit.*, n° 76, p. 297. « On a fini par comprendre, dit-il, que si impassible que demeure l'opinion quand un négociant dépose son bilan, quelque chose s'en va de sa *respectability* et l'on s'est décidé à exprimer cet abaissement dans l'ordre du droit. »

(2) V. art. 32 et 33 de la loi anglaise sur la faillite, du 25 août 1883.

cations, afin de pouvoir plus tard tenir compte des avantages et des inconvénients qu'elle peut présenter.

SECTION I

Législations dépourvues d'une procédure spéciale de réhabilitation. — Cessation des incapacités.

Ces législations sont de beaucoup les moins nombreuses ; mais la place considérable occupée par les pays où elles sont en vigueur leur donne néanmoins une importance incontestable.

Dans cette catégorie se classent la législation anglaise, la législation allemande et, à certains égards, la législation autrichienne.

A.) *Législation anglaise.* — Nous avons déjà indiqué comment l'Angleterre qui, autrefois, n'admettait pas que le débiteur fût frappé de déchéances à la suite de la faillite (*bankruptcy*), avait été amenée peu à peu à adopter le système contraire (1). Ces déchéances (*disqualifications*) sont écrites aujourd'hui dans l'article 32 de la loi sur la faillite, du 25 août 1883. Elles sont exclusivement d'ordre politique. Le failli (*bankrupt*) ne peut siéger ni voter à la Chambre des Lords ou à la Chambre des communes, ainsi que dans un comité de ces Chambres. Cette prohibition se trouvait déjà en germe dans la loi du 9 août 1869, sur les débiteurs (2).

(1) V. *supra* le préambule du présent chapitre, p. 194.

(2) THALLER, *op. supra cit.*

Elle est reproduite et complétée par la loi de 1883, qui y a ajouté un grand nombre d'autres incapacités : le failli ne peut être nommé juge de paix, être élu ou exercer les fonctions de maire, d'*alderman*, de membre d'un conseil municipal, de gardien ou surveillant des pauvres, etc... (art. 32, § 1, de la loi précitée) (1).

Ces déchéances ne sont pas perpétuelles. Le *bankrupt* peut recouvrer tous les droits qu'il a perdus. Mais il n'a pas besoin pour cela de recourir à une procédure spéciale. Cette restitution est la conséquence de deux des solutions de la faillite anglaise : 1^o l'annulation de la déclaration de faillite ; 2^o l'ordre de décharge (2).

1^o *Annulation de la déclaration de faillite*. — Après l'annulation, il est évident que les déchéances qui étaient la conséquence de l'état de faillite disparaissent complètement, puisque cet état n'existe plus.

L'annulation de la déclaration de faillite peut être prononcée par la Cour dans trois cas :

a) Quand il est prouvé que la faillite n'aurait pas dû être déclarée ;

b) Quand le failli a acquitté intégralement ses dettes ;

c) Quand un arrangement ou un concordat (*composition*) a été conclu entre le débiteur et ses créanciers. La Cour peut alors, en l'homologuant, an-

(1) LYON-CAEN, *Loi anglaise sur la faillite*, du 25 août 1883, p. 37 et suiv. ; THALLER, *op. et loc. supra cit.*

(2) Art. 32, § 2, de la loi anglaise, du 25 août 1883.

nuler la faillite (art. 23 de la loi du 25 août 1883) (1).

L'ordonnance d'annulation de faillite est l'objet de mesures de publicité : elle est insérée dans la *Gazette officielle* par les soins du *Board of Trade* et dans un journal local (2).

2° *Order of discharge*. — C'est une institution spéciale au droit anglais; elle consiste dans une *décision judiciaire* qui libère le failli d'une portion de ses dettes sans que le consentement de ses créanciers soit nécessaire (3). L'ordre de décharge peut être demandé à tout moment à la Cour par le débiteur; mais il ne doit pas être accordé lorsque certaines fautes ont été commises.

Ses conséquences ne sont pas exclusivement pécuniaires. *L'order of discharge* — et c'est à ce point de vue qu'il nous intéresse — fait disparaître aussi les incapacités édictées par la loi anglaise. Toutefois depuis 1883, il n'a pas par lui seul cet effet. Il faut encore qu'il soit accompagné d'un certificat délivré par la Cour attestant que la faillite est provenue de malheurs inévitables et qu'il n'y a aucun reproche à adresser au débiteur. La Cour est libre d'accorder ou de refuser ce certificat, mais en cas de refus sa décision peut faire l'objet d'un appel.

Lorsque ces deux documents judiciaires : l'ordre

(1) LYON-CAEN, *Loi anglaise sur la faillite*, Introduction, p. LII; THALLER, *Des faillites en droit comparé*, t. I, n° 76, p. 298; LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. II, n° 1000.— V. aussi l'exposé des motifs de la proposition de M. Béranger, *Journ. off. Sénat*, documents parlementaires, session ordinaire, 1900, p. 11.

(2) Art. 35, § 3, de la loi du 25 août 1883.

(3) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. I, n° 608 bis.

de décharge et le témoignage de non-culpabilité sont réunis, le *bankrupt* recouvre tous les droits politiques perdus. Il se trouve alors dans la même situation que notre failli réhabilité (1).

B) Législation allemande. — La législation de l'empire allemand (2) attribue à la faillite (*Concurs*) certains effets sur la personne du débiteur. Comme en France, celui-ci est frappé d'un grand nombre de déchéances, et, également, comme chez nous, ces déchéances ne sont pas écrites dans le Code de commerce, mais dans des lois particulières relatives au droit public. Ces lois, du reste, ne concernent pas spécialement les faillis, mais, d'une manière plus générale, « ceux à qui une décision judiciaire a limité le droit de disposition de leurs biens » (3). Il est certain cependant que cette formule s'applique à eux. Les débiteurs en état de faillite sont privés de droits politiques : ils ne peuvent être électeurs ou élus au Reichstag (4) ; il leur est également interdit d'être échevin et juré (5). Ils ne peuvent, en outre, exercer les fonctions de juge consulaire et ils sont

(1) LYON-CAEN, *Loi anglaise sur la faillite*, Introduction p. XLIX et suiv., p. 38 (art. 32, § 2) et note 1 ; et les autres auteurs cités *supra* à propos de l'annulation de la déclaration de faillite.

(2) Il ne s'agit ici que de la législation fédérale, du droit d'Empire et non des règles spéciales que contiennent parfois les législations particulières à chaque Etat confédéré.

(3) Il faut remarquer, d'ailleurs, que dans la législation allemande le régime de la faillite s'applique aussi bien aux non-commerçants qu'aux commerçants.

(4) Loi électorale du 31 mai 1869, § 3.

(5) Code d'organisation judiciaire de 1877, § 32 et 85.

frappés d'incapacités relatives à l'organisation des métiers (1).

La restitution de tous ces droits est possible. A cet égard, la législation allemande se rapproche du droit anglais : les déchéances cessent avec la faillite. Cette solution est la conséquence de l'idée sur laquelle reposent les incapacités qui atteignent le débiteur. Celles-ci frappent, en effet, ainsi que nous venons de l'indiquer, « ceux à qui une décision judiciaire a limité le droit de disposition de leurs biens ». Autrement dit, dans le droit de l'Empire, les déchéances se rattachent à l'incapacité d'aliéner résultant de la faillite. Logiquement elles doivent disparaître quand cette incapacité vient à être effacée, c'est-à-dire quand la faillite est close. Il importe peu, du reste, comment celle-ci prend fin. A côté de certaines causes exceptionnelles qui font cesser la procédure du concours, la législation allemande prévoit deux sortes de solutions : l'union et le concordat. Mais la disparition des déchéances a lieu aussi bien avec l'une qu'avec l'autre. Le débiteur est immédiatement remplacé dans son ancienne situation, comme dans notre droit après la réhabilitation (2). Dans la législation allemande, cette dernière institution n'existe donc pas. Elle n'y aurait pas de raison d'être. Comme le dit M. Thaller (3) « il y aurait contradiction à

(1) THALLER, *Des faillites en droit comparé*, t. I, n° 77, p. 299.

(2) THALLER, *op. et loc. cit.*; LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. II, n° 1000.

(3) *Op. et loc. cit.*

l'obliger (le débiteur) de recourir à une instance en réhabilitation. Le fait est qu'il obtient sa réhabilitation de plein droit sans égard aux circonstances de sa chute ».

C) Législation autrichienne (Faillite civile). — La règle que les déchéances, résultant de la faillite, disparaissent lorsque celle-ci prend fin n'est pas aussi complètement exacte pour la législation autrichienne que pour la législation allemande.

En Autriche, il y a une distinction à faire. Il existe dans ce pays deux sortes de faillites : la faillite dite ordinaire, qui s'applique à tous les débiteurs, et la faillite commerciale qui n'a trait qu'aux négociants et aux sociétés de commerce.

Le commerçant failli ne recouvre les droits dont il a été privé que par une réhabilitation postérieure. C'est donc dans la section suivante que nous nous préoccupons de sa situation.

Le non-commerçant en état de faillite est placé par la loi autrichienne dans une condition plus favorable. Les déchéances qui l'atteignent, par suite de l'ouverture de la faillite (1) disparaissent, en effet, avec elle, comme dans la législation allemande. La faillite prend fin, en Autriche, par le concordat, par l'union, par l'annulation de la faillite ou par la clôture par voie de transaction. Il suffit donc que l'une de ces solutions soit intervenue pour que le failli

(1) V. leur énumération dans THALLER, *Des faillites en droit comparé*, t. I, n° 77, p. 301.

non commerçant soit réintégré dans tous ses droits comme si une réhabilitation avait été prononcée (1).

SECTION II

Législations ayant une procédure spéciale de réhabilitation.

Les législations de ce deuxième groupe se distinguent des premières en ce que les incapacités nées de la faillite (2) (incapacités analogues à celles existant en droit français) survivent à sa clôture et se perpétuent jusqu'au moment où intervient une réhabilitation judiciaire.

Cette réhabilitation est admise plus ou moins facilement suivant les pays. On peut dire cependant, d'une manière générale, que presque tous se montrent moins rigoureux que le nôtre ; depuis quelques années, surtout les sévérités anciennes ont été adoucies (3).

Les divergences existant entre les législations étrangères et le droit français portent sur les conditions exigées pour la réhabilitation ainsi que sur la procédure adoptée et la juridiction saisie.

(1) THALLER, *op. et loc. cit.*; DALLOZ, *Jurisprudence générale*, Supplément (V^o Faillites, banqueroutes et liquidations judiciaires, n^o 1485, note 1).

(2) Ces incapacités sont généralement, comme chez nous, d'ordre politique et d'ordre commercial. Les premières consistent surtout dans la perte du droit de vote, dans celle de l'éligibilité et dans l'impossibilité de remplir certaines fonctions publiques. Les secondes sont relatives à l'interdiction d'exercer certaines professions (courtier, agent de change, etc.) et d'être nommé aux charges commerciales honorifiques. — V. les législations belge, espagnole, italienne, etc.

(3) LYON-CAEN et RENAUT, *Traité des faillites*, t. II, n^o 1000. — Exposé des motifs de la proposition de M. Béranger, *Journal Officiel*, Sénat, documents parlementaires, session ordinaire, 1900, p. 41.

§ 1^{er}. — *Conditions.*

La plus importante des conditions imposées par notre Code de commerce est le paiement intégral des dettes du failli en principal, intérêts et frais. Nous avons vu combien cette condition était rigoureuse et combien elle rendait difficile la possibilité, pour le débiteur, de faire prononcer sa réhabilitation. Aussi est-ce sur ce point-là surtout que les législations étrangères diffèrent de la nôtre.

Il faut remarquer cependant que quelques-unes exigent, comme la législation française, le paiement intégral des dettes. Ce sont celles qui ont adopté sans réserves les principes du Code de commerce et qui, comme nous, n'ont pas encore apporté de modifications aux règles de la réhabilitation commerciale.

De là deux groupes de pays :

Premier groupe. — Pays qui ont adopté sans réserve le système français. — Ils sont aujourd'hui en petit nombre. On rencontre parmi eux :

1^o *La Belgique.* — La loi belge du 18 août 1851 sur la faillite, qui est calquée sur la loi française du 20 mai 1838, a imposé aux faillis qui sollicitent leur réhabilitation la même condition que celle écrite dans notre article 604 : il faut qu'ils aient *entièrement* désintéressé leurs créanciers (art. 586 de la loi) (1). Mais, en Belgique comme en France, il y a,

(1) THALLER, *Des faillites en droit comparé*, t. I, n^o 78; LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. II, n^o 1000 *in fine*.

depuis un certain nombre d'années, un courant d'opinion favorable à des réformes en cette matière. Des modifications au régime en vigueur ont été très souvent demandées. C'est ainsi que pendant la discussion de la loi du 29 juin 1887, qui a définitivement introduit en Belgique le concordat préventif, des propositions ont été faites dans le but de faire décider que les incapacités atteignant le débiteur seraient effacées par le concordat après faillite ou par la déclaration d'excusabilité (1).

2° *La Roumanie*. — Le régime de la faillite a été modifié par une loi du 20 juin 1895. Mais celle-ci a conservé les principes du droit français concernant la réhabilitation : le failli doit, au préalable, justifier avoir payé intégralement en capital, intérêts et frais tous les créanciers admis au passif de la faillite (2).

3° *La Grèce*. — Dans ce même groupe, il faut encore placer la Grèce, qui a adopté complètement la législation française sur la faillite.

Deuxième groupe. — Pays qui se séparent du système français. — Les législations de ces pays sont toutes caractérisées par une facilité plus grande dans les conditions requises pour que la réhabilitation soit prononcée. Les atténuations à la règle rigoureuse de notre Code de commerce sont, d'ailleurs, plus ou moins marquées suivant les Etats. Dans certains d'entre eux — l'Autriche, par exemple — les différences avec la législation

(1) *Pandectes françaises*, Répertoire (V° Faillite, n° 10416).

(2) Art. 827 et suiv. du Code de commerce roumain modifié en 1895.

française sont très minimes. Dans d'autres, au contraire, — tels que l'Espagne ou le Portugal, — les principes qui ont été admis se séparent très nettement de ceux que notre droit commercial a consacrés. Il est facile de s'en rendre compte par un examen rapide des principales législations de ce deuxième groupe.

1^o *Autriche (Faillite commerciale)*. — Nous avons déjà indiqué la distinction qu'il fallait faire, en Autriche, au point de vue qui nous intéresse, entre la faillite civile et la faillite commerciale (1). Pour le non commerçant, il n'existe pas de réhabilitation, puisque les déchéances disparaissent avec la faillite. Le commerçant, au contraire, ne recouvre les droits qu'il a perdus que par une réhabilitation spécialement prononcée. La condition fondamentale pour que cette réhabilitation soit accordée est le paiement intégral du passif (2). A première vue c'est donc complètement le système français. Mais en fait la législation autrichienne diffère de la nôtre sur un point important : elle considère tous les modes de libération reconnus par la loi civile comme équivalant au paiement. C'est ainsi que la remise de dette volontaire dont bénéficie le commerçant failli suffit pour l'autoriser à solliciter sa réhabilitation (3); la

(1) V. *supra*, section 1, *in fine*, p. 201.

(2) Loi du 25 décembre 1868, art. 247 et suiv. (trad. *Annuaire de législation étrangère*, 1883, t. XIV.)

(3) La jurisprudence française repousse au contraire formellement cette solution. V. *supra*, p. 109.

remise de dettes résultant du concordat ne lui permettrait pas, au contraire, de l'obtenir.

Cette disposition législative, qui paraît minime, réalise cependant un notable progrès sur les idées qui sont en vigueur chez nous. Elle montre « l'Autriche plus tolérante que la France dans l'admission des moyens de réhabilitation (1). »

2° *Alsace-Lorraine*. — La législation fédérale allemande décide que le failli recouvre immédiatement ses droits politiques après la clôture de la faillite (2). Le gouvernement impérial chercha en 1877 à imposer ce principe à l'Alsace-Lorraine. Mais la délégation provinciale résista et préféra conserver le système français consistant à exiger, pour que les déchéances soient effacées, l'intervention d'une procédure spéciale de réhabilitation. Ce système ne fut pas cependant maintenu dans tous ses détails. Des modifications lui furent apportées à propos notamment des conditions exigées. Le droit commercial français veut, dans tous les cas, que le paiement intégral des dettes ait eu lieu. La législation alsacienne admit aussi que le débiteur serait réhabilité après le remboursement complet du passif de la faillite. Mais il fut décidé en outre qu'il y aurait deux autres causes de réhabilitation : la déclaration d'excusabilité et une conduite sans reproche pendant cinq années.

(1) THALLER, *Des faillites en droit comparé*, t. I, n° 77, p. 302; Cf; DALLOZ, *Jurisprudence générale*, Supplément (V° *Faillites, banqueroutes et liquidations judiciaires*, n° 1483, note 1).

(2) V. *supra*, section 1, p. 200.

Il y a donc en Alsace-Lorraine trois causes qui permettent au failli de rentrer dans sa pleine capacité (1).

Notre législation, ainsi complétée, est beaucoup moins rigoureuse et ne fait plus de la réhabilitation une institution illusoire. (2).

3° *Suisse*. — Avant 1889, il n'y avait pas en Suisse de règle uniforme. Les dispositions législatives variaient à cet égard de canton à canton (3). Mais à cette époque a été votée « la loi fédérale du 11 avril 1889, sur la poursuite pour dettes et la faillite », qui a posé des principes communs et remanié toute la matière (4). L'article 26 de cette loi est relatif à la réhabilitation. Il est ainsi conçu : « Sous réserve des dispositions des lois fédérales sur les droits politiques des citoyens (art. 66 de la constitution fédérale), il appartient aux cantons de déterminer les conséquences de droit public attachées à la saisie infructueuse et à la faillite. Toutefois la *réhabilitation* doit être prononcée si la faillite est révoquée ou si les créanciers produisants ont été payés ou consentent à la réhabilitation. »

Il résulte de ce texte que, dans toute la Suisse, la

(1) Art. 31 de la loi d'exécution des Codes judiciaires pour l'Alsace-Lorraine, du 8 juillet 1879. (*Annuaire de législation étrangère*, 1880).

(2) LYON-CAEN et RENAUT, *Traité des faillites*, t. II, n° 1000 ; THALLER, *op. cit.*, n° 77, p. 300 ; DALLOZ, *op. et loc. cit.* — Exposé des motifs de la proposition de M. Béranger, *Journal officiel*, documents parlementaires, Sénat, session ordinaire 1900, p. 11.

(3) Sur le système en vigueur en Suisse avant 1889, V. THALLER, *Des faillites en droit comparé* (1887), t. I, n° 77, p. 303.

(4) BRUSTLEIN et RAMBERT, *Commentaire de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite*. Lausanne, 1893.

réhabilitation est nécessairement prononcée dans trois cas :

a) Si tous les créanciers qui ont produit à la faillite ont été payés ;

b) Si ces mêmes créanciers, sans aucune exception, consentent à la réhabilitation. La loi suisse assimile donc leur consentement à un paiement, et c'est là sa disposition la plus originale ;

c) Si la faillite est révoquée. La révocation entraîne de plein droit la réhabilitation du failli (art. 26). Aux termes de l'article 195 de la loi fédérale, le juge prononce cette révocation « lorsque celui-ci (le débiteur) présente une déclaration de tous les créanciers attestant qu'ils retirent leur production comme aussi lorsqu'un concordat a été homologué. » Il importe peu, d'ailleurs, que le concordat soit plus tard révoqué ; la situation du débiteur n'est pas alors modifiée.

Tel est le système adopté par la loi fédérale du 11 avril 1889, — système beaucoup plus favorable au failli que le nôtre, mais qui s'en rapproche en ce sens que la réhabilitation n'est pas facultative pour le juge : lorsque les conditions exigées par la loi sont accomplies, la réhabilitation ne peut pas être refusée au débiteur qui la sollicite.

A côté de la législation fédérale sur la faillite, il faut encore tenir compte, en Suisse, des lois d'application qui sont intervenues dans chaque canton ; sinon on n'aurait qu'une connaissance incomplète du régime de la réhabilitation dans ce pays.

Les trois cas que nous venons d'indiquer et qui

sont prévus par l'alinéa 2 de l'article 26 de la loi fédérale, se retrouvent dans toute la Suisse. Mais en dehors des faits que ce texte prévoit, certains cantons admettent d'autres causes de réhabilitation dont voici les principales : le débiteur peut être réhabilité

a) Lorsque cinq années se sont écoulées depuis l'ouverture de la faillite et qu'il est intervenu ensuite un jugement du tribunal supérieur (1) ou que les créanciers ont été remboursés pour moitié (2), suivant les cantons.

b) Lorsque la situation du débiteur est digne de faveur, comme s'il est en mesure de prouver que sa ruine est due à des revers de fortune dont il n'est pas responsable (3).

Il faut ajouter que dans un grand nombre de cantons, le débiteur déclaré excusable échappe à la privation des droits politiques, ce qui supprime la nécessité d'une réhabilitation postérieure (4).

La restitution pour le failli de sa capacité perdue est ainsi dans l'ensemble beaucoup plus facile dans la législation suisse que dans notre droit français.

4° *Pays-Bas*. — Là encore la règle du payement intégral du passif n'est pas admise d'une manière exclusive. Le Code de commerce néerlandais

(1) Canton de Bâle-Campagne, art. 33 à 42, Brustlein et Rambert *op. cit.*, sous l'art. 26, p. 25.

(2) Canton de Glaris, art. 56 à 60, *op. et loc. cit.*

(3) Cantons des Grisons, de Bâle-Campagne et de Glaris, *op. et loc. cit.*

(4) Cantons de Zurich, Bâle-Ville, Schwytz, Obwald, Fribourg, Tessin etc..., *op. et loc. cit.*

prévoit deux causes d'admission à la réhabilitation :

a) Le tribunal peut, par le jugement qui homologue le concordat, réhabiliter le débiteur s'il reconnaît que celui-ci est vraiment malheureux et de bonne foi (1).

b) Lorsque la réhabilitation n'a pas été ainsi prononcée, le failli peut encore l'obtenir en introduisant une demande spéciale et en justifiant, à l'appui de cette demande, du remboursement total de ses dettes, conformément au système français (2).

5° *Italie*. — Le Code de commerce italien de 1882 a organisé la réhabilitation, en matière de faillite, sur des bases à peu près analogues à la législation précédente. Ce Code décide que le débiteur sera réhabilité dans deux cas :

a) S'il a intégralement payé ses créanciers (art. 816 du Code de commerce italien). C'est la cause normale.

b) S'il a exécuté les engagements pris au moment du vote du concordat, à la condition toutefois que le jugement d'homologation contienne une clause spéciale ordonnant qu'après cette exécution le nom du débiteur serait rayé de la liste des faillis. Le tribunal de commerce peut facultativement insérer cette clause, après avoir examiné les circonstances qui ont amené la ruine du commerçant, si celui-ci paraît mé-

(1) Art. 850 du C. de com. néerlandais.

(2) Art. 892 et 894 du C. de com. néerlandais. — Voir THALLER, *Des faillites en droit comparé*, t. I, n° 78, p. 305 ; DALLOZ, *Jurisprudence générale*, Supplément (V° *Faillites, banqueroutes et liquidations judiciaires*, n° 1485, note 1.

riter cette faveur (art. 839 du Code de commerce italien) (1).

6^o *Espagne*. — La législation espagnole semble, à première vue, admettre un système identique à celui du Code italien. Elle prévoit les deux mêmes cas de réhabilitation : le paiement intégral des dettes et l'exécution des promesses faites par le débiteur dans son concordat.

Il y a cependant, en ce qui concerne du moins ce dernier mode d'admission, une différence importante entre les deux pays. En Italie, le tribunal a, nous l'avons vu, un certain pouvoir d'appréciation : il peut écarter cette cause de réhabilitation s'il croit que le débiteur n'en est pas digne. En Espagne, au contraire, tous les faillis concordataires, sans exception, doivent en bénéficier. Il suffit qu'ils aient payé les dividendes stipulés et qu'ils puissent justifier de ce paiement (2). La réhabilitation est alors *de droit*, comme dans l'hypothèse du remboursement total du passif pour les faillis non concordataires (3).

7^o *Portugal*. — Le Code de commerce portugais, révisé en 1888 (4), ne s'est pas contenté d'adopter les règles posées par les différentes législations européennes qui cependant se montrent toutes favorables à la réhabilitation ; il a rendu la cessation des

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. II, n^o 1000 ; THALLER, *Des faillites en droit comparé*, t. I, n^o 78, p. 306.

(2) Art. 921 du C. de com. espagnol de 1886.

(3) LYON-CAEN et RENAULT, *op. et loc. cit.* ; THALLER, *op. cit.*, t. I, n^o 78, p. 305 et suiv.

(4) Loi du 28 juin 1888.

incapacités résultant de la faillite plus facile encore en décidant qu'elle aurait lieu dans quatre cas. Par suite, la réhabilitation n'est plus dans ce pays une mesure exceptionnelle comme en France ; la plupart des faillis peuvent en bénéficier. C'est ce qui arrive (1) :

a) Lorsque le débiteur a obtenu un concordat dûment homologué ; la législation portugaise, moins rigoureuse que les lois espagnole et italienne, n'en exige pas l'exécution.

b) Lorsque tous les créanciers ont été désintéressés ; la remise de dette est, du reste, assimilée complètement au paiement.

Ces deux premiers cas de réhabilitation existent ailleurs ; les deux derniers, au contraire, sont spéciaux au droit portugais. Les incapacités cessent encore en effet :

c) Lorsque la faillite est classée comme accidentelle.

d) Lorsqu'un certain temps s'est écoulé, après un paiement partiel, mais à la condition qu'il n'existe plus de créanciers ou qu'il y ait absence complète de biens. Le délai exigé varie suivant la quotité du paiement effectué : il est de dix ans s'il a été versé aux créanciers au moins 50 pour 100 et de vingt ans s'il leur a été payé au moins 25 pour 100 (2).

(1) Art. 744 du Code de commerce portugais.

(2) V. exposé des motifs de la proposition de M. Bérenger, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Sénat, session ordinaire de 1900, p. 41 ; LEHR, *Code de commerce portugais*, Introduction, p. 17.

8° *République Argentine*. — La réhabilitation est tantôt de droit et tantôt facultative (1).

Elle est de droit quand l'intégralité des créances est remboursée. Dans ce cas, la réhabilitation peut même être prononcée d'office.

Elle est facultative à l'égard du failli concordataire. Le tribunal de commerce peut, en effet, par le jugement même qui homologue le concordat, prononcer la réhabilitation du débiteur s'il n'existe aucune présomption de dol ou de fraude (2). C'est à peu près le système de la législation des Pays-Bas (3).

9° *Brésil*. — Le failli peut se trouver dans trois situations que la loi brésilienne distingue soigneusement : la faillite casuelle ou accidentelle ; la banqueroute simple ; la banqueroute frauduleuse.

Dans ce dernier cas la réhabilitation n'est jamais prononcée ; mais dans les deux autres elle est possible. Au cas de faillite accidentelle, elle a lieu presque de plein droit comme dans la législation portugaise ; au cas de banqueroute simple, elle est facultative pour le tribunal saisi de la demande (4).

10° *Chili*. — Le système en vigueur au Chili est absolument identique à celui du Brésil. On y rencontre la même division tripartite : la faillite est

(1) Art. 1572 et suiv. du Code de commerce de la République Argentine (1890).

(2) Exposé des motifs de la proposition de M. Bérenger, *loc. cit.* — *Pandectes françaises*, Répertoire V° faillite n° 10235.

(3) V. *Supra*, p. 209.

(4) *Annuaire de législation étrangère*, 1879, t. VIII, p. 756.

déclarée fortuite, coupable ou frauduleuse. La déclaration que la faillite est fortuite restitue de plein droit au débiteur sa capacité civique. Quant au failli simplement coupable il peut être réhabilité s'il a accompli sa peine et désintéressé intégralement ses créanciers.

11° *Mexique*. — Le Code mexicain de 1890 décide que la réhabilitation a lieu dans trois cas :

a) Lorsque le débiteur a payé toutes ses dettes.

b) Lorsqu'il a obtenu le concordat organisé par la loi.

c) Lorsqu'il prend certains engagements spéciaux qui constituent la partie originale de la législation mexicaine sur la matière. L'étendue de ces engagements varie suivant la catégorie dans laquelle se trouve le débiteur. Il existe, en effet, comme dans les deux législations précédentes, trois sortes de faillite. S'il s'agit d'une faillite fortuite il faut que le débiteur s'engage, dans les formes prévues par la loi, à payer tous ses créanciers dès que sa situation pécuniaire le lui permettra. Si l'on se trouve en présence d'une faillite coupable, il est nécessaire qu'il fournisse, en outre, à l'appui de l'obligation par lui prise, certaines garanties acceptées par ses créanciers. Le débiteur en état de faillite frauduleuse ne peut pas être réhabilité tant qu'il n'a pas subi sa peine. Mais dès que celle-ci est accomplie, il lui est également permis de solliciter sa réhabilitation. Il se trouve alors placé dans la même situation que les faillis de la deuxième catégorie et doit pour réussir

dans sa demande, remplir les mêmes conditions que ces derniers (1).

Tels sont les différents systèmes admis par toutes les législations étrangères qui exigent, comme la nôtre, pour restituer au débiteur les droits dont il a été privé, l'intervention d'une procédure spéciale de réhabilitation. Ces systèmes sont des plus variés. Aucun cependant n'est aussi dur que le nôtre. Tous atténuent la rigueur de la première condition du droit français, le paiement intégral des dettes, par l'adjonction de modes de libération plus faciles ainsi que par l'admission de plusieurs nouveaux cas de réhabilitation.

Quant à la deuxième condition (absence de causes d'indignité, telles que banqueroute frauduleuse ou condamnations pénales chez le débiteur), elle n'a pas été l'objet à l'étranger — en général du moins — de semblables adoucissements.

Dans presque tous les pays, la situation du banqueroutier frauduleux est la même qu'en France, c'est-à-dire qu'il ne peut jamais solliciter sa réhabilitation. Il importe peu, à cet égard, qu'il ait ou non subi sa peine (2) : la cause d'indignité qui l'empêche d'être réhabilité subsiste néanmoins; comme chez nous elle est considérée comme perpétuelle (3).

(1) Exposé des motifs de la proposition de M. Béranger, *Journal officiel*, documents parlementaires, Sénat, session ordinaire, 1900, p. 11.

(2) Il en serait autrement du banqueroutier simple (art. 612, Code de commerce).

(3) Belgique (art. 291); Pays-Bas (art. 535); Autriche (faillite commer-

Quelques législations de date récente ont écarté cependant cette disposition critiquable à plusieurs points de vue (1).

Portugal. — Sous cet aspect, le Portugal se montre encore un des pays les plus favorables à la réhabilitation. Le Code de commerce portugais (1888) décide, en effet, dans son article 744, qu'en cas de faillite fautive ou frauduleuse — classement qui correspond à notre banqueroute — le débiteur peut être réhabilité s'il a subi la peine encourue par lui ou si cette peine lui a été remise.

Mexique. — Nous avons indiqué précédemment quelle était, d'après le Code mexicain de 1890, la situation du débiteur qualifié, dans cette législation, de « failli frauduleux » ; après avoir accompli sa peine, celui-ci est assimilé au débiteur de la deuxième catégorie, au « failli coupable ». Il peut dès lors, être réhabilité en accomplissant les conditions exigées des faillis placés dans ce dernier groupe (2).

République Argentine. — Le Code de commerce argentin (3) permet aussi au banqueroutier frauduleux de demander la réhabilitation, mais, à la différence du Portugal et du Mexique, il n'autorise cette demande qu'après un certain délai à compter de l'accomplissement de la peine : « ne peuvent être

ciale, art. 249) ; Italie (art. 816) ; Espagne (art. 921) ; Roumanie (art. 830) ; Brésil et Chili. — V. Thaller, *Des faillites en droit comparé*, t. I, n° 80, p. 311-312.

(1) V. cette critique dans Thaller *op. et loc. cit.*, et *infra* ch. III, § 1^{er}.

(2) Voir *Supra*, p. 214.

(3) Ce Code est de 1890, comme celui du Mexique.

réhabilités avant *cinq ans* depuis l'expiration de leur peine, dit l'article 1575, les faillis coupables de fraude, les personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance, les stellionataires, les tuteurs ou administrateurs de la chose d'autrui qui n'ont pas rendu leurs comptes. »

Mais, actuellement, la règle adoptée par ces trois législations est encore exceptionnelle.

§ 2. — *Juridiction et procédure.*

La procédure suivie, à l'étranger, par le failli qui sollicite sa réhabilitation est à peu près semblable à celle que notre Code de commerce a organisée. Elle est parfois plus rapide (1); mais, dans l'ensemble, l'instruction de la demande passe par les mêmes phases : enquête, formalités de publicité, oppositions des créanciers, décision judiciaire, etc... (2).

Il faut cependant noter trois différences importantes entre les législations étrangères et le droit français. Ces différences n'existent pas pour tous les Etats, mais elles sont assez générales, la première surtout, pour mériter une mention spéciale.

1° La principale concerne la *juridiction* saisie. Chez nous, la demande en réhabilitation est portée devant la Cour d'appel (art. 605, C. com.), bien que cette dis-

(1) Le Code de commerce italien, par exemple, ne consacre qu'un article à l'institution (art. 816).

(2) Comparer : Autriche (faillite commerciale), (art. 249-252); Pays-Bas; Roumanie (art. 827-829); République Argentine (art. 1573-1583); Brésil, Chili; etc...

position ait été l'objet de très vives critiques pendant les travaux préparatoires du Code de 1807 (1). Quelques-uns des pays, qui avaient adopté notre Code, ont conservé cette juridiction : il en est ainsi notamment de la Belgique. Mais presque tous les autres l'ont abandonnée (2). Dans les législations de ces derniers pays, la compétence a été attribuée au tribunal de commerce. Ce système est assurément plus logique. Pourquoi la juridiction qui a rendu le jugement déclaratif, et qui par là a fait naître les incapacités qui atteignent la personne du débiteur, ne serait-elle pas également saisie lorsqu'il s'agit de mettre fin à ces mêmes incapacités ? La plus grande partie des pays étrangers ont été frappés de ce manque d'harmonie. Aussi presque à l'unanimité, se sont-ils prononcés en faveur de la juridiction commerciale. Il en est, parmi eux, comme la Roumanie, qui, après avoir suivi le système français sur tous les points, l'ont, au contraire, abandonné à propos de cette disposition (3). Cet abandon est significatif ainsi, d'ailleurs, que la liste des pays qui se sont prononcés pour la compétence du tribunal de commerce. On rencontre, en effet, parmi ces derniers, tous les grands États européens : l'Autriche (faillite commerciale) (art. 249 et suiv.), l'Espagne, l'Italie (art. 816), le Portugal

(1) Voir les séances du Conseil d'Etat du 5 mai et du 12 mai 1807, LOCRÉ, t. XIX, p. 351 et 368 et suiv.

(2) THALLER, *Des faillites en droit comparé*, t. I, n° 80, p. 313.

(3) En Roumanie, la juridiction saisie est celle qui a prononcé le jugement déclaratif de faillite (art. 827 et suiv.).

et plusieurs autres pays comme la République Argentine (art. 1572 et suiv.), le Brésil et le Chili. En Hollande, où il n'y a pas de tribunaux de commerce, c'est le tribunal de première instance — celui qui a prononcé la faillite — qui statue sur la demande en réhabilitation sur le rapport du juge commissaire et le ministère public entendu. La juridiction de la Cour d'appel, qui a prévalu en France, constitue donc maintenant une véritable exception.

Cette première différence entre les législations étrangères et le droit français en a entraîné une seconde : la faculté d'appel.

2° L'arrêt qui refuse la réhabilitation n'est, chez nous, susceptible d'aucune voie de recours. Cette disposition s'explique puisque notre Code de commerce donne compétence à la Cour d'appel; en réalité rien ne la justifie. Aussi un certain nombre des autres États qui n'avaient pas le même motif d'écarter la faculté d'appel l'ont-ils introduite dans leur code. Les uns, comme l'Autriche (1), accordent cette voie de recours au débiteur et à ses créanciers; d'autres, au contraire, comme la Roumanie (2), réservent ce droit au failli d'une manière exclusive. Mais quelles que soient les divergences de détail, il faut reconnaître que l'idée d'un second degré de

(1) Art. 252 de la loi autrichienne du 25 décembre 1868. « La décision du tribunal est signifiée au failli et aux opposants *qui peuvent en appeler.* »

(2) Code de commerce roumain : « Le jugement qui aura refusé la réhabilitation pourra être attaqué par voie d'appel, mais seulement par le failli, dans un délai de quinze jours de son prononcé. » (Art. 828 et suiv.).

juridiction est généralement admise au-delà de nos frontières (1).

3^o La troisième différence a trait au rôle de l'autorité judiciaire saisie. En France, la réhabilitation est un droit pour le débiteur, c'est-à-dire que, lorsque les conditions exigées par notre Code de commerce se trouvent réunies, la Cour d'appel ne peut pas se dispenser de la prononcer. Il lui est impossible de la refuser pour des motifs tirés de la conduite du débiteur (2). Réciproquement, elle ne peut pas l'accorder en tenant compte de la bonne foi de celui-ci ou des événements qui ont influé sur sa ruine, si les conditions prescrites ne sont pas remplies. Ce système existe, à l'exclusion de tout autre, non seulement en France, mais encore en Suisse, en Espagne, en Roumanie et en Autriche. Dans les autres législations, au contraire, à côté de la « réhabilitation de droit », on rencontre souvent une seconde forme qui peut être qualifiée de « réhabilitation facultative ». Le rôle des tribunaux n'est plus alors le même ; ils peuvent prendre en considération, pour réhabiliter le failli, les circonstances qui ont entraîné sa chute ainsi que son honorabilité manifeste. Il en est ainsi en Italie, en Hollande et dans la République Argentine lorsque les tribunaux ont à statuer sur une demande en réhabilitation à propos de l'homologation du concordat. Il faut également ran-

(1) V. notamment : Autriche (art. 252) ; République Argentine (art. 1580) ; Roumanie, etc.

(2) V. *supra*, p. 149 et suiv.

ger dans cette catégorie l'Alsace-Lorraine (1), le Portugal, le Chili, le Mexique (2), etc...; car tous ces pays donnent, dans certains cas, aux tribunaux un pouvoir d'appréciation qui n'existe pas chez nous.

Le tableau des lois commerciales étrangères montre clairement qu'on a dû faire subir partout des modifications profondes au système français sur la réhabilitation : cette institution a été rendue plus pratique grâce aux améliorations introduites dans la procédure, et moins illusoire par suite des atténuations apportées à la règle rigoureuse du paiement intégral des dettes. L'étude des législations qui nous environnent fait ressortir ainsi, d'une manière frappante, la nécessité des réformes qu'il reste encore à accomplir chez nous.

(1) La réhabilitation est accordée après cinq années de conduite irréprochable.

(2) Au Portugal, au Chili, au Mexique, il est tenu compte pour la réhabilitation de la classification de la faillite et particulièrement du cas où celle-ci est déclarée fortuite ou accidentelle.

CHAPITRE II

Tentatives de réformes en France.

L'idée d'améliorer le système français sur la réhabilitation a pris naissance vers 1878, à l'époque où commençait à se produire le grand mouvement d'opinion en faveur des réformes à apporter à notre législation des faillites. Un comité de négociants de Paris avait adressé aux chambres et aux tribunaux de commerce un questionnaire relatif à toutes les modifications intéressant cette législation. Leurs réponses furent réunies et servirent de point de départ à une série de projets de réformes. Parmi ces projets, il y en eut, nous le verrons, qui se préoccupèrent du problème de la réhabilitation après faillite.

Ce mouvement d'opinion ne fut pas inutile, puisqu'il aboutit quelques années plus tard à la loi du 4 mars 1889. Mais, au point de vue qui nous intéresse, il n'eut pas de résultat. Les articles 604 et suivants du Code de commerce ne furent l'objet d'aucune amélioration.

Pendant quelque temps même, la réhabilitation parut oubliée. Les projets de réformes, qui avaient été autrefois agités, semblaient abandonnés quand la question fut de nouveau soulevée. Ce second mouvement d'opinion, spécial cette fois-ci à la réhabilitation des faillis, eut principalement pour cause la loi récente sur le casier judiciaire et la réhabilitation des condamnés (1). Les changements apportés à cette dernière institution firent paraître plus rigoureuse encore la situation des faillis (2). Des modifications législatives furent instamment demandées. Plusieurs propositions de loi furent déposées au Parlement. Elles lui sont encore soumises. L'accueil favorable qui leur a été réservé laisse prévoir cependant que ces efforts ne seront pas, cette fois-ci, inutiles.

Telles sont, brièvement rappelées, les principales phases du mouvement réformateur. Il nous reste à étudier les différents projets, ayant trait à la réhabilitation commerciale, que ce mouvement a suscités depuis son origine. Nous les exposerons dans leur ordre chronologique.

A) Proposition de M. Saint-Martin. — Cette proposition fut déposée à la Chambre des députés le 15 juin 1880 (3). Elle avait pour objet une refonte complète du régime de la faillite sur les bases de la

(1) Loi du 5 août 1899.

(2) V. *supra*, p. 190.

(3) *Journal officiel*, juillet 1880, documents parlementaires, Chambre, p. 7610.

grande enquête qui avait eu lieu auprès des chambres et tribunaux de commerce et contenait 263 articles : 8 étaient consacrés à la réhabilitation (art. 256 à 262) et étaient réunis dans un titre spécial (1).

On a toujours ignoré les motifs pour lesquels les auteurs de la proposition avaient conservé cette procédure de la réhabilitation. Car ils décidaient expressément que le débiteur en état de cessation de paiements (2) n'était privé d'aucun de ses droits civils ou politiques. « On s'est demandé, dit M. Thaller (3), si c'est à l'étourderie ou au respect nominal des formes qu'il fallait imputer cette étonnante restitution à un homme d'une personnalité qu'il n'avait point perdue. »

Dans la proposition de M. Saint-Martin, la réhabilitation n'avait donc plus les effets qu'elle avait toujours eus en droit français et qui étaient seuls conformes au sens étymologique du mot. Ce n'était plus que la constatation par l'autorité judiciaire du paiement intégral des dettes. Mais la proposition attribuait à la réhabilitation ainsi comprise un effet nouveau qui constituait, d'ailleurs, sa seule utilité au point de vue juridique : elle permettait au débiteur d'obtenir mainlevée de l'hypothèque de la

(1) Titre III intitulé : *De la réhabilitation et du certificat de libération*. (*Journal officiel*, loc. cit.).

(2) Cette proposition supprimait complètement la qualification de faillite et la remplaçait par un régime dénommé « cessation de paiements » applicable au non-commerçant comme au commerçant (art. 1 et 2).

(3) THALLER, *Des faillites en droit comparé*, t. I, n° 82, p. 316.

masse prise sur ses biens présents et à venir (art. 147 et 261 de la proposition). Le jugement portant réhabilitation devait être inséré par extrait en suite de la mention de la radiation de l'hypothèque.

Il y a peu de choses à retenir de cette proposition en ce qui concerne les réformes à apporter au régime actuel de la réhabilitation commerciale.

Pour les conditions à exiger de l'individu en état de cessation de paiements, elle restait fidèle aux principes de notre Code de commerce. Elle décidait donc : 1^o que le débiteur devait justifier du paiement intégral des sommes par lui dues en principal, intérêts et frais (art. 256); 2^o que les banqueroutiers frauduleux et les autres personnes qui leur étaient assimilées ne pourraient pas être admis à la réhabilitation (1).

Il n'y avait dans ce projet d'innovation sérieuse qu'au sujet de la procédure. On rencontrait, en effet, dans le texte proposé deux différences avec les anciennes dispositions du Code : 1^o la compétence du tribunal de commerce était substituée à celle de la Cour, comme l'avaient demandé la plupart des assemblées consultées dans la grande enquête de 1878 et comme l'avaient adopté la presque unanimité des législations étrangères (art. 256); 2^o la proposition

(1) Il est vrai que la proposition de M. Saint-Martin organisait pour eux quelque chose d'analogue : le « certificat de libération » qui produisait le même effet au point de vue de la mainlevée de l'hypothèque de la masse. Elle leur refusait formellement, au contraire, le bénéfice de la réhabilitation. La différence entre les deux était exclusivement morale.

supprimait la procédure longue et compliquée organisée par notre loi commerciale. La demande introduite par le débiteur était donc instruite conformément au droit commun. La faculté d'opposition pour les créanciers, qui était maintenue, était rendue plus pratique : la demande était, en effet, notifiée, par extrait, par la voie du greffe du tribunal de commerce et aux frais du demandeur, à chacun des créanciers vérifiés et admis (art. 258).

La proposition de M. Saint-Martin fut prise en considération, le 15 mai 1882, par la Chambre des députés. Elle fut alors renvoyée devant la commission spéciale chargée d'examiner les divers projets de réformes au régime de la faillite. Cette commission ne crut pas devoir l'adopter, du moins dans son ensemble, mais lui emprunta un certain nombre de dispositions. En conséquence, la commission rédigea un nouveau projet qui fut présenté à la Chambre par le rapporteur, M. Laroze, le 16 février 1884.

B) Projet de la commission de la Chambre des députés (1). — Ce projet modifiait complètement le livre III du Code de commerce. Le dernier titre (titre V) était consacré à la réhabilitation. Il reproduisait presque textuellement les dispositions anciennes (2). La juridiction et la procédure restaient les mêmes qu'autrefois : la commission n'avait pas

(1) V. le rapport de M. Laroze et le texte du projet dans le *Journal officiel*, 1884, documents parlementaires, Chambre des députés, annexe n. 2632, p. 228. — V. aussi THALLER, *op. cit.*, n. 85, p. 319-320.

(2) THALLER, *Des faillites en droit comparé*, t. I, n° 85, p. 324.

adopté les réformes contenues dans la proposition de M. Saint-Martin. La nécessité du paiement complet du passif et les causes d'indignité du Code de 1807 étaient maintenues dans le nouveau texte sans aucun changement notable (art. 602 et art. 605-606 du projet).

Le projet de la commission de la Chambre des députés contenait cependant une innovation, innovation de détail il est vrai, mais qui n'était pas sans importance en pratique ; elle visait le cas où le domicile des créanciers à désintéresser était complètement inconnu. Le Code de commerce n'avait pas prévu cette hypothèse embarrassante. « Nous avons remarqué dans la pratique, dit le rapport qui précède le projet (1), qu'il s'élève souvent des impossibilités matérielles de parvenir à la réhabilitation. On a vu souvent des fils désirant faire réhabiliter leur père après sa mort et bien longtemps après sa faillite, chercher pendant des années entières la trace des créanciers portés au bilan et échouer entièrement dans leurs investigations. Ces créanciers avaient disparu sans laisser d'héritiers ; les héritiers, quand il en existait, avaient aussi quitté le pays où habitait leur auteur, en sorte que la réhabilitation devenait impossible (2) ». Pour parer à cet inconvénient, l'article 602 du projet autorisait le failli à dé-

(1) *Journal Officiel*, *loc. cit.*, p. 242.

(2) La jurisprudence avait été plusieurs fois amenée à se préoccuper de la question ; les Cours d'appel avaient dû suppléer aux lacunes de la loi, procédé toujours regrettable. V. *supra*, p. 103 et p. 143.

poser les sommes revenant aux créanciers, dont le domicile était inconnu, à la Caisse des dépôts et consignations. Il ajoutait qu'à l'égard de la réhabilitation la justification du dépôt équivaldrait à la quittance.

La Chambre des députés n'eut pas à se prononcer sur le mérite de cette innovation. Le projet de la commission ne lui fut pas soumis dans son entier. On s'était rendu compte qu'un texte d'une semblable étendue ne pourrait pas être voté avant très longtemps. Vingt et un articles contenant les principales réformes attendues furent détachés du projet primitif et furent seuls soumis à la Chambre (9 juin 1888).

Le titre de la réhabilitation, tel qu'il avait été préparé, ne fut pas cette fois encore mis en discussion. La nécessité des réformes s'imposait cependant à tel point que, malgré cette exclusion, des membres de la Chambre des députés et du Sénat trouvèrent le moyen de déposer au cours de la discussion quelques amendements dans ce sens.

C) Amendements relatifs à la réhabilitation déposés pendant la discussion de la loi du 4 mars 1889. — Ces amendements se produisirent surtout à propos de la discussion d'un des textes de la proposition restreinte soumise à la Chambre, l'article 19. Cet article portait que dans le cas où le failli serait déclaré excusable il reprendrait l'exercice de ses droit électoraux, mais ne serait éligible à aucune fonction élective; que s'il n'était pas déclaré excusable, au contraire, il resterait assujetti à toutes les

incapacités édictées par les lois contre les faillis. Mais le texte ajoutait : « la réhabilitation seule rétablit le commerçant déclaré en état de liquidation judiciaire ou de faillite dans la plénitude de ses droits civils et politiques (1) ». Cet article était la seule disposition du projet faisant allusion à la réhabilitation. Il ne faisait, du reste, que consacrer les principes en vigueur, mais il servit de prétexte à des tentatives de réformes à la Chambre et au Sénat.

1° A la Chambre des députés, un amendement, qui était de nature à améliorer dans de notables proportions le régime organisé par le Code de commerce, fut discuté dans la séance du 20 octobre 1888 (2). Il avait été déposé par MM. Vergoin, Barré et Saint-Martin et contenait deux innovations importantes :

a) La première était relative à l'acquittement des dettes. « La réhabilitation sera accordée, disait d'abord le texte de l'amendement, sur quittance légalisée de chacun des créanciers se déclarant intégralement désintéressés en principal, intérêts et frais ». A la différence de ce qui se passait sous l'empire de l'article 604 du Code de commerce, le paiement n'avait donc plus besoin d'être effectif. Il suffisait que les créanciers consentissent à recon-

(1) *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre, juillet 1888, p. 730

(2) *Journal Officiel*, Chambre des députés, séance du 20 octobre 1888. V. également cette discussion dans RIVIÈRE, *Commentaire théorique et pratique des lois sur la liquidation judiciaire*, appendice, p. 416 et suiv.

naitre qu'ils étaient payés. Cette rédaction nouvelle autorisait ainsi, comme mode de libération, la remise de la dette et rendait beaucoup plus facile l'obtention de la réhabilitation après faillite.

b) La seconde innovation avait trait aux intérêts. La justification de leur paiement ne devait pas être exigible au-delà de cinq années. On voulait remédier à leur accroissement continu, accroissement qui est encore l'un des principaux obstacles à la réhabilitation.

Cet amendement fut repoussé sur l'observation du rapporteur que la Chambre n'était pas saisie d'une loi sur la réhabilitation, la commission ayant dû se borner à lui soumettre un projet restreint sur la liquidation judiciaire. Elle ne pouvait sortir des limites de ce projet sans compromettre le sort de la loi en discussion.

2° Au Sénat, ce fut une autre partie de notre législation sur la réhabilitation des faillis qui fut mise en discussion, celle relative aux causes d'indignité. M. Léon Renault déposa, en effet, un amendement aux termes duquel, à la différence du système alors en vigueur, les banqueroutiers frauduleux, les condamnés pour vol, etc..., pourraient désormais être réhabilités. La seule condition exigée pour qu'ils pussent, comme les simples faillis, introduire leur demande, était l'obtention préalable de la réhabilitation pénale. En conséquence, le 2^e paragraphe de l'article 634 du Code d'instruction criminelle, qui avait édicté la prohibition que l'amendement de

M. Léon Renault tendait à supprimer, était abrogé (1). A la séance du 14 janvier 1889, cet amendement fut abandonné par son auteur qui ne voulut pas entraver le vote de l'ensemble de la loi impatientement attendue par l'opinion publique. Mais il fut aussitôt repris par M. Bardoux qui le soutint très vivement lorsqu'il fut mis en discussion à la séance du lendemain (2). Il reçut même l'appui du gouvernement par l'entremise du Garde des sceaux qui se prononça très nettement en faveur de l'innovation proposée. Mais l'amendement fut combattu par le rapporteur du projet de loi pour des motifs analogues à ceux qu'avait invoqués M. Laroze à l'encontre des réformes tentées à la Chambre des députés : « Si nous touchions à l'article 612 du Code de commerce, dit-il (3), ne voyez-vous pas que nous serions entraînés à reprendre tous les autres articles de la loi de 1838 sur lesquels des réclamations non moins plausibles pourraient également se produire?..... Ce n'est pas seulement une loi sur la liquidation judiciaire, c'est une loi sur la faillite qu'il faudrait vous présenter ». Le Sénat,

(1) La disposition que voulait introduire M. Léon Renault était ainsi conçue : « Ne sont point admis à la réhabilitation commerciale, les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance, à moins qu'ils n'aient été réhabilités conformément aux articles 619 et suivants du Code d'instruction criminelle. — Le 2^e paragraphe de l'article 634 du Code d'instruction criminelle ainsi conçu : « Les interdictions prononcées par l'article 612 du Code de commerce sont maintenues nonobstant la réhabilitation obtenue en vertu des dispositions qui précèdent », est abrogé. »

(2) V. cette discussion dans le *Journal Officiel* et dans RIVIÈRE, *Commentaire théorique et pratique de la loi du 4 mars 1889*, appendice, p. 483 et suiv.

(3) Séance du 15 janvier 1889.

comme auparavant la Chambre des députés, jugea bon de ne pas introduire dans le projet de dispositions nouvelles en dehors des principes consacrés par le texte en discussion et l'amendement ne fut pas adopté.

La loi du 4 mars 1889 fut donc votée sans qu'aucune modification eût été apportée au titre du Code de commerce relatif à la réhabilitation commerciale.

D) Proposition de MM. Millaud et Bardoux (1).

— Elle reproduisait principalement l'amendement de M. Léon Renault concernant les banqueroutiers frauduleux et autres condamnés énumérés dans l'article 612 du Code de commerce. Dans l'exposé des motifs, les auteurs de la proposition nouvelle se retranchaient derrière une haute autorité : celle de M. le Président Larombière, qui, dans son rapport à la Cour de cassation, avait émis expressément l'avis que les banqueroutiers frauduleux pussent, après avoir obtenu la réhabilitation pénale, recouvrer leurs droits civils et politiques perdus (2).

La proposition de MM. Millaud et Bardoux n'a pas abouti. Elle était la conséquence immédiate des travaux préparatoires de la loi du 4 mars 1889. Le Parlement se contenta d'attendre les résultats que devait produire l'application de cette loi et pendant plusieurs années aucune réforme ne fut tentée. C'est seulement en 1900, après que le vote de la loi du

(1) Cette proposition fut déposée en 1889 sur le bureau du Sénat.

(2) V. l'exposé des motifs de la proposition de M. Bérenger, *Journal Officiel*, documents parlementaires, Sénat, session ordinaire de 1900, p. 12.

5 août 1899, sur la réhabilitation des condamnés, eut fait sentir davantage les anomalies existant entre les deux réhabilitations, que d'autres propositions se firent jour.

E) Proposition de M. Béranger. — Cette proposition de loi a été déposée sur le bureau du Sénat le 15 février 1900 (1). C'est sans aucun doute la plus importante de toutes celles qui ont été présentées jusqu'à ce jour. Elle ne se borne pas, comme les précédentes, à modifier seulement quelques articles : elle vise le titre tout entier du Code de commerce relatif à la réhabilitation. A côté de réformes nouvelles, le texte proposé tient compte des idées émises dans les projets précédents ; il en forme ainsi la synthèse (2).

Les conditions exigées des débiteurs sont rendues beaucoup plus faciles. Les auteurs de la proposition ont organisé deux sortes de réhabilitation : l'une, de droit ; l'autre, facultative.

1^o *Réhabilitation de droit.* — C'est, d'après la définition donnée dans l'exposé des motifs (3), celle « qui résulte *de plano* comme une conséquence juridique de l'accomplissement des conditions fixées par la loi, sur la simple constatation de la sincérité

(1) Cette proposition a été déposée sous le titre de : Proposition de loi relative à la réhabilitation des faillis, présentée par MM. Béranger, Demôle, Garreau, Edouard Millaud, Velten et Guyot, sénateurs. — V. l'exposé des motifs et le texte dans le *Journal Officiel*, documents parlementaires, Sénat, session ordinaire de 1900, p. 10 et suivantes.

(2) V. l'exposé des principales dispositions de la proposition de M. Béranger dans les *Annales de droit commercial*, août 1900, p. 310.

(3) *Journal Officiel*, loc. cit., p. 11.

des justifications produites. » La réhabilitation de droit a lieu, d'après l'article 604 de la proposition, dans trois cas :

a) Le premier existait déjà : c'est celui de l'acquittement intégral des dettes en capital et intérêts. Mais ces derniers ne peuvent pas être réclamés au delà de cinq ans. On applique la prescription de l'article 2277 du Code civil. La proposition de M. Béranger adopte aussi la disposition qui se trouvait déjà écrite dans le projet de la commission qui a donné naissance à la loi du 4 mars 1889, la possibilité de déposer à la Caisse des dépôts et consignations le montant des sommes dues aux créanciers absents ou disparus.

b) La réhabilitation est encore prononcée lorsque le failli ou le liquidé a obtenu un concordat et en a entièrement exécuté les conditions (1).

c) Elle doit avoir lieu enfin, si le débiteur peut justifier de la remise de ses dettes (2) ou du consentement exprès de ses créanciers (3).

2° *Réhabilitation facultative.* — C'est « celle qu'il appartient aux tribunaux d'accorder, dans certains cas déterminés, après enquête et examen » (4). Elle pourra être obtenue, suivant l'article 605 proposé, lorsque « le failli, après dix années de conduite sans

(1) Dans ce sens, la législation espagnole; V. *supra*, p. 211.

(2) Dans ce sens, la loi autrichienne sur la faillite commerciale, V. *supra*, p. 205.

(3) Dans ce sens, la loi fédérale suisse sur la poursuite pour dettes et la faillite, V. *supra*, p. 208.

(4) Exposé des motifs, *Journal Officiel*, *loc. cit.*, p. 11.

reproches, justifiera qu'il a fait tous ses efforts pour s'acquitter et qu'il a été dans l'impossibilité matérielle de le faire. »

La proposition de M. Béranger se préoccupe également de la procédure. Dans cet ordre d'idées, elle fait une large part aux innovations insérées dans les projets antérieurs et consacrées, depuis longtemps déjà, par les législations étrangères. Elle conserve la double enquête prescrite par notre Code (1). Mais : 1^o elle donne compétence, pour prononcer la réhabilitation, au tribunal de commerce qui a déclaré la faillite ; 2^o elle simplifie la procédure : « Le tribunal statue en chambre du conseil et sans frais après avoir appelé le demandeur et l'avoir entendu dans ses observations » (art. 608) ; 3^o elle décide que les jugements de réhabilitation seront susceptibles d'appel (art. 610).

Telle est, exposée sommairement, l'économie de la proposition nouvelle.

Bien accueillie par l'opinion publique et par le Parlement, cette proposition, plus heureuse que les précédentes, a toutes chances de réussir, sinon entièrement, du moins en grande partie. Elle a déjà été prise en considération par le Sénat et adoptée par lui avec quelques modifications (2). Mais elle n'a pas encore abouti puisqu'elle n'a pas jusqu'à ce jour été soumise à la Chambre des députés.

(1) V. les art. 606 et 607 de la proposition.

(2) Séances du Sénat des 15, 22, 26 et 29 novembre 1901.

Postérieurement au dépôt de la proposition de M. Bérenger, une autre a été présentée à la Chambre par M. Berry. Elle ne comprend qu'une seule disposition et a pour but d'appliquer en notre matière le principe nouveau adopté pour la réhabilitation pénale. Cette proposition décide, en effet, que « lorsqu'il se sera écoulé dix ans après sa déclaration de faillite, la réhabilitation sera acquise de plein droit au failli qui, depuis cette époque, n'aura subi aucune condamnation ». Elle a reçu un accueil favorable de la commission de législation criminelle ; néanmoins elle n'a pas encore été mise en discussion.

Le mouvement réformateur qui s'est manifesté dans ces dernières années à propos de la réhabilitation des faillis n'a donc pas encore obtenu de résultat positif : les réformes depuis si longtemps réclamées sont encore à accomplir.

CHAPITRE III

Programme de réformes.

L'examen de notre législation actuelle sur la réhabilitation des faillis a fait apparaître, au fur et à mesure, les inconvénients multiples des dispositions en vigueur. Les remèdes ne manquent pas cependant ; les législations étrangères et les projets de réformes nous fournissent, sur chaque point, des idées nouvelles et des moyens variés d'améliorer le système français. Mais lorsqu'on veut faire un choix entre toutes ces modifications proposées la tâche devient difficile. Des intérêts opposés se trouvent en présence : d'un côté, l'intérêt des faillis qui demandent que les conditions de la réhabilitation soient rendues moins rigoureuses ; de l'autre, l'intérêt des créanciers qui désirent que cette institution repose toujours sur l'idée du paiement intégral des dettes afin de réaliser l'effet d'un aiguillon et d'amener ainsi leur débiteur à rembourser tout ce qui leur est dû. Entre les réclamations des uns et les objections des autres, il est permis d'hésiter. Ces hésitations

naissent principalement à l'occasion des conditions à exiger des faillis. Nous aurons à exposer, à cet égard, les discussions que n'ont pas manqué de susciter les différents systèmes proposés.

La plupart des auteurs paraissent au contraire d'accord sur les réformes à apporter à la procédure actuelle. Cet accord nous permettra d'exposer rapidement cette partie du sujet dont nous nous occuperons tout d'abord.

§ 1^{er}. — *Réformes relatives à la procédure.*

La procédure de la réhabilitation après faillite telle qu'elle a été organisée par notre Code de commerce a soulevé un certain nombre de critiques.

1^o Les premières ont trait à la *compétence*. Chez nous, la demande en réhabilitation est adressée à la Cour d'appel et non au tribunal de commerce. Cette disposition n'est justifiée par rien. Elle ne peut se comprendre que par les travaux préparatoires du Code de 1807. Le projet portait que la compétence serait donnée aux juridictions consulaires : la Cour d'appel de Paris demandait, au contraire, qu'elle fût attribuée aux tribunaux civils. Le Conseil d'État résolut la question en ne se prononçant ni en faveur des premières, ni en faveur des seconds : il fut décidé que la procédure se poursuivrait devant les Cours d'appel. On prétendait ainsi « donner plus de garantie à la société et au failli. »

Ce motif était illusoire ; les tribunaux de com-

merce sont chargés de déclarer les faillites, de statuer sur toutes les contestations qu'elles peuvent soulever, etc..., il n'y a aucune raison valable de les empêcher de juger les demandes en réhabilitation qui tendent à effacer les dernières conséquences de la cessation des paiements. L'arrêt de la Cour ne jouit pas, d'ailleurs, d'un plus grand retentissement que ne pourrait le faire le jugement d'un tribunal de commerce. Comme on l'a fait à bon droit remarquer (1), c'est plutôt l'inverse qui se produit, car la décision de la Cour est souvent rendue loin de la résidence du commerçant failli où il aurait précisément intérêt à ce qu'elle fût connue.

« Quel profit trouve-t-on, dit très bien M. Thaller (2), à saisir les juges du second degré lorsqu'on sait d'avance que la distance et leurs attributions courantes les empêchent d'instruire l'affaire et que leur premier soin sera de renvoyer le procès au tribunal consulaire? » Car — et ce fait démontre bien l'erreur de notre système — on a constaté que la véritable enquête, celle qui servait surtout à établir la conviction des juges, avait lieu au tribunal de commerce du lieu de la faillite (3). Pourquoi, dès lors, compliquer inutilement une procédure déjà longue, en exigeant ensuite l'intervention de la Cour d'appel?

(1) THALLER, *Des faillites en droit comparé*, t. I, n° 80, p. 314.

(2) *Op. et loc. cit.*

(3) DALLOZ, *Jurisprudence générale*, Supplément (V° *Faillites, banqueroutes et liquidations judiciaires*, n. 1500).

Les législations étrangères, même celles qui ont adopté notre Code de commerce, se sont prononcées à l'unanimité dans ce sens (1).

Cette réforme qui a été réclamée à plusieurs reprises en France (2), s'impose donc et ne soulève, d'ailleurs, aucune objection sérieuse.

2^o La deuxième réforme à introduire dans la procédure se déduit de la précédente : il s'agit de la faculté d'appel. Par l'adoption de cette réforme se trouve écartée la seule critique qui aurait pu être opposée à l'innovation relative à la compétence, on aurait pu craindre qu'une décision aussi grave pour l'honneur d'un commerçant, fut rendue sans aucun recours possible par des juges qui peuvent avoir eu des intérêts dans la faillite.

Il faut donc que les jugements de réhabilitation soient susceptibles d'appel. Cette règle n'est, d'ailleurs, que l'application des principes généraux de notre droit français qui exige le plus souvent deux degrés de juridiction.

3^o Enfin, on s'accorde d'ordinaire pour demander une procédure plus simple et plus rapide. Notre Code de commerce, à la différence de certaines lois étrangères (3), a réglementé avec soin la procédure de la réhabilitation : l'instruction passe par une

(1) Sauf la Belgique toutefois qui a conservé la juridiction de la Cour d'appel. Pour les autres V. *supra*, p. 218.

(2) V. *supra* les propositions de M. Saint-Martin et de M. Béranger.

(3) Le Code de commerce italien de 1886, notamment, ne consacre à la réhabilitation des faillis qu'un seul article (art. 816) et ne se préoccupe pas des questions de forme.

série de phases dont les détails ne sont pas sans compliquer la matière. Aussi a-t-on pu dire qu'en France cette procédure se fait remarquer « par le luxe de son cérémonial » (1).

Le texte primitif de la proposition de M. Béranger tenait compte de ces critiques. L'instruction de la demande (2) ne comprenait plus que deux parties : 1^o la double enquête à laquelle devaient procéder le Président du tribunal de commerce et le Procureur de la République du domicile du failli (art. 606); 2^o la délibération du tribunal qui devait avoir lieu en chambre du conseil et sans frais après audition du demandeur (art. 608). Il y avait donc suppression complète de deux formalités : la publicité de la demande et la faculté d'opposition accordée à tous les créanciers. C'était aller un peu loin dans la voie de la simplification de la procédure. On oubliait de tenir compte d'un des intérêts en présence : celui des créanciers qui, afin d'obtenir par cette contrainte indirecte le remboursement des sommes à eux dues, doivent chercher à empêcher la réhabilitation d'un débiteur qui ne s'est pas entièrement libéré de ses dettes. Aussi la commission sénatoriale a-t-elle rétabli les deux formalités supprimées en les modifiant légèrement. L'affichage ne doit plus avoir lieu que pendant un mois et dans la salle d'audience du tribunal (3), mais

(1) THALLER, *Des faillites en droit comparé*, t. I, n. 80, p. 313.

(2) La demande d'après cette proposition devait être adressée au Procureur de la République (art. 606).

(3) L'article 607 du Code de commerce décide, au contraire, que la requête « restera affichée pendant un délai de deux mois, tant dans les

avis de la demande doit être donné par lettre recommandée à chacun des créanciers vérifiés à la faillite (1). Quant à la faculté d'opposition, la commission avait reproduit purement et simplement le système suivi par le Code. Le Sénat est allé plus loin, il a adopté un amendement (2) qui décide, contrairement à la règle autrefois admise, que « le créancier opposant pourra, par requête présentée au tribunal et notifiée au débiteur, intervenir dans la procédure de réhabilitation ». L'utilité de cette innovation ne se faisait guère sentir. La règle inverse existait depuis près d'un siècle dans l'article 608 du Code de commerce ; elle n'avait été jusqu'ici l'objet d'aucune critique. Il ne s'agit pas, en effet, d'un conflit entre deux plaideurs et l'opposition par écrit était peut-être suffisante pour faire connaître les objections soulevées par tel ou tel créancier. Néanmoins la modification proposée a été adoptée. On a pensé que la réhabilitation étant rendue plus facile et les droits des créanciers étant ainsi quelque peu atteints, ceux-ci auraient désormais un intérêt qu'ils n'avaient pas jusque-là d'intervenir dans la procédure.

Si l'on met à part ces différentes réformes, il faut reconnaître que l'instance en réhabilitation n'a été que légèrement modifiée par les propositions les

salles d'audience de chaque tribunal qu'à la Bourse et à la maison commune et sera insérée par extrait dans les papiers publics ».

(1) C'était déjà le système adopté dans la proposition de M. Saint-Martin (art. 258). V. *supra*, p. 226.

(2) Amendement de M. Théodore Girard, abandonné par celui-ci et repris par M. Chaumié. Il a été voté à la séance du 26 novembre 1901.

plus récentes. Il y a, en effet, peu d'innovations à apporter en cette matière : la plus considérable doit provenir de la substitution de la compétence du tribunal de commerce à celle de la Cour d'appel. Ce changement de juridiction est, à lui seul, de nature à simplifier notablement la procédure et à en diminuer la durée. Il y aurait peut-être aussi quelques modifications accessoires à introduire comme l'abréviation des délais imposés par le Code de 1807. Mais dans ses grandes lignes, la procédure doit rester la même et comprendre, conformément aux traditions historiques et à la plupart des lois étrangères, les différentes phases qu'elle comporte aujourd'hui.

§ 2. — *Réformes relatives aux conditions de la réhabilitation.*

La tendance commune de tous les projets de réformes est de rendre moins rigoureuses les conditions exigées des faillis. Différents moyens ont été mis en avant. On peut les classer en deux catégories : les premiers se rattachent à la réhabilitation dite « de droit », c'est-à-dire à celle qui est obligatoire pour les juges lorsqu'ils ont la preuve que les conditions imposées par la loi ont été remplies ; les autres concernent la réhabilitation dite « facultative » qui est accordée par eux suivant les circonstances après avoir apprécié dans la réalité des faits la situation du débiteur. Dans cette dernière hypo-

thèse, les conditions de la réhabilitation ne sont pas fixées par la loi ; elles dépendent du pouvoir discrétionnaire des tribunaux. Ces deux types opposés de la même institution se rencontrent l'un et l'autre dans les législations étrangères. La réhabilitation facultative est plus rare ; dans un certain nombre d'Etats cependant elle est jointe à la première dont elle forme pour ainsi dire le complément. Serait-il bon d'adopter en France ce système ? (1)

Beaucoup d'auteurs le soutiennent. La réhabilitation de droit ne suffit pas, disent-ils. La loi ne pouvant pas prévoir tous les cas, il arrive nécessairement que beaucoup de débiteurs, malgré des efforts réitérés, se trouvent dans l'impossibilité de remplir les conditions imposées. Il n'est ni juste, ni habile de leur enlever tout espoir : « il faut pour le bon ordre social que l'effort sincère, que la persévérance dans l'honnêteté reçoivent leur récompense » (2).

Il est vrai que, dans certaines situations favorables la société n'a plus les mêmes motifs d'imposer le maintien des déchéances rigoureuses qui résultent de la faillite. Mais ici — et nous aurons à revenir sur cette idée — l'intérêt de la société ne doit pas seul être pris en considération, il faut tenir compte de celui des créanciers qui trouvent dans la réhabi-

(1) La proposition de M. Bérenger l'admet, article 605 : « Pourra obtenir sa réhabilitation le failli qui, après dix années de conduite sans reproches, justifiera qu'il a fait tous ses efforts pour s'acquitter et qu'il a été dans l'impossibilité matérielle de le faire. »

(2) Exposé des motifs de la proposition de M. Bérenger, *Journal officiel*, documents parlementaires, Sénat, session ordinaire, 1900, p. 42.

litation le moyen d'obtenir le remboursement des sommes qui leur sont dues. Or, la réhabilitation facultative ne présente pas, à cet égard, de garanties suffisantes. Comme on l'a dit avec beaucoup de vraisemblance (1), « n'est-il pas à supposer que l'on en viendrait pratiquement à user d'une certaine indulgence pour ceux qui demanderaient plus de dix ans après leur faillite que la tache ancienne soit effacée? » On enlèverait à la réhabilitation son véritable caractère, pour en faire une sorte de grâce dépendant du bon vouloir des tribunaux saisis de la demande. Le Code de commerce a repoussé avec raison cette conception qui se comprenait encore à l'époque de la monarchie (2), mais qui aujourd'hui ne se recommande par aucun motif valable. Le législateur actuel paraît bien aussi disposé à ne pas admettre l'idée sur laquelle repose la réhabilitation facultative (3).

Il est donc préférable de s'attacher dans les réformes à accomplir, au système de la « réhabilitation de droit » qui sauvegarde les intérêts des créanciers et ne laisse aucune place à l'arbitraire. Dans ce système, il faut et il suffit que les conditions exigées par la loi commerciale soient remplies et la réhabilitation devient alors obligatoire pour les juges. Ces conditions sont dans la législation actuelle au

(1) *Annales de droit commercial*, août 1900, p. 310 : « Une proposition de loi sur la réhabilitation des faillis. »

(2) V. travaux préparatoires dans Locré, t. XIX, p. 370.

(3) A la séance du Sénat du 26 novembre 1901, le dernier paragraphe de l'article 605 de la proposition de M. Berenger, qui organisait la réhabilitation facultative, a été repoussé.

nombre de deux : 1^o le remboursement intégral de tous les créanciers ; 2^o l'absence de certaines causes spéciales d'indignité. L'une et l'autre sont appliquées d'une manière trop rigoureuse, et l'on est d'accord pour décider qu'à cet égard des modifications s'imposent. Les réformes qui ont trait à la première condition donnent lieu à d'assez vives discussions. Il semble, au contraire, que celles relatives à la seconde doivent être admises sans difficultés sérieuses. Aussi examinerons-nous d'abord ces dernières.

A) Réformes relatives aux causes d'indignité. —

Les causes d'indignité, qui rendent les débiteurs irrecevables dans leur demande en réhabilitation, sont écrites dans l'article 612 du Code de commerce. L'une d'entre elles — celle qui concerne les tuteurs, administrateurs et autres comptables qui n'ont pas rendu leurs comptes — ne fait l'objet d'aucune proposition de réformes (1). Elle repose, d'ailleurs, sur un motif difficilement contestable : la crainte de voir ces personnes, pour obtenir plus rapidement leur réhabilitation, rembourser leurs créanciers avec la fortune d'autrui qu'ils sont chargés d'administrer. — Les autres causes d'indignité visent les banqueroutiers et les condamnés pour vol, escroquerie ou abus de confiance. Le système adopté à leur égard est,

(1) La proposition de M. Bérenger supprime, il est vrai, cette cause d'indignité ; mais avec la réhabilitation facultative qu'elle organise, les tribunaux peuvent en tenir compte. Tel est, d'ailleurs, le motif invoqué par l'auteur de la proposition pour écarter cette disposition de l'article 612 actuel.

au contraire, l'objet de vives critiques. Les banqueroutiers simples peuvent être réhabilités dès qu'ils ont subi leur peine, les banqueroutiers frauduleux et les autres individus énumérés dans l'article 612 ne peuvent jamais recouvrer leurs droits civils ou politiques perdus. C'est cette dernière disposition qui est surtout battue en brèche par les auteurs des projets de réformes. Ils proposent tous de décider que la réhabilitation commerciale doit devenir possible, pour cette dernière catégorie de personnes, aux mêmes conditions que pour les simples faillis, lorsqu'elles ont obtenu leur réhabilitation au point de vue pénal (1).

A ce moment-là, en effet, les banqueroutiers frauduleux et autres condamnés sont assimilables aux simples faillis. « La réhabilitation, dit l'article 634 du Code d'instruction criminelle, efface la condamnation et fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités qui en résultaient. » Pourquoi faire exception pour les incapacités qui dérivent de la faillite ? Aucune raison sérieuse n'autorise la prohibition actuelle qui aboutit en réalité à une véritable contradiction. Elle a été signalée, du reste, pendant la discussion de la loi du 4 mars 1889 : un voleur ou un escroc réhabilités au point de vue criminel — a-t-on rappelé — peut être député ou sénateur, tandis qu'un banqueroutier frauduleux, qui se trouve dans

(1) V. l'amendement de MM. Léon Renault et Bardoux, pendant la discussion au Sénat de la loi du 4 mars 1889, et les propositions de loi de MM. Millaud et Béranger.

une situation analogue, ne peut même pas faire partie d'un tribunal ou d'une chambre de commerce (1).

On peut objecter, il est vrai, que l'honneur commercial s'oppose à ce que la réhabilitation soit octroyée à des individus qui ne la méritent pas. Mais en voulant punir ces individus, le législateur n'a pas vu qu'il atteignait en réalité leurs créanciers. N'espérant plus recouvrer son ancienne situation politique et commerciale, il est très vraisemblable que le banqueroutier abandonnera la lutte et n'essayera même pas de reconstituer une fortune qui lui permettrait de payer intégralement ses dettes. « Pourquoi ne pas ouvrir aux créanciers d'un banqueroutier les mêmes éventualités de payement à venir que pour d'autres faillis ? disait M. Thaller dès 1887 (2). — Qu'on y regarde de près, ajoutait-il, on verra que ce n'est pas le débiteur indigne que l'on frappe, c'est la masse qui n'a rien fait pour être ainsi maltraitée. » Telle était aussi l'opinion qui, à une époque antérieure, avait déjà été manifestée par M. le Président Larombière, dans son rapport à la Cour de cassation, lorsque celle-ci avait été consultée sur le projet de la commission de la Chambre des députés. Il considérait la disposition que nous critiquons comme constituant une véritable anomalie et concluait, en conséquence, à la suppression du second paragraphe de l'article 634 du Code d'instruction criminelle et à

(1) Séance du Sénat du 15 janvier 1889.

(2) *Des faillites en droit comparé*, t. I, n° 80, p. 310.

la modification de l'article 612 du Code de commerce. Aujourd'hui encore il y a là une réforme qu'il serait utile de voir aboutir.

Si les banqueroutiers frauduleux pouvaient désormais solliciter la réhabilitation commerciale après avoir obtenu la réhabilitation pénale, il serait logique d'étendre la même règle aux banqueroutiers simples. Notre législation actuelle est plus favorable à ces derniers : elle décide qu'ils peuvent être relevés des déchéances résultant de la faillite dès qu'ils ont subi leur peine. Ils ne sont donc pas obligés d'attendre qu'ils aient été réhabilités au point de vue pénal, ce qui ne peut avoir lieu que trois ans après (art. 620, C. Instr. cr.). Il aurait été plus juridique d'admettre que la réhabilitation commerciale ne pût être obtenue par les banqueroutiers simples avant que la réhabilitation pénale leur eut été octroyée. C'est, en effet, à ce moment-là seulement que la condamnation est effacée et qu'ils peuvent être mis sur le même rang que les simples faillis. Dans les réformes à accomplir, il sera donc préférable d'adopter une règle uniforme et d'exiger des banqueroutiers simples, comme des banqueroutiers frauduleux, l'obtention préalable de la réhabilitation pénale.

B) Réformes relatives au remboursement des créanciers. — Notre loi commerciale actuelle exige que le failli ait acquitté intégralement toutes les sommes par lui dues en principal, intérêts et frais (art. 604, C. com.). C'est là une condition excessive-

ment rigoureuse et qui, presque toujours, empêche le débiteur de réussir. « Comment espérer, en effet, que celui qui n'a pu payer quand il était en possession de l'instrument qui lui permettait de se créer des ressources, puisse, lorsqu'il en aura été dépouillé par la faillite et que, par suite des incapacités dont il a été frappé, sa vie est devenue particulièrement difficile, être jamais en mesure de le faire ? » (1). Il est certain que, avec le système actuel, le débiteur tourne dans un cercle vicieux. Pour être réhabilité, il est indispensable qu'il ait remboursé tous ses créanciers, et pour pouvoir effectuer ce remboursement, il faut qu'il jouisse d'un certain crédit qu'il ne peut pas avoir tant qu'il n'a pas été réintégré dans la plénitude de sa capacité civile et politique. Aussi ne faut-il pas s'étonner du nombre excessivement réduit des réhabilitations commerciales qui sont prononcées en France chaque année.

Il faut d'autant moins s'en étonner que la jurisprudence a encore aggravé dans la mise en pratique la règle que le Code de commerce a posée. C'est ainsi que pour les justifications du paiement, elle ne se contente pas de quittances pour solde; elle veut des quittances détaillées et rédigées en forme de compte avec le certificat de paiement donné par le créancier. Certains parquets n'ont même pas trouvé ces précautions suffisantes. Pour s'assurer de la sincérité des quittances, il sont allés jusqu'à les remettre

(1) Discours de M. Bérenger au Sénat, dans la séance du 25 novembre 1901.

entre les mains d'un commissaire de police chargé d'interroger les créanciers. Ces procédés constituent des vexations inutiles. Les quittances pour solde sont admises en droit commun et font présumer la libération du débiteur (1). En les écartant ici, la jurisprudence ajoute, sans aucun avantage, un obstacle de plus à tous ceux qui s'opposent déjà au développement de la réhabilitation.

Le législateur devra donc s'expliquer nettement à cet égard pour que de semblables exigences ne se reproduisent plus.

Mais ce que veulent surtout les auteurs des projets de réformes, ce n'est pas simplement une plus grande bienveillance dans l'application des principes actuels, c'est la modification de ces principes eux-mêmes. Leurs prétentions sont, dans une certaine mesure, fondées. Les règles aujourd'hui en vigueur sont telles — nous l'avons déjà indiqué — que la réhabilitation est, pour les faillis, manifestement irréalisable. Le législateur devra donc admettre des adoucissements au régime actuel. Il ne faut pas cependant que les réformes proposées soient adoptées sans aucune réserve. Elles doivent être tempérées par une autre idée : le respect des droits des créanciers. Ceux-ci ont toujours été considérés comme intéressés dans la question. L'espoir d'obtenir sa réhabilitation étant de nature à inciter le débiteur à faire tous les efforts possibles pour acquitter ses dettes, cette institution

(1) V. la note de M. de Folleville dans DALLOZ, 1875, II, 89, § 1.

constitue une véritable contrainte morale dont il est difficile de mettre en doute l'existence et l'efficacité. C'est la seule garantie qui reste aux créanciers, il ne faut y toucher qu'avec une certaine prudence.

Telles sont les idées qu'il était indispensable de dégager avant de prendre parti sur les différentes réformes qu'il nous reste à exposer. Elles conduisent à adopter, pour le remboursement des créanciers, les solutions suivantes :

1^o En ce qui concerne l'*objet* du remboursement, le failli doit, en principe, acquitter le capital, les intérêts et les frais conformément aux dispositions législatives écrites aujourd'hui dans le Code de commerce, mais des atténuations notables peuvent être apportées sans atteinte sérieuse aux droits des créanciers.

Il en est ainsi d'une des obligations que la jurisprudence impose au débiteur : celle de payer « les intérêts des intérêts ». Cette obligation est dans notre droit actuel conforme aux principes qui dominent la réhabilitation commerciale. C'est pourquoi nous avons cru qu'il était impossible de ne pas l'adopter (1). Mais, en fait, la capitalisation des intérêts présente les plus graves inconvénients. En quelques années le principal de la créance arrive à être plus que doublé. Le débiteur peut dès lors travailler et économiser pour désintéresser ses créanciers; jamais il ne lui sera possible — à moins de bénéficier d'une succession inopinée — de payer toutes les sommes que la

(1) V. *supra* p. 91 et suiv.

jurisprudence met à sa charge. Loin donc de favoriser les créanciers, la nécessité pour le failli d'acquitter les intérêts des intérêts leur est, au contraire, nuisible car le débiteur ne tentera même pas un remboursement irréalisable.

On peut objecter, il est vrai, que sans la capitalisation des intérêts, les créanciers subiraient un préjudice, puisque s'il n'y avait pas eu faillite, ils auraient pu à ces intérêts eux-mêmes faire produire de nouveaux intérêts. Mais cette objection est toute théorique. En fait, les intérêts sont destinés à être consommés : la capitalisation est une mesure tout à fait exceptionnelle et la loi doit se préoccuper surtout des cas les plus généraux.

Il y a donc là une réforme qui s'impose. Certaines propositions de loi en présentent une seconde dans le même ordre d'idées. Elles demandent que les intérêts proprement dits ne soient pas exigibles au-delà de cinq années (1). Cette innovation ne serait, d'après elles, que l'application du droit commun, l'art. 2277 du Code civil décidant que les intérêts des sommes prêtées se prescrivent par cinq années. En réalité, cette disposition nouvelle serait une atteinte aux droits légitimes des créanciers. Cette courte prescription se conçoit, d'ordinaire, parce qu'il y a une faute de ces derniers qui ont laissé par négligence les intérêts entre les mains de leur débiteur. Mais ici ce motif n'existe pas. En outre, il est impossible d'allé-

(1) V. notamment la proposition de M. Bérenger, art. 604.

guer qu'après cinq ans, il y a présomption de payement, comme on peut le faire en thèse générale, puisque aux yeux de tous le débiteur ne fait plus face à ses engagements.

2° En ce qui concerne les *modes de libération*, il y a également des réformes à accomplir. A cet égard, en effet, la jurisprudence se montre aujourd'hui excessivement rigoureuse : elle n'autorise que les modes qui constituent un payement *réel et effectif* (1). Elle écarte ainsi un certain nombre de modes de libération, telles que la remise de la dette, la novation, etc., qui sont cependant admis dans la plupart des législations étrangères. Pourquoi établir ici des règles exceptionnelles et ne pas décider purement et simplement que le débiteur pourra invoquer tous les modes de libération du droit commun ? On a objecté que la réhabilitation intéressait l'ordre public et qu'il n'y avait pas seulement en jeu des intérêts privés. Cela est certain, mais il n'est pas démontré que l'ordre public serait en péril si le législateur se montrait plus facile relativement aux conditions de la réhabilitation. Dans la plupart des pays étrangers où cette réforme a eu lieu, elle n'a pas donné, au contraire, de mauvais résultats ; le nombre des faillites n'y est pas plus considérable que chez nous. Seuls, les créanciers peuvent donc se plaindre des modifications à introduire en cette matière. Pour cer-

(1) V. *supra*, p. 97. — La jurisprudence range dans cette catégorie : le payement proprement dit, la confusion, la dation en payement, la compensation et les offres réelles suivies de consignation.

taines des réformes proposées, ces plaintes seraient, selon nous, légitimes. Il en serait ainsi pour la réhabilitation qui se produirait de plein droit au bout d'un laps de temps fixé d'avance, comme on l'a parfois demandé (1). Cette prescription — non plus des dettes, mais de « l'état de failli » — a été réclamée par assimilation avec la réhabilitation de droit, organisée au point de vue pénal par la loi du 5 août 1899. Mais l'analogie invoquée fait précisément défaut sur un point, sur la nécessité de tenir compte en notre matière de l'intérêt des créanciers. Avec la réhabilitation se produisant de plein droit après un certain nombre d'années, le débiteur n'aurait plus qu'à attendre sans faire aucun effort pour réparer le préjudice qu'il a causé. Les créanciers seraient privés du dernier espoir de remboursement que leur laisse la loi.

Mais, lorsque l'intérêt des créanciers n'est pas en jeu et que les améliorations proposées leur sont, au contraire, favorables, on ne voit pas bien le motif qui peut contraindre le législateur à les repousser. Comme le dit l'auteur d'une des propositions de loi (2) : « Les créanciers sont, en définitive, les meilleurs juges de la moralité de la faillite dont ils ont souffert et du degré d'intérêt que mérite le failli, et là où ils trouvent juste et, sans doute aussi, conforme à leur intérêt, de pardonner, l'Etat n'a pas le droit de se montrer inflexible ».

(1) V. *supra*, p. 236, la proposition de M. Berry à la Chambre des députés.

(2) M. Bérenger (Exposé des motifs, *Journal officiel*, documents parlementaires, Sénat, session ordinaire 1900, p. 12.

Pour que la réhabilitation fut prononcée, il devrait donc suffire que le débiteur rapportât la preuve que tous ses créanciers le considèrent comme délié vis-à-vis d'eux de tous ses engagements. On ne devrait pas distinguer entre les modes de libération pourvu toutefois que ceux-ci fussent reconnus par la loi.

En partant de cette idée, nous ne verrions aucun inconvénient à ce qu'il fut décidé que tous les modes de libération existant d'après le droit commun fussent invoqués ici. Cette solution aurait pour conséquence d'autoriser non seulement ceux qui sont aujourd'hui admis (le paiement proprement dit, la confusion, la dation en paiement, la compensation et les offres réelles suivies de consignation), mais encore les modes de libération suivants :

a) La remise de la dette. — Dans l'état actuel de la législation le débiteur ne peut pas s'en prévaloir. C'est du moins l'opinion générale (1) ; mais cette prohibition est depuis longtemps critiquée. Pendant la discussion de la loi du 4 mars 1889, l'auteur d'un des amendements signalait déjà l'anomalie qui en résultait (2). « Un créancier, disait-il, consent à reconnaître qu'il est payé. Il fait remise à son débiteur pour des raisons diverses, parce qu'il lui est sympathique, parce qu'il le considère comme un honnête homme, que sais-je ? en un mot, parce qu'il trouve bon de le faire. Eh bien ! cette décision du créan-

(1) V. *supra*, p. 109.

(2) Séance de la Chambre des Députés du 20 octobre 1888. Discussion de l'amendement de MM. Vergoin, Barré et Saint-Martin.

cier n'est pas acceptée. » Il est évident qu'il y a là un obstacle inutile à la réhabilitation. Les législations étrangères les plus rigoureuses (1) l'ont déjà supprimé. Il devrait également disparaître chez nous.

b) La novation. — On pourrait objecter ici que le créancier n'est pas remboursé car une nouvelle dette est substituée à l'ancienne. L'emploi de la novation ne présente néanmoins pour lui aucun inconvénient sérieux puisqu'il doit consentir à cette substitution.

c) La prescription libératoire (2). — Le débiteur doit pouvoir invoquer un autre mode de libération admis en droit commun : la prescription libératoire. Là encore, les créanciers ne peuvent se plaindre, puisqu'il leur était possible d'empêcher que la prescription s'accomplît.

d) Remise forcée résultant du concordat. — La proposition de loi de M. Bérenger, d'accord en cela avec beaucoup de législations étrangères, décide que le failli sera autorisé à solliciter sa réhabilitation si au moment de sa demande, il a payé intégralement les dividendes par lui promis dans son concordat (3).

Dans cette hypothèse, la question est plus délicate que pour tous les autres modes de libération. S'il ne s'agissait que des créanciers qui ont voté le concordat, la solution ne saurait être douteuse. La remise de dette qui a été consentie par eux est véri-

(1) L'Autriche par exemple.

(2) Il ne s'agit pas ici de la prescription de « l'état de failli », dont nous avons parlé plus haut, mais de la prescription des dettes.

(3) Art. 604 de la proposition.

tablement une remise volontaire et, à ce titre, elle doit constituer, nous l'avons déjà établi, un mode de libération suffisant pour autoriser la demande en réhabilitation. Mais il y a la minorité des créanciers qui subit, malgré elle, la remise que la majorité lui impose. Or, ces créanciers de la minorité, pour obtenir le solde auquel ils n'ont pas volontairement renoncé, n'ont plus, comme au cas d'union, la possibilité de poursuivre le failli sur ses biens nouveaux. La seule garantie qui leur reste consiste précisément dans la nécessité du paiement intégral des dettes en cas de réhabilitation. Il est donc encore plus grave ici que partout ailleurs de leur enlever cette dernière garantie (1).

Si cet argument, dont il est difficile de méconnaître l'importance, devait être accepté, le mouvement réformateur tenté à propos de la réhabilitation commerciale aboutirait en grande partie à un échec. Les partisans des nouvelles propositions de loi comptent, en effet, surtout sur ce mode de libération qui résulte du paiement des dividendes promis dans le concordat, pour arriver à une augmentation notable du nombre des réhabilitations commerciales prononcées chaque année. Grâce à cette réforme les faillis concordataires pourraient recouvrer leurs droits civils et politiques perdus à des conditions relativement faciles. Sur

(1) THALLER, *Des faillites en droit comparé*, t. I, n. 81, p. 315 et n. 65, p. 239. — V. aussi discours de M. Laroze, rapporteur de la loi du 4 mars 1889 à la Chambre des députés, séance du 16 octobre 1888.

environ huit mille faillites ou liquidations judiciaires qui sont ouvertes annuellement, en effet, plus de quinze cents se terminent par un concordat. On conçoit dès lors l'importance de la question.

L'objection soulevée est-elle donc de nature à faire échec à une innovation qui présente un intérêt pratique aussi considérable. Nous ne le croyons pas. Cette objection n'a pas, tout d'abord, une portée aussi grande que celle qu'on veut bien lui prêter. La garantie qui ne devrait pas être enlevée à la minorité des créanciers est, en fait, absolument illusoire. Dans notre droit actuel où cependant elle existe, il n'y a environ qu'une réhabilitation pour mille faillites. Cette prétendue sauvegarde des droits des créanciers n'a donc en réalité qu'une influence très minime. La garantie ainsi invoquée pourrait, du reste, dans une certaine mesure être remplacée par une autre. Les faillis concordataires, dit-on, après avoir obtenu leur réhabilitation, ne se préoccupent plus de rembourser leurs créanciers et, d'un autre côté, ceux-ci ne pourront pas les y contraindre puisque ces faillis sont complètement à l'abri des poursuites. Il serait possible de remédier en grande partie, à cet inconvénient en exigeant — pour que la remise forcée résultant du concordat pût conduire à la réhabilitation — l'insertion dans ce traité de la clause bien connue « de retour à meilleure fortune » (1). Dans le cas où un change-

(1) Il faudrait toutefois qu'il fût entendu que cette clause devrait alors signifier, ainsi que cela a été parfois décidé, que le failli serait

ment notable viendrait alors à se produire dans la situation pécuniaire de leur débiteur, les droits des créanciers se trouveraient sauvegardés. La crainte du non remboursement du solde que l'innovation proposée peut faire naître, disparaîtrait ainsi d'une manière à peu près complète.

On pourrait donc, sans danger selon nous, autoriser le failli qui a exécuté les conditions de son concordat et payé intégralement les dividendes promis à solliciter sa réhabilitation. Et comme les résultats que cette modification produirait influeraient de la manière la plus heureuse sur les destinées de l'institution que nous étudions, il est certain que cette réforme ne manquerait pas d'être bien accueillie par le Parlement (1).

obligé civilement dans le cas de retour à meilleure fortune. LYON-CAEN et RENAULT, *Traité des faillites*, t. I, n° 618.

(1) Le Sénat l'a déjà adoptée dans la séance du 26 novembre 1901.

CONCLUSION

Le programme de réformes que nous venons d'exposer serait, croyons-nous, de nature à donner à la réhabilitation commerciale la portée pratique qui lui manque aujourd'hui. La possibilité pour le failli (ou le liquidé) concordataire d'obtenir la restitution de sa capacité perdue après l'exécution des conditions de son concordat y contribuerait surtout dans une large mesure.

Mais nous ne pensons pas qu'on puisse aller plus loin dans la voie des modifications législatives; qu'on puisse décider, par exemple, que le débiteur sera réhabilité de plein droit après l'expiration d'un certain laps de temps, ou encore après l'homologation de son concordat, ainsi qu'on l'a parfois proposé. Ces innovations ne seraient pas sans danger. La réhabilitation changerait de caractère : elle ne présenterait plus ces « avantages d'une nature toute morale », dont parlait le rapporteur de la loi du

28 mai 1838 (1). Juridiquement, le débiteur serait réhabilité : mais l'opinion publique, qui saurait qu'il n'a fait aucun effort pour obtenir ce résultat, ne s'y tromperait pas et le considérerait toujours comme failli. « Il y aurait ainsi, ajoute le rapporteur de la même loi, à propos d'un amendement qu'il jugeait critiquable, *deux sortes de réhabilitation*, dont l'une laisserait subsister dans l'opinion une partie de la tache originelle que la réhabilitation doit complètement effacer. »

Tel sera encore l'écueil à éviter lorsque le Parlement aura à se prononcer définitivement sur les réformes qui lui sont proposées : aussi ne faudra-t-il modifier qu'avec une certaine prudence, ainsi que nous l'avons précédemment indiqué, les dispositions législatives, aujourd'hui en vigueur, sur la réhabilitation commerciale.

(1) M. Quénault (séance du 17 mars 1838). DALLOZ, *Jurisprudence générale*, V^e Faillites, p. 19.

Vu :

Le Professeur, Président de la Thèse,

D. DANJON.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.....	VII
--------------------	-----

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Historique.

GÉNÉRALITÉS.....	7
CHAPITRE I. — Droit romain	8
Le droit romain en Italie.....	13
CHAPITRE II. — Ancien droit français....	18
§ 1. — Origine de la réhabilitation dans l'ancien droit français; son développement et ses applications.....	19
§ 2. — Conditions de la réhabilitation.....	26
§ 3. — Forme et procédure de la réhabilitation . . .	30
§ 4. — Effets de la réhabilitation.....	36
CHAPITRE III. — Droit intermédiaire et rédaction du Code de commerce.....	40

DEUXIÈME PARTIE

Législation actuelle.

GÉNÉRALITÉS.....	51
CHAPITRE I. — Définition et caractères généraux de la réhabilitation	53

TROISIÈME PARTIE

Réformes.

GÉNÉRALITÉS.....	189
CHAPITRE I. — Examen préliminaire des législations étrangères.....	194
<i>Section I.</i> — Législations dépourvues d'une procé- dure spéciale de réhabilitation. — Cessation des incapacités.....	196
<i>Section II.</i> — Législations ayant une procédure spé- ciale de réhabilitation.	202
§ 1. — Conditions	203
§ 2. — Juridiction et procédure.....	217
CHAPITRE II. — Tentatives de réformes en France.....	222
CHAPITRE III. — Programme de réformes.....	237
§ 1. — Réformes relatives à la procédure.....	238
§ 2. — Réformes relatives aux conditions de la réha- bilitation.....	243
CONCLUSION.....	261

